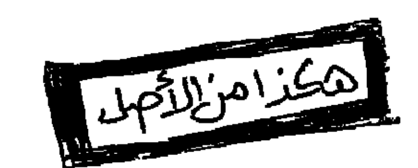


Guide Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14282 – 5 F

JEUDI 27 DÉCEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La réforme de l'exécutif en Union soviétique

M. Gorbatchev n'obtient qu'un demi-succès devant le Congrès

Victoire à la Pyrrhus

Si M. Gorbatchev n'avait pas déja par deux fois demandé et obtenu, au cours de la seule année écoulée, des « pouvoirs spéciaux » seuls à même, selon lui, de remédier à la crise du système qu'il dirige, on serait tenté de saluer comme un événement la nouvelle « victoire » qu'il a obtenue mardi 25 décembre en faisant voter par son parlement les révisions constitutionnelles demandées.

Le malheur est que par deux fois, ces « pleins pouvoirs » n'ont rien donné. La mise en route du pouvoir présidentiel au printemps de cette année ne s'est pas traduite par un raffermissement des institutions, mais au contraire par leur déclin accéléré. Quant aux pouvoirs économiques spéciaux que le président s'était fait attribuer à l'automne, leur seul résultat a été une cascade de décrets presque aussi vite oubliés que promulgués, tandis que la réforme économique et le passage au marché restaient lettre morte.

Le congrès des députés soviétiques n'a d'ailleurs pas accepté en totalité les amendements à la constitution souhaités par M. Gorbatchev. Ainsi, le projet de création d'une administration chargée du contrôle d'Etat a été repoussé. Depuis la création, par Lénine, d'une « inspection ouvrière et paysanne » supposée remédier aux carences d'une administration proliférante, le système soviétique n'a que trop connu de telles administrations dont le principe même est fallacieux au départ : le seul contrôle vraiment efficace serait celui qui s'appuierait sur la démocratie et ses institutions, de même que sur les lois du marché en matière économique. C'est précisément parce que ces mécanismes font défaut que le fonctionnement du système n'a jamais été satisfaisant, et l'on peut s'étonner que M. Gorbatchev ait jugé nécessaire de recourir aux vieilles recettes.

Le choix des deux personnalités clefs du nouveau système constitutionnel – le vice-président et le président du « cabinet des ministres » – devrait permettre de mieux connaître les intentions du président, sans toutefois résoudre les deux dilemmes auxquels il est confronté. D'une part, ses alliés de la première heure en matière de perestroïka, MM. Chevardnadze et Alexandre Iakovlev, se sont éloignés de lui, et M. Gorbatchev est contraint de donner de plus en plus de gages à ses nouveaux alliés conservateurs de l'armée et du KGB, voire du parti. D'autre part, ces deux personnalités ne sauraient à elles seules remplacer les administrations en place, qui continuent sinon de fonctionner, du moins de bloquer par leur propre intertie le fonctionnement normal de l'économie.

Quels seront, dans les provinces, les relais sur lesquels pourra s'appuyer M. Gorbatchev ? Les Républiques rétives vont-elles être placées sous administration directe de Moscou et si oui, à quel prix ? Par quel miracle les prochains décrets présidentiels seront-ils appliqués par une bureaucratie qui semble plus que jamais au service du complexe militaro-industriel ? Ces questions semblent devoir rester sans réponse tant qu'on n'aura pas déterminé clairement si M. Gorbatchev n'a pas été en fait déjà prix en otage par ses « alliés » conservateurs.

Le premier ministre Nikolaï Ryjkov a été victime d'une crise cardiaque et a été hospitalisé, a annoncé mercredi 26 janvier devant le Congrès des députés M. Mikhaïl Gorbatchev. Le Congrès n'avait accepté la veille qu'une partie des pouvoirs accrus demandés par le président, votant notamment le remplacement du conseil des ministres de M. Ryjkov par un cabinet réduit responsable devant M. Gorbatchev. Le maintien de M. Ryjkov à la tête du nouveau cabinet était problématique.

MOSCOU

de notre correspondant

C'est le principe du verre à demi plein ou à demi vide. M. Gorbatchev avait ferraillé toute la journée de Noël au Congrès des députés pour faire passer la réforme de l'exécutif soviétique. Il a obtenu un renforcement des pouvoirs du président, mais l'assemblée l'a partiellement vidé de sa substance en refusant plusieurs points-clés du projet.

Le chef de l'Etat voulait être flanqué d'un bras droit, un vice-président chargé de veiller à ce que les lois et les décrets présidentiels ne restent pas lettre morte. Il avait imaginé de le placer à la tête d'une « inspection supérieure de l'Etat ». Tout en acceptant la création du poste de vice-président, les députés n'ont pas voulu d'un organe de plus, aux contours et aux pouvoirs beaucoup trop vagues à leurs yeux. Ils ont proposé au président de conserver l'actuel conseil présidentiel, déjà disparu après une existence de quelques mois. Mikhaïl Gorbatchev a refusé, préférant arriver avec un autre projet d'organisme de contrôle, sans doute une version moins floue du texte initial.

S'il ne réussit pas, le chef de l'Etat aura simplement gagné un vice-président à l'américaine, aux attributions toutes symboliques : *« Réaliser sur mandat du président une partie de ses pouvoirs et le remplacer en cas d'absence ou d'un empêchement d'accomplissement de ses obligations ».*

Lire la suite page 3

Tandis que rebondit la controverse sur la préparation des troupes américaines

M. Saddam Hussein réitère sa volonté de lier la crise du Golfe et la question palestinienne

Tout en réaffirmant que le Koweït faisait « historiquement et géographiquement partie de l'Irak », donc en excluant a priori *toute concession sur le litige à l'origine de la crise du Golfe, le président Saddam Hussein a réitéré, mardi 25 décembre, son initiative du 12 août liant le règlement de cette crise à celui de la question palestinienne. Par ailleurs, les responsables militaires américains estimeraient, selon le New York Times, que les forces dont ils disposent dans le Golfe ne seront pas prêtes au combat le 15 janvier, date à laquelle expire l'ultimatum lancé par l'ONU à l'Irak pour qu'il évacue le Koweït. En conséquence, toute offensive contre les Irakiens devrait être reportée à la mi-février.*



En décidant, mardi, au terme d'une réunion au sommet à Doha (Qatar), de tenir leur prochaines assises dans la capitale de l'émirat occupé, les six chefs d'Etat membres du CCG (Arabie saoudite, Koweït, Bahrein, Qatar, Emirats arabes unis, Oman) ne pouvaient pas mieux exprimer leur détermination à obtenir le retrait *« total »* des Irakiens. Ils déclarent être résolus, s'il le faut, à faire face aux conséquences d'une guerre. Non seulement les dirigeants du CCG n'ont rien concédé au gouvernement de Bagdad, mais encore ont-ils fait une importante ouverture en direction de l'Iran.

Lire page 6, le reportage à Doha de FRANÇOISE CHIPAUX et page 8 l'article de JEAN-MICHEL DUMAY sur les positions de l'Église en cas de guerre.

Economie de guerre à Cuba

Sur fond de crise et de mécontentement populaire les dissidents et les exilés préparent l'après-Castro

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

« Venceremos ! » (« Nous vaincrons ») : le célèbre cri de ralliement de la révolution cubaine s'étale sur un mur de la vieille ville, fraîchement repeint par les militants de l'Union de la jeunesse communiste (UJC), en rouge sang et lettres immenses. D'autres slogans triomphalistes fleurissent sur les façades décrépites, qui n'ont pas connu de peinture depuis trente ans (*« En avant ! », « Vive Cuba libre ! », « Le socialisme ou la mort »*). Ils font un contraste saisissant avec le mécontentement populaire, tel qu'il s'exprime dans les interminables queues qui se forment pour tout, et souvent pour rien, devant des magasins de plus en plus vides. A la fin du mois de septembre, devant la rupture des approvisionnements en provenance d'Union soviétique, les autorités ont adopté des mesures d'austérité dites de *« période spéciale en temps de paix »*. En fait, c'est une véritable économie de guerre qui a été instaurée. La quasi-totalité des produits alimentaires, des vêtements et des biens de consommation, ainsi que l'essence et l'électricité, ont été rationnés à partir du 1er octobre. Des queues s'allongent dès que court la rumeur d'une livraison. *« Je suis là depuis ce matin »*, dit une jeune femme qui espère obtenir des abats à défaut de viande, celle-ci étant désormais vendue tous les cinquante-six jours, à raison de 250 grammes par personne (la transformation de 100 000 taureaux en bêtes de trait réduira sans doute encore davantage les rations). *« J'ai dû faire deux fois la queue : la première fois pour marquer mon tour – on a fini par donner un numéro aux cinquante premiers, mais je n'en fais malheureusement pas partie – et la seconde fois au cas où il resterait quelque chose pour moi. »* Elle finira par repartir bredouille, comme tant d'autres, à la tombée de la nuit. Plus encore que la viande, le poisson, ou le yaourt, c'est l'annonce d'une livraison de rhum qui provoque les plus grands désordres.

BERTRAND DE LA GRANGE

Lire la suite page 4

I. – Les déboutés du droit d'asile

Cent mille immigrés demandeurs n'ont d'autre choix que la clandestinité

Presmy ne quittera pas la France. Son titre de séjour provisoire peut bien s'interrompre le 16 janvier 1991, il n'ira ni en Belgique ni en Suisse, et encore moins *« au pays »*, en Haïti. *« On m'aurait dit ça trois mois après mon arrivée, d'accord. Aujourd'hui, au bout de cinq ans, ça n'est pas possible. J'ai une famille, une petite fille qui est née ici. Je ne peux pas tout laisser. Ils ne vont pas faire ça. »*

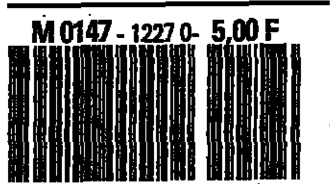
Inlassablement, comme pour s'en convaincre, il répète cette dernière phrase. Pourtant, il connaît la procédure. La commission de recours ayant confirmé, le 26 novembre, la décision de l'Office de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) de ne pas lui accorder l'asile politique, son titre de séjour ne sera pas renouvelé. Il aura trente jours pour quitter le territoire, après quoi un arrêté de reconduite à la frontière sera pris. Inscrit sur le fichier des personnes recherchées, il entrera dans la clandestinité, comme une bonne partie de ceux qu'on appelle aujourd'hui *« les déboutés »*.

Ils seraient cent mille dans son cas, victimes malgré eux de la modernisation de l'OFPRA (*le Monde* du 7 décembre). En un an, le nombre de dossiers examinés par l'Office a quadruplé.

NATHANIEL HERZBERG

Lire la suite page 8

M 0147 - 1227 0 - 5,00 F



DÉBATS

Judaïsme

Les atermoiements de l'Eglise

par Jean Kahn

VINGT-CINQ ans après la déclaration du concile Vatican II *Nostra Aetate* consacrée aux relations de l'Eglise catholique avec les religions non chrétiennes, un colloque vient de réunir à Rome des responsables du Vatican et le Comité juif international pour les consultations religieuses (IJCIC), qui, pour la première fois, avait appelé à siéger le président de la communauté juive de France, représentant le Conseil juif européen (*le Monde* du 6 décembre). Cette rencontre a exprimé la volonté réciproque d'un enseignement prônant le respect de l'Autre. Elle a, de même, approuvé la substitution par l'Eglise du terme Shoah à celui d'holocauste. Cela m'a semblé d'un intérêt certain. Cependant, beaucoup d'aspérités restent encore à aplanir.

Ainsi, un antisémitisme s'affirme-t-il aujourd'hui en Europe de l'Est en même temps que la renaissance de certains nationalismes, souvent favorisés par une nouvelle forme d'évangélisation, *« sorte de christianisme de combat »* pour les masses utilisé par certains dirigeants de l'Eglise catholique. Cet antisémitisme, souvent toléré – et parfois même soutenu – par certains dirigeants de l'Eglise d'Europe de l'Est, inquiète les communautés juives européennes.

Un autre point de divergence reste la définition de la Shoah, qui pour beaucoup d'ecclésiastiques continue d'être qualifiée de *« sacrifice expiatoire du peuple juif »*. La communauté juive attend la condamnation explicite de cette affirmation. Elle souhaite que l'Eglise affirme sa volonté de combattre toutes les formes de négationnisme, de falsification, de détournement et de récupération de l'histoire.

L'intolérance d'Isabelle la Catholique

L'Europe, qui célébrera en 1992 une étape déterminante de la constitution de son espace politique, se devra de prendre en compte l'apport historique des communautés juives. Celles-ci n'ont jamais constitué une nation et encore moins un Etat sur le sol européen. Il n'en demeure pas moins qu'elles sont partie intégrante de la trame historique sur laquelle repose la future Europe. Il est souhaitable que l'Eglise, dans cette perspective européenne, veuille tenir compte, contrairement au passé, de cette identité juive. N'oublions pas que 1992 marquera pour la communauté juive le cinq centième anniversaire de l'expulsion des Juifs d'Espagne par Isabelle la Catholique, exemple tragique d'un Etat monoculturel intolérant qui a rejeté l'étranger. L'éventuelle béatification d'Isabelle de Castille, dont la nouvelle ne fut connue qu'après la tenue du colloque de Rome, ne peut que heurter la sensibilité juive, déjà choquée par les canonisations d'Edith Stein et du Père Kolbe.

Elle mettrait en péril, me semble-t-il, la poursuite d'un dialogue nécessaire pour une meilleure compréhension entre juifs et catholiques. En effet, si Isabelle la Catholique est certes une grande figure de l'histoire politique de l'Espagne, figure nationaliste dans un esprit de conquête et de christianisation, il nous apparaît pour le moins surprenant qu'elle puisse aujourd'hui être canonisée.

Comment ne pas rappeler l'Inquisition – qu'elle a favorisée, – où périrent sur le bûcher *« tous ses hérétiques »*, lorsqu'ils refusèrent d'abjurer leur foi, tant de nos coreligionnaires, de nos frères musulmans, sans parler de toutes les victimes massacrées en son nom par les conquérants espagnols ? Le prix payé à la grandeur de l'Espagne d'Isabelle la Catholique est trop teinté de sang pour justifier la sainteté de cette reine.

Comment expliquer, enfin, les *atermoiements du Vatican à propos d'Israël* ; une reconnaissance de l'Etat d'Israël se situerait pourtant dans l'esprit même de *Nostra Aetate*. Il ne faut pas oublier que le judaïsme ayant une logique de salut différente de celle de l'Eglise catholique, le point d'ancrage de sa théologie est la fidélité à la terre que Dieu lui a donnée.

Le peuple juif vit aujourd'hui l'expérience unique et miraculeuse de l'exode considérable de ses frères venus d'URSS, une sortie d'Egypte des temps modernes. Il serait souhaitable que l'on puisse trouver auprès de nos frères catholiques – Jean-Paul II n'a-t-il pas qualifié le peuple juif de *« frère aîné »* de l'Eglise ? – un encouragement moral et concret qui s'inscrirait alors dans l'esprit de Vatican II et de la déclaration *Nostra Aetate*.

Nous espérons que cette récente rencontre judéo-catholique au Vatican contribue à cette prise en compte des aspirations profondes et des interrogations du judaïsme européen, souvent mieux comprises par la hiérarchie catholique française, plus proche de nos sensibilités que certaines autorités vaticanes.

► Jean Kahn est président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

Privilèges

Un sou de décence...

par Pascal Clément

DANS ma vie, je n'ai pas toujours été parlementaire. Je fus, en d'autres temps, l'étudiant passionné de M. Jean-Jacques Dupeyroux. Ce que j'admirais le plus chez lui, mise à part sa science infinie du droit social, c'était sa capacité à parler sans note. Plus tard, j'ai tenté d'en conserver la leçon. Et je milite plus que jamais aujourd'hui pour que l'on réactive l'article 54, alinéa 6, du règlement de l'Assemblée nationale qui interdit de lire son discours. J'eusse aimé entraîner le professeur Dupeyroux dans ce combat qui, si l'on y réfléchit, conditionne beaucoup de l'image et des comportements de notre démocratie. L'ennui et la grisaille de plus d'un débat se trouveraient résorbés par ce retour implicite aux efforts que s'imposèrent longtemps les pères de la République.

Las ! J'observe mon ancien maître entraîné dans un tout autre combat, bien médiocre celui-là, et, à dire vrai, situé à l'inverse de ce que je lui propose : je le vois s'en prendre aux privilèges des députés (*le Monde* du 19 décembre). Le thème est facile, il est aussi vieux que l'antiparlementarisme et il n'évolue ni dans ses méthodes ni dans ses arguments.

Ah ! les privilèges... Quelle noble vertu ne suscitent-ils pas et comme il est doux de les voir invoqués par un représentant d'une corporation qui en est si outrageusement démunie. Car je ne tiens pas pour privilèges les consultations que donnent les professeurs de droit ou de sciences économiques. Consultations facturées fort chères mais, comme chacun sait, l'Université paye mal (encore que...) et il faut bien récompenser le talent. Je ne tiens pas non plus pour privilèges les quatre heures de cours par semaine que ces forçats du savoir se voient imposer huit mois par an. Non, ce ne sont là que justes récompenses pour le génie.

Pour moi, vil exploiteur du peuple, je m'en tiendrai à mes semaines de quatre-vingts heures entre deux avions, deux trains, trois bureaux, entourés seulement de la commisération de mes deux collaborateurs, eux-mêmes outrageusement surpayés puisque leur salaire atteint à peine les 10 000 francs. Ah ! qu'il est doux de se goberger sous un tel régime et qu'il est bon que, de temps en temps, des esprits nobles et désintéressés viennent nous rappeler que nous sommes le tombeau de la République.

► Pascal Clément est député (UDF) de la Loire.

TRAIT LIBRE



Politique

A quoi servent les partis ?

par André Grjebine

ABSENCE de projet crédible, financements douteux, luttes internes... les partis sont de nouveau en position d'accusé. Ils ne seront pas absous au prix de simples aménagements de leurs frontières ou d'un retour aux débats idéologiques d'antan. Une nouvelle étape doit être entreprise dans l'assainissement de la vie politique française. La Constitution adoptée en 1958 sur les décombres de la IVe République a assuré l'indépendance de pouvoirs publics démocratiquement élus à l'égard des combinaisons partisanes. Elle a laissé en suspens les modalités d'élaboration des projets politiques et de sélection des candidats aux fonctions électives.

Nos partis n'ont jamais été capables de remplir de manière satisfaisante ces deux tâches pourtant fondamentales. Prenons le PS dont la crise est d'autant plus significative qu'elle atteint le plus démocratique et le plus ouvert des partis français. Les congrès des années 70 ont été dominés par les discours annonçant la rupture avec le capitalisme et les surenchères du programme commun. Ces fameux débats, dont on regrette aujourd'hui l'intensité, ont toujours été biaisés par les ambitions personnelles auxquelles les thèses en présence servaient de tremplin.

Aujourd'hui le PS auditionne des intellectuels, mais consacre sa convention nationale à la guerre de position que se livrent ses présidentiables. C'est que la lutte pour le pouvoir est le terrain de prédilection naturel des hommes politiques. On peut également attendre d'eux qu'ils se définissent par rapport à différentes options. En revanche, il est douteux qu'un parti, inévitablement dominé par des considérations tactiques, soit l'organisme le plus à même pour élaborer des politiques nouvelles. Les qualités requises pour accéder à des postes de responsabilité – y compris dans l'élaboration des programmes – sont aux antipodes de celles qu'exige la réflexion économique. Ceux qui occupent les fonctions dirigeantes ou qui y aspirent n'ont jamais beaucoup de temps à lui consacrer. Tout dirigeant préconisant une solution originale offre aussitôt une cible à ses adversaires. Michel Rocard dans les années 70, Jean-Pierre Chevènement depuis 1983, ont pu mesurer, l'un après l'autre, ce qu'il en coûte de s'écarter de l'orthodoxie ambiante. Mais peut-on reprocher aux partis de ne pas remplir une mission qui, de toute évidence, les dépasse et qui ne leur a été dévolue qu'en raison de l'absence d'institutions indépendantes susceptibles d'alimenter le débat public en propositions constructives ?

Les avantages des primaires

Le PS a-t-il mieux réussi en ce qui concerne la sélection des candidats et l'organisation des combats électoraux ? La réponse est incontestablement positive s'il l'on s'en tient à la conquête du pouvoir. Elle est plus ambiguë si l'on s'intéresse au caractère démocratique de cette démarche : que penser d'un système qui confie la responsabilité de sélectionner les principaux candidats à la présidence de la République à des partis qui ne comptent au mieux qu'une centaine de milliers d'adhérents ? Cette question paraît encore plus justifiée quand on observe que des promesses faites à celui-ci ou celui-là modifient, du jour au lendemain, le choix de responsables de sections ou de fédérations contrôlant des centaines de mandats.

Plusieurs commentateurs ont interprété l'évolution actuelle du PS comme le signe de l'américanisation de la vie politique française. Malheureusement, on en est loin. L'administration américaine et les partis politiques sont alimentés en idées nouvelles par des fondations indépendantes, les « think-tanks ». Libre ensuite à chacun de reprendre à son compte telle ou telle mesure en fonction de ses objectifs. A première vue, on voit mal un gouvernement susciter la création d'organismes qui seront amenés un jour ou l'autre à prendre leurs distances par rapport à la politique suivie. En réalité, une politique n'est jamais statique. Les modifications de la conjoncture imposent en permanence des adpatations. Installé durablement au pouvoir, le gouvernement a donc tout intérêt à ce que des institutions indépendantes explorent et approfondissent les voies nouvelles qui peuvent être envisagées.

Parallèlement, les primaires paraissent autrement plus satisfaisantes que les combines d'appareil pour sélectionner les candidats à la présidence. On nous dira que ce système accroît le risque d'élection d'un démagogue médiatique à la suite d'un engouement populaire passager. Mais les exemples abondent de démagogues qui ont su se servir d'un parti pour s'emparer du pouvoir. De plus, quelles que soient les modalités techniques de sélection des candidats, l'audiovisuel continuera à jouer un rôle primordial. En quoi les capacités d'intrigue nécessaires pour bénéficier du soutien d'un parti compenseraient-elles les perversions inhérentes à la médiatisation de la politique ? En outre, il reste à démontrer que le maniement des foules est plus aisé à la télévision que dans une salle de congrès surchauffée.

Le système américain a un dernier avantage : en assurant dans une large mesure l'indépendance des parlementaires par rapport à leur parti, il favorise des comportements responsables et ouvre la voie à des majorités d'idées.

Le malaise actuel apparaît comme la sanction logique d'une vie politique où les conflits d'apparatchiks pour le contrôle de l'appareil ont pris le pas sur les préoccupations d'intérêt général. Les partis politiques traditionnels ne parviendront à éviter l'enlisement qu'en rétablissant le contact avec la population. Pour cela, ils doivent se recentrer sur ce qu'ils sont à même de faire : servir de vecteur aux idées élaborées ailleurs, mais qui s'inspirent des valeurs qu'ils ont vocation à défendre ; assurer le soutien logistique des candidats qui s'en réclament. En revanche, ils doivent apprendre à déléguer les tâches – élaboration de nouveaux projets, sélection des candidats – qu'ils ne parviennent pas à accomplir de manière satisfaisante. Le débat public retrouvera alors une vitalité qui lui fait défaut aujourd'hui.

► André Grjebine est chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques (CERI).

BIBLIOGRAPHIE

Terreur à Téhéran

SAVAK
de Christian Delannoy.
Stock, 240 p., 120 F.

« Un mélange de terreur et d'incohérence. » L'homme qui porte un tel jugement sur la Savak, cette police politique du chah d'Iran qui fit couler tant de sang et de larmes, parle en connaissance de cause : Abdollah Mardukh en est une victime-type. Arrêté pour le seul « crime » avoir prêté un livre de l'ancien président chinois Liu Shaoqi (*Internationalisme et nationalisme*) à un étudiant (qui fut lui-même emprisonné), il fut torturé trois semaines durant avant d'être incarcéré plusieurs mois, puis libéré sans autre résultat pour le régime impérial que de s'être fait un ennemi de plus. Car le rôle de la Savak aura finalement été à l'inverse de celui qui lui avait été imparti, et l'instrument chéri de Reza Pahlavi aura surtout servi à entretenir et accentuer sa cécité.

Mise sur pied pour protéger le trône et devenue, elle-même, un Etat dans l'Etat, la Savak a emprisonné, torturé, tué ; elle a enrichi ses chefs. Elle s'est, en fin de compte, trompée. Elle n'a pas réussi à sauver un empire, dont elle demeure l'un des symboles les plus horribles et les plus absurdes. Christian Delannoy – déjà auteur d'un *Khomeiny, la révolution trahie* – décrit dans le détail l'histoire et le fonctionnement de cette machine à terroriser, à laquelle le défunt chah s'est accroché comme à une mauvaise bouée. A travers recherches et témoignages, il récapitule les domaines d'action de la Savak, dont on s'aperçoit qu'ils ont couvert l'ensemble de la vie d'un peuple – de la politique, évidemment, à la vie quotidienne ou culturelle, – sorte de vaste toile d'araignée aux mailles irrégulières, tantôt serrées, tantôt mitées. Mais l'histoire ne s'arrête pas là, puisque la Savak ne pouvait mourir sans laisser, en héritage, un rejeton encore plus sinistre, la Savama, dont a accouché la révolution islamique.

« La Savama n'a rien a envier à la Savak. Au contraire. Les exactions de la République islamique ont atteint une dimension sans commune mesure avec ce qui se passait sous l'ancien régime », écrit Christian Delannoy dans les dernières lignes de son livre, dont on espère qu'elles constituent, plutôt qu'une conclusion, l'introduction à un deuxième ouvrage sur les pratiques policières iraniennes à travers les dictatures.

YVES HELLER

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONOSIR

ALBANIE

Tirana refuse de reporter les élections

Le Parti du travail (communiste) a refusé de reporter de quelques mois les élections législatives prévues pour le 10 février, comme le demandait le Parti démocratique. Fondé le 12 décembre au lendemain de l'annonce par le pouvoir de l'acceptation du multipartisme, le Parti démocratique avait demandé le report pour permettre à l'opposition de s'organiser.

Le secrétaire du présidium, M. Sihat Tozaj, a *fait remarquer qu'il restait quarante jours avant* l'échéance électorale et a estimé que ce délai serait suffisant pour permettre aux partis d'opposition de désigner des candidats.

Une deuxième formation de l'opposition, le Parti chrétien démocrate, vient d'annoncer sa création mais il n'a pas encore entrepris de démarche pour se faire enregistrer.

C'est le Père Simon Jubani, chef de file des catholiques, qui a annoncé la fondation de ce parti. – (*Reuter.*)

Les mineurs de Valias rompent le silence

TIRANA

de notre envoyé spécial

Fonctionne-t-elle ou non cette *mine de charbon de Valias*, à 15 kilomètres au nord de Tirana ? A voir les vitres cassées des entrepôts, les mineurs déambuler apparemment sans but dans la cour, les wagonnets arrêtés on en arriverait à croire que l'on se trouve dans une mine désaffectée. Même le slogan qui trône au-dessus de la grille d'entrée paraît d'un autre âge. *« Nous nous battrons pour gagner le titre de porte-drapeau dans la mise en application du nouveau mécanisme économique à travers le renforcement de la discipline et l'augmentation du rendement »*. Pourtant la mine fonctionne, même s'il nous est empêché d'y descendre *« pour des raisons de sécurité »*.

Pour le moment, devant l'usine les ouvriers font la queue devant l'étal du « boucher libre », Bachkim Messi, trente-six ans. Celui-ci, il y a huit mois, a quitté le magasin d'Etat où il travaillait pour se mettre à son compte, le pouvoir ayant autorisé une timide privatisation de certains secteurs de l'économie. Son sourire satisfait, son air prospère montrent à l'évidence qu'il a fait le bon choix. Même si la viande coûte ici 25 leks le kilos, soit environ un quart plus cher que dans les magasins d'Etat, elle est de meilleure qualité et surtout plus abondante. Les mineurs dont le salaire oscille entre 700 et 1 000 leks par mois font des provisions en vue des fêtes de fin d'année.

L'arrivée d'un journaliste étranger provoque un début d'insurrection. Ils sont plusieurs centaines à nous entourer, et l'interprète, qui regrette peut-être déjà le temps placide des visites guidées, ne sait pas où donner de la traduction. Car ils veulent tous parler, après tant de *silence obligé*. Faisant valoir les quelques mots de français, d'italien, d'anglais, qu'ils connaissent, ils vous attrapent par la manche pour tenter de vous expliquer ce qu'ils souhaitent pour leur pays, l'amélioration de leurs conditions de travail, l'éducation qu'ils désireraient pour leurs enfants, ce qu'ils pensent de l'exil de Kadaré. *« Il aurait dû rester, un proverbe albanais dit que la pierre n'est jamais aussi lourde qu'à sa propre place »*.

« Nous ne devons compter que sur nous »

Ils disent tout et parfois son contraire. Un mineur affirme ainsi que l'Albanie n'a pas besoin *« des dollars de l'étranger »* pour se développer, mais qu'il faut que l'Europe l'aide par tous les moyens. *« Non,* rétorque son voisin, *ici dans cette mine on a eu les Russes, les Chinois, et ils sont partis du jour au lendemain. Maintenant nous ne devons compter que sur nous. »*

Parfois les vieux réflexes reviennent :

« Il y a beaucoup de cas de silicose ici ?

– Non, il n'y en a aucun.

– Mais y-a-t-il des tests médicaux ?

– Non plus. »

Montrant sa tenue en haillons, un mineur affirme qu'il votera pour le Parti démocratique, le premier en course, un autre clame son attachement au Parti du travail (communiste) *« qui a beaucoup fait pour la justice sociale »*. Discrètement un ouvrier nous montre la photo d'Enver Hodja, le « père » du régime, et de Ramiz Alia, l'actuel président, et fait une grimace significative en baissant le pouce. Le directeur de l'entreprise et ses ingénieurs, inquiets du vacarme, essaient maintenant de nous inciter à quitter les lieux. *« Il faut travailler »*. Le temps de poser une dernière question aux mineurs : *« Le président Alia a dit qu'il fallait lutter contre la bureaucratie. Y en a-t-il beaucoup ici ? »* Un triomphe... Il est temps de partir.

JOSÉ-ALAIN FRALON

ROUMANIE

L'ex-roi Michel expulsé après une visite de quelques heures

Totalement inattendu, le retour du roi Michel en Roumanie, le soir de Noël, fut bref : onze heures dans son ancien royaume après 42 ans d'exil. Arrivé de Suisse, où il réside, dans un avion privé, à 18 h 16, mardi 25 décembre à l'aéroport d'Otopeni de Bucarest, le roi Michel de Roumanie a été ramené *manu militari* au même *aéroport et embarqué* dans un avion militaire roumain qui a décollé à 5 h 45 du matin, mercredi 26 décembre pour la Suisse.

BUCAREST

de notre correspondant

Les autorités de Bucarest ont jugé l'entrée du roi sur le territoire roumain « frauduleuse » et lui ont demandé de *« quitter le pays »*. Le gouvernement roumain – qui, en avril dernier, avait retiré in extremis au roi (qualifié à cette occasion de *« relique de l'Histoire »* par le premier ministre roumain) un visa qui lui avait été accordé en raison du *« caractère politique du pèlerinage pascal »* qu'il voulait accomplir – a semble-t-il récidivé pour le pèlerinage de Noël que l'ex-monarque voulait entreprendre à Cuertea de Arges (150 km au nord-ouest de Bucarest), berceau de la famille royale. Le roi venu pour une *« visite privée de 24 heures »* en compagnie de son épouse, la princesse Anne de Bourbon-Parme et de sa fille cadette Sophia a, selon une des versions officielles, obtenu un visa à l'aéroport à cause d'*« une erreur des fonctionnaires »*.

Un passeport danois

Son cortège a été bloqué par un barrage de la police à une quarantaine de kilomètres de Curtea de Arges. Puis Michel Ier de Roumanie a été ramené, sous bonne escorte, à Bucarest, s'arrêtant momentanément à un kilomètre de l'aéroport lorsqu'il comprit le sort que lui réservaient les autorités : *« Je ne comprends pas, je ne comprends pas, je n'ai même pas le droit de voir la tombe de mes ancêtres »*. Entassé avec son épouse et sa fille en larmes à l'arrière de sa voiture, le roi affirmait : *« J'avais un visa avec un tampon dessus »* . Selon le ministère roumain de l'intérieur, le roi *« est entré sans visa légal et sans avertir les autorités roumaines »* de sa venue et devait donc *« quitter le pays »*. L'entourage du roi raconte une tout autre version de l'histoire. D'abord, le premier ministre M. Petre Roman aurait été averti de cette visite qu'il aurait déconseillée mais pas interdite. Ensuite le roi aurait obtenu sur place, sur son *passeport diplomatique danois, un visa* de séjour ainsi qu'un tampon d'entrée. La télévision d'Etat a en effet montré un officier remettant ses passeports à la famille royale. Mais, alors que le roi s'apprêtait à quitter l'aéroport, les autorités auraient demandé les passeports *« afin d'y apposer des timbres »* supplémentaires, raconte l'entourage de la famille royale. La princesse Sophia qui a gardé son passeport nous a montré son visa délivré le 17 septembre par l'ambassade de Roumanie à Berne, lequel a été validé par un tampon d'entrée datant du 25 décembre ainsi que sa fiche statistique.

Chargeant un membre de leur entourage de récupérer les documents, la famille royale est alors partie en direction de Curtea de Arges. Alors que seules quelques dizaines de personnes s'étaient rassemblées place de l'Université à l'annonce du retour du roi, les autorités ont pris le risque en expulsant ce dernier de renforcer sa popularité en faisant de lui une victime. D'autant qu'une partie de l'opposition penche de plus en plus ouvertement pour la monarchie afin de remplacer le président Ion Iliescu.

Le roi Michel, âgé aujourd'hui de 69 ans, avait été contraint d'abdiquer le 30 décembre 1947 et avait été exilé quelques jours plus tard. Il se considère toujours comme le chef de l'Etat, estimant que les communistes avaient obtenu son départ par la *force*.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

YOUGOSLAVIE : le deuxième tour des élections législatives en Serbie

Large victoire des communistes

BELGRADE

de notre correspondante

Les communistes garderont le pouvoir en Serbie après la première élection libre depuis la deuxième guerre. L'actuel président de Serbie, M. Slobodan Milocevic, avait été reconduit dès le premier tour, le 9 décembre. Son parti socialiste (ex-communiste) s'était alors assuré, à la majorité absolue, 87 sièges au futur Parlement (*le Monde* du 14 décembre). Les résultats officiels du second tour des élections législatives qui se sont déroulées, dimanche 23 décembre, confirment ce triomphe. Les communistes disposent désormais de 194 des 250 sièges au Parlement.

L'opposition, qui s'était unie entre les deux tours, n'a pas réussi à faire échec au parti de M. Milocevic. Elle n'a remporté au deuxième tour que 47 sièges. Elle dispose donc au total de 56 sièges dont 19 pour le parti du Renouveau serbe, 7 pour le Parti démocrate, 8 sièges ont été pourvus par des candidats sans étiquette et 15 sièges reviennent aux différents partis représentant les minorités ethniques de la République. Le taux de participation a été de 48,33 %.

Au Monténégro, où avait lieu le second tour de l'élection présidentielle, M. Momir Bulatovic recueille 76 % des suffrages exprimés. Le parti communiste avait déja obtenu 83 des 125 sièges aux législatives. Son rival, M. Ljubisa Stankovic, représentant de la coalition formée autour de l'alliance des forces réformatrices du premier ministre yougoslave, obtient 21,4 % des suffrages exprimés. Le taux de participation a été de 65,8 %.

FLORENCE HARTMANN

ALLEMAGNE

La réorganisation dans les universités de l'ex-RDA suscite un large mouvement de protestation

BERLIN

de notre correspondant

A l'approche de la fin de l'année, toutes les villes universitaires de l'ancienne RDA connaissent la même effervescence. A Berlin, où plusieurs départements de sciences humaines de l'université Humbolt ainsi que l'école supérieure d'économie sont menacés d'être entièrement refondus, quelques milliers d'étudiants ont manifesté cette semaine.

Conformément au traité d'unification allemande conclu en août entre les deux anciens Etats allemands, les gouvernements des laender, élus le 14 octobre dernier, avaient jusqu'au 31 décembre pour fermer les départements universitaires qu'ils jugent nécessaires de refondre ou de faire disparaître parce que trop marqués par l'idéologie de l'ancien régime communiste. Jusqu'à cette date, les professeurs et personnels des établissements en question peuvent être mis en *« situation d'attente »*. Ils perçevront 70 % de leurs salaires pendant six mois, le temps pour l'administration de décider lesquels peuvent être repris et lesquels doivent se trouver du travail ailleurs.

Un coup de balai nécessaire

La mise en place tardive des institutions régionales n'a laissé que peu de temps aux nouveaux responsables pour se préparer. L'université était le dernier grand bastion idéologique de l'ancien système à n'avoir pas encore subit les effets du « changement ». Les partis politiques, les anciens syndicats sont épurés depuis longtemps ou ont disparu. Des milliers de fonctionnaires sont en « attente » à la suite de la liquidation de l'ancienne administration centrale est-allemande. L'université, qui relève dans le système fédéral allemand de la compétence des laender, était jusqu'à présent passée entre les mailles.

Le contenu des programmes, les méthodes d'enseignement ont néanmoins commencé à être modifiées. Mais les structures n'ont pas bougé. On s'était borné à rebaptiser quelques sections. Le corps professoral dans son ensemble n'avait pas été jusqu'ici touché, s'adaptant au petit bonheur aux temps nouveaux. Des professeurs, qui avaient fidèlement enseigné jusqu'ici *la planification centrale* de l'économie, se sont mis du jour au lendemain à célébrer les mérites l'économie de marché en espérant qu'on les oublierait. La nécessité de procéder à un coup de balai dans le corps professoral n'est niée par personne. Ce que conteste les étudiants et une partie du corps professoral, c'est l'absence de véritable concept, aussi bien pour les licenciements que pour l'avenir des départements suspendus. Ils réclament d'être désormais associés aux réflexions et refusent d'être les victimes d'une épuration mal comprise.

La décision du gouvernement de Saxe de supprimer l'institut de journalisme de Leipzig, qui avait la réputation d'être un bastion rouge, et de remodeler les départements de sciences sociales, d'économie, de droit a été annoncée par voie de presse le 11 décembre dernier, laissant à peine dix jours avant les fêtes pour réagir. Les étudiants concernés, près d'un tiers des 12 OOO que compte l'université de Leipzig, ignorent totalement dans quelles conditions ils finiront leur trimestreen janvier et craignent de perdre toute leur année.

HENRI DE BRESSON

URSS

Le chef du KGB nuance ses propos contre l'Occident

Le chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, a nuancé, mardi 25 décembre, ses propos de samedi où il mettait en cause l'Occident, affirmant qu'il ne *« s'agit en aucun cas d'un retour en arrière »* et qu'il avait été *« mal compris »*. Dans un discours aux accents de guerre froide prononcé devant le Congrès des députés, le chef de la sécurité d'Etat soviétique avait mis en cause *« certains partenaires étrangers* [de l'URSS] *dont l'activité est proche du sabotage économique »*. Il a tenu à préciser sa pensée au cours d'une rencontre mardi au Congrès avec les journalistes étrangers : *« Il est impensable de revenir en arrière ni en URSS ni sur la scène internationale. »* Il a souligné qu'il ne cherchait pas *« à accuser la majorité des entreprises étrangères »*, et s'est félicité de l'aide internationale, ajoutant que *« la plupart des pays la conduisent très bien »*. A propos de la situation dans les Républiques baltes, le chef du KGB s'est déclaré *« inquiet face à l'explosion des actes terroristes de diversion et devant le nombre de jeunes ges qui ne répondent pas à la conscription militaire »*. – *(AFP.)*

Demi-succès de M. Gorbatchev

Suite de la première page

Le Congrès a également refusé la création du Conseil de la fédération tel que l'imaginait le chef de l'Etat, c'est-à-dire rassemblant autour de lui les présidents des quinze Républiques fédérées. Les députés ont en effet fait entrer au Conseil les dirigeants des vingt Républiques autonomes que compte l'URSS, avec obligation de décider à la majorité des deux tiers. Mikhaïl Gorbatchev, soucieux d'efficacité, a bien essayé de les en empêcher, mais en vain.

L'épreuve du président n'est pas encore terminée. Il restait encore mercredi à voter le projet dans son ensemble et son arrêté d'application. La majorité requise (1493 voix, soit les deux tiers des élus du Congrès) n'est pas acquise d'office, comme l'ont montré les votes de mardi.

Le Congrès a bien changé depuis son élection au printemps de l'année dernière. Quatre-vingts pour cent des 2 250 élus annonçaient leur appartenance au Parti communiste. Mardi, on leur a demandé d'appuyer sur le petit bouton de vote électronique pour choisir leur groupe d'affiliation (ils pouvaient être dans plusieurs en même temps). La réponse est venue du tableau lumineux, sous les regards ironiques des députés : 730 seulement se placent sous la bannière communiste, 561 se rangent dans le groupe ultraconservateur Soyouz (*Union*) et les réformateurs ne sont plus que 229 au groupe interrégional. Ils étaient 350 à sa formation par Boris Eltsine et Andreï Sakharov, avec des élus de Républiques – notamment baltes – qui boycottent maintenant le Congrès. – *(Intérim.)*

AMÉRIQUES

SURINAME : après le coup d'Etat militaire

Le gouvernement néerlandais suspend son aide à Paramaribo

Le gouvernement néerlandais a décidé, mardi 25 décembre, de suspendre son aide économique au Suriname, à la suite du coup d'Etat de la veille qui a ramené les militaires au pouvoir à Paramaribo, a indiqué le ministère des affaires étrangères à La Haye.

Le gouvernement condamne *« la prise de pouvoir antidémocratique par les militaires au Suriname et regrette profondément qu'un coup si sévère ait été porté à la consolidation de la démocratie »* dans l'ancienne colonie néerlandaise, a déclaré le porte-parole du ministère, en précisant que La Haye *« a décidé de suspendre son aide au développement et va envisager la suspension des relations dans d'autres domaines »*, en fonction de la tournure que prendront les événements, a-t-il ajouté.

La Haye tenait 200 millions de florins (près de 120 millions de dollars) par an, à la disposition du Suriname. L'ancienne métropole avait suspendu une première fois son aide après l'exécution en décembre 1982 de quinze opposants au régime militaire. L'aide économique avait repris en juillet 1989, à la suite de l'élection, en novembre 1987, d'un gouvernement civil.

Les Etats-Unis ont à leur tour condamné, mardi, le coup militaire et demandé à ses auteurs de remettre *« immédiatement »* le pouvoir aux autorités élues. *« Nous condamnons la violation de l'ordre constitutionnel (...), qui, intervenant au moment où tout l'hémisphère fait route vers la démocratie, ne fera qu'isoler le Suriname de la communauté internationale au détriment du peuple surinamien »*, a indiqué le département d'Etat dans un communiqué.

De son côté, le lieutenant Ivan Graanoogst, commandant par intérim des forces armées surinamiennes qui a annoncé la destitution du président Ramsewak Shankar, a promis une nouvelle fois mardi *« la convocation d'élections libres et à bulletin secret dans les cent jours »*.

Toutefois, les communications téléphoniques et les télex avec le Suriname qui avaient été coupés au moment des événements n'avaient pas été complètement rétablis quarante-huit heures après le putsch, aggravant le flou qui entoure les circonstances exactes de ce coup d'Etat qui se serait passé, semble-t-il, sans victime. – *(AFP, Reuter.)*

La course folle des Brésiliens pour leurs achats de fin d'année

« Paraguay paradisio »

La Police fédérale brésilienne a procédé, il y a quelques semaines, à Sao Paulo, à l'interception de plus de deux cents autobus venant de la frontière du Paraguay lors d'une opération surnommée Papa Noël. En provenance de Cidade del Este, les cars ramenaient des Brésiliens venus faire des courses de fin d'année « abusives » dans le paradis de la détaxe.

CIDADE DEL ESTE

de notre envoyé spécial

Tous les ans, c'est la même chose. A l'approche des fêtes de fin d'année, des dizaines de milliers de Brésiliens font leurs courses. Banal ? Pas tout à fait, car ces achats commencent après des voyages en bus qui peuvent durer près d'une semaine aller et retour ! Le but-mirage, c'est le Paraguay, et la ville frontière de Cidade del Este, anciennement Puerto Stroessner. Située à quelques encablures des célèbres chutes d'Iguazu, et à 1800 kilomètres au sud-est de Rio de Janeiro, la bourgade est constituée d'une gigantesque foire, assemblement hétéroclite de magasins, centres commerciaux et étalages en tous genres.

On trouve bien évidemment tout à Cidade Del Este : parfums à la composition douteuse malgré leurs flatteuses étiquettes ; champagne millésimé, télécopieur sophistiqué ou gadgets à la durée de vie incertaine ; vraies montres bon marché, et imitations prestigieuses encore moins chères. On trouve même du matériel professionnel entassé pêle-mêle au gré de ruelles souvent sales et boueuses. Bref, Cidade Del Este est une caverne d'Ali Baba féerique pour des Brésiliens frustrés par les restrictions d'importations qui rendent ces produits hors de prix chez eux, ou simplement introuvables.

« Trois jours d'autobus tous les deux mois »

L'ambiance est bon enfant, et les acheteurs sont frénétiques. La majeure partie d'entre eux n'ont d'ailleurs que quelques heures pour remplir leurs cabats, avant de reprendre la longue route du retour. Les nouveaux venus sont un peu perdus. Le technicien chimiste arrivé seul *« repère le terrain et prépare un futur voyage familial »* ; et le maçon, effondré, *« jure qu'il ne se retrouvera plus jamais dans une pareille cohue »*. Accompagnant les groupes, les chauffeurs veillent jalousement pour récuperer en fin de journée une commission sur les achats faits dans des magasins « préselectionnés ». Devant les cars sur le départ, des vendeurs à la sauvette tenteront eux d'éponger la dernière monnaie de touristes à la mine défaite.

Et puis il y a les professionnels, ces habitués du Paraguay qui font le trajet environ une fois par mois et qui viennent grossir les rangs des *« fourmis »*, comme on appelle ceux qui traversent le pont de la frontière, le pas léger et les sacs vides dans un sens le matin, et qui croulent sous leur charge en fin d'après-midi. Eux revendront leurs achats – de 30 % à 200 % plus cher – sur les étals de Rio, de Sao Paulo, ou même de Salvador de Bahia. La plupart de ces marchands affirment, contre toute évidence, qu'*« il s'agit de simples courses de Noël pour la famille »*. L'un d'entre eux, occupé à enfourner ses bagages dans un taxi vieillissant pour traverser la frontière, n'a que le temps d'expliquer qu'*« il vient du Nordeste, un trajet de trois jours de bus, tous les deux mois »* et que *« tel est son seul métier »*.

A condition, bien évidemment, que la Police fédérale ne s'en mêle pas. Fixée, à 150 dollars par personne, la tolérance d'importation est bien souvent dépassée. *« Impossible, évidemment d'arrêter les cinq cents bus qui passent chaque jour en fin de semaine. Le choix est aléatoire et découle de l'habitude »*, dit ce policier, l'oeil rivé sur les plaques d'immatriculation et le comportement des automobilistes. Mais lorsque les douaniers appréhendent un contrevenant, cela peut coûter cher : d'une taxe de 200 % à 350 % sur la valeur du produit jusqu'à la confiscation du véhicule et la condamnation à une peine de prison lorsque le trafic est manifeste. Comme dans le cas récent d'un homme à la voiture lestée de vingt et un magnétoscopes dans une cachette pas assez astucieusement aménagée.

Un risque qui n'a pourtant rien de dissuasif. A tel point qu'à Rio de Janeiro, le mensuel *Tres Fronteiras* se consacre exclusivement à diffuser les prix – en dollars – des produits vendus à Cidade Del Este, et recueille gratuitement les annonces destinées à regrouper les candidats au voyage vers ce « Paraguay paradisio ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Economie de guerre à Cuba

Suite de la première page

Hommes et femmes, jeunes et vieux, sont prêts à attendre des heures pour une bouteille d'un demi-litre de rhum de mauvaise qualité, la bonne étant réservée aux étrangers et aux privilégiés qui ont accès aux magasins « en dollars ». La police, plus présente que jamais dans les rues de la capitale – beaucoup d'anciens appelés de la guerre d'Angola auraient rejoint ses rangs ou auraient été versés dans une unité spéciale d'intervention rapide, – patrouille les rues commerçantes et déploie des effectifs faramineux devant certains magasins « à problèmes ».

« Le pays a vécu des moments plus difficiles dans le passé, soutient un dirigeant de l'UJC, Rogelio Martinez. *En 1968-69 et de 1972 à 1974, tout était rationné ici, il n'y avait même plus de cigarettes. A l'époque, nous pouvions compter sur l'Union soviétique. Mais par la suite, nous sommes devenus beaucoup trop dépendants de nos alliés. Ils ne sont plus en mesure aujourd'hui de nous fournir le pétrole, le riz, les chaussures, les appareils électroniques, etc. Cette fois, nous devons compter sur nos propres forces. »*

Retour à la terre

Les militants de l'UJC ont répondu à l'appel de Fidel Castro qui, leur a demandé de donner l'exemple en participant aux *« brigades »* chargées de relancer la production agricole dans la province de La Havane. Il s'agit d'approvisionner la capitale, car *« c'est là que se gagnera la bataille politique »*, selon le président cubain.

Après une longue matinée de travail sous une chaleur accablante, c'est l'heure du repas pour les 1 200 volontaires de l'entreprise agricole de Guines, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale. Sur plus de 3 000 hectares confisqués par l'Etat après la révolution, on cultive les féculents utilisés dans les plats nationaux (patates douces et manioc), mais aussi tous les légumes introuvables sur les marchés de La Havane. Comme il l'a fait à de nombreuses reprises au cours des trente dernières années, Fidel Castro s'est engagé, une fois de plus, à résoudre le problème de la distribution en réduisant les contrôles bureaucratiques, une douzaine entre la récolte et l'arrivée sur la table du consommateur.

La plupart des volontaires sont là pour deux ou trois semaines, mais les prochains contingents seront enrôlés pour deux ans, comme l'a annoncé Fidel Castro, qui parle d'envoyer vingt mille citadins aux champs pour répondre aux besoins de main-d'œuvre. Il y a en fait deux catégories de *« volontaires »* : les militants de l'UJC, qui sont là de leur plein gré, et les autres – ouvriers, employés de bureau, fonctionnaires ou professeurs, – qui n'ont pas le choix, et font preuve d'un enthousiasme beaucoup plus discret dans le désherbage... et dans la conversation.

Les Cubains sont-ils prêts à de nouveaux sacrifices ? *« Bien sûr »*, rétorque un jeune volontaire, bruyamment appuyé par ses compagnons, qui s'expriment avec les slogans habituels : *« La révolution est invincible »*, *« Vive notre commandant en chef ! »*. Tous se disent convaincus que l'immense majorité des Cubains appuient le régime et trouvent tout à fait farfelue l'idée de soumettre la popularité de Fidel Castro à des élections ou à un plébiscite. Même la succession de Fidel ne les préoccupe pas. *« Son frère Raul prendra la relève, comme on l'a annoncé. » « Plus que jamais, Fidel est indispensable en ce moment »*, affirment les dirigeants de l'UJC, qui soulignent l'importance des mesures prises au début d'octobre en prévision du quatrième congrès du Parti communiste, prévu pour le *« premier semestre »* de l'an prochain.

Dégraissement du parti

Les permanents du parti unique ont été réduits de moitié pour *« mettre fin à l'hypertrophie de l'appareil d'Etat »*, selon un communiqué officiel. Dix départements du comité central sur dix-neuf disparaissent, victimes, selon le jargon populaire, du plan *« pyjama »* (symbole de la retraite), lequel consiste à renvoyer certains dirigeants chez eux avec plein salaire et tous les privilèges de leur ancienne fonction. La suppression la plus spectaculaire touche le puissant département *« Amériques »*, chargé, sous la direction de Manuel Pineiro, d'aider les mouvements de guérilla sur le continent latino-américain. Serait-ce une concession aux gouvernements de la région pour faciliter la réintégration de Cuba dans la « famille latino-américaine » et chercher de nouveaux partenaires économiques pour remplacer l'allié soviétique ?

Le secrétariat du comité central, dirigé par les deux frères Castro, est réduit de sept membres à cinq, parmi lesquels Carlos Aldana, chargé de l'idéologie et des relations internationales, étoile montante du régime. Certains le considèrent déjà comme le successeur possible de Fidel, qui, dit-on, le croit plus capable de diriger le pays que son frère Raul, ministre de la défense et actuel numéro deux.

Si le principe de l'élection directe à bulletins secrets des comités municipaux et provinciaux du parti a finalement été retenu – il y aura plus de candidats que de postes à pourvoir, – la remise en question du parti unique n'est pas à l'ordre du jour. Selon l'explication officielle, *« cela reviendrait à autoriser des organisations contre-révolutionnaires, qui recevraient un appui financier de l'extérieur, et mettraient en péril la stabilité du pays »*.

Malgré le veto officiel, les thèmes du multipartisme et du caractère socialiste de la révolution ont été abordés dans certaines assemblées organisées sur les lieux de travail, en prévision du quatrième congrès. Largement couverts, dans un premier temps, par la presse nationale, ces débats ne font plus l'objet d'aucune publicité depuis le mois de juillet – ce qui traduit un raidissement des autorités devant la vigueur de certaines interventions contre la bureaucratie et les privilèges de la *« nomenklatura »*. On dit même qu'un jeune acteur aurait demandé la démission de Fidel au cours d'une assemblée organisée dans les locaux du théâtre Hubert-de-Blanck. Il a été convoqué le lendemain, et on l'a informé que cette question était totalement exclue du débat.

En fait, le départ de Fidel Castro est le seul thème qui intéresse vraiment les Cubains, qu'ils soient pour ou contre. *« Les changements au sein du parti n'ont aucune importance, car le vrai pouvoir est détenu par l'armée et le ministère de l'intérieur, qui sont au service d'un monarque absolu. Fidel a repris à son compte la phrase de Louis XIV : « L'Etat, c'est moi »*, affirme Roberto Luque, qui vient de publier au Mexique un livre dévastateur intitulé : *L'Histoire jugera Fidel Castro.* Roberto Luque n'a pas peur des mots, car il sait que la publication de son livre – le manuscrit est sorti clandestinement de Cuba – fait déjà de lui un prisonnier politique en sursis. *« Je m'étonne*, dit-il, *mais surtout je me réjouis de ne pas encore avoir reçu la visite de la sûreté de l'Etat. »*

Il a en effet plus de chance que les sept membres du Mouvement d'intégration démocratique condamnés en juin à de lourdes peines de prison (entre trois et sept ans) pour activités *« contre-révolutionnaires »*. Plusieurs militants des droits de l'homme font également partie des quelque deux cents prisonniers politiques, chiffre minimum avancé par les organisations internationales.

La peur la délation, l'exil

Luque a perdu son emploi – il était correcteur à la revue économique de l'université de La Havane – et vit mal de la charité de ses proches. Pendant trente-cinq jours, l'été dernier, il a fait une grève de la faim pour exiger l'ouverture d'un *« dialogue national »*. Il qualifie les mesures d'austérité de la *« période spéciale » « d'absurdité criminelle »* calquée sur celles des Khmers rouges durant le règne de Pol Pot. *« Fidel*, ajoute t-il, *veut transformer l'île en bunker et retourner au dix-neuvième siècle. Il sait parfaitement que le remplacement des bus et des tracteurs par des bicyclettes et des bœufs ne résoudra rien. Il compte sur la passivité des gens pour se maintenir au pouvoir. Mais il se trompe : l'explosion sociale est inévitable si les conditions de vie continuent de se dégrader à moins qu'il n'accepte le dialogue, c'est-à-dire inévitablement la remise en question de son pouvoir. »*

Comme la plupart des dissidents, Roberto Luque est convaincu que le chef de la révolution n'aurait pas plus de 20 à 30 % des suffrages dans le cadre d'une élection démocratique. *« Soit moins que Daniel Ortega au Nicaragua. L'appui dont il dispose est donc très minoritaire, mais suffisant, dans les conditions actuelles, pour se maintenir au pouvoir et mobiliser cent mille personnes sur la place de la Révolution en utilisant tous les moyens de l'Etat. »*

Les dissidents estiment, par conséquent, que l'opposition représente entre 70 et 80 % de la population, mais ils reconnaissent qu'ils ne sont que quelques centaines à défier ouvertement le régime. *« C'est tout à fait normal*, disent-ils, *dans un système basé sur la peur, la délation et l'exil pour les récalcitrants. »* Il est plus facile dans ces conditions d'exprimer son désaccord en travaillant le moins possible ou en vendant sur le marché noir les produits volés dans les entreprises qui sont toutes, selon la terminologie officielle, *« propriété du peuple »*. Certains dissidents ont compris qu'il était inutile d'exiger publiquement le départ de Fidel Castro et préfèrent parler de dialogue dans l'espoir de gagner un espace politique. C'est le cas du MAR (Manifeste pour l'harmonie), créé en septembre et animé par Yndamiro Restano, ancien journaliste devenu gardien de parc pour avoir critiqué la ligne officielle.

« Le MAR, précise-t-il, *est un mouvement d'opinion car le gouvernement ne tolère pas l'existence d'un autre parti que le sien. Nous voulons, par le dialogue avec les autorités, faciliter la transition pacifique du socialisme d'Etat au socialisme démocratique. Le changement est inévitable (avec ou sans Fidel et même malgré lui). Il a perdu l'appui de la population, y compris de la jeunesse, mais il reste le mieux placé pour démonter l'appareil monstrueux qu'il a construit. S'il refuse de changer, ce sera terrible ! »*

Ce point de vue est partagé par un secteur de plus en plus important de la diaspora cubaine mais aussi par la hiérarchie catholique qui, selon un prêtre proche de l'archevêque de La Havane, est disposée à apporter sa *« contribution pour établir un meilleur climat au sein de la population découragée par tant de sacrifices inutiles »* ! La bonne volonté de l'Eglise s'explique essentiellement par son souhait d'obtenir l'accord définitif du gouvernement pour la visite du pape, qui n'aura sans doute pas lieu avant le congrès du parti.

Malgré les démentis des principaux intéressés, en particulier du vice-président cubain, M. Carlos Rafael Rodriguez, des contacts indirects ont été établis au cours des derniers mois entre La Havane et certains exilés favorables au dialogue, rassemblés au sein d'une Plate-forme démocratique. Celle-ci réunit une dizaine d'organisations libérales, démocrates-chrétiennes et social-démocrates, qui proposent *« une solution pacifique par la voix électorale »* dans un document publié en août à Madrid et diffusé discrètement à Cuba.

« Trop arrogant »

Mais la plupart des dissidents ne croient pas que Fidel Castro soit disposé à organiser des élections. *« Il est beaucoup trop arrogant pour dialoguer avec qui que ce soit*, soutient « l'éco-pacifiste » Orlando Polo, rencontré entre deux séjours dans les cellules de la sûreté de l'Etat. *Le problème, avec lui, c'est qu'il est un véritable génie politique. Il a toujours réussi à se sortir des pires situations et à exploiter à son avantage les erreurs des autres, en particulier celles des Etats-Unis, qui lui ont rendu un fier service en décrétant un embargo contre Cuba. Il s'en est servi pour justifier toutes les défaillances de la révolution et se maintenir au pouvoir depuis plus de trente ans. De même on a pu voir jusqu'où il pouvait pousser le cynisme lorsqu'il a obligé tous les officiers supérieurs de son armée à « demander » l'exécution d'Ochoa (1). Tous savent aujourd'hui qu'ils pourraient subir le même sort s'ils participaient à un complot contre Fidel. »*

On constate le même attentisme au sein de la population, soumise au contrôle politique très serré de la redoutable sûreté de l'Etat, secondée au niveau des quartiers par les comités de défense de la révolution. Beaucoup de Cubains espèrent qu'il va se passer *« quelque chose là-haut »*, par exemple un coup d'Etat militaire qui, dans leur esprit, résoudrait tous les problèmes. Fidel Castro et son frère Raul semblent, eux aussi, davantage préoccupés par la possibilité d'un complot militaire que par des mouvements sociaux dus au mécontentement populaire.

BERTRAND DE LA GRANGE

(1) Le général Ochoa, ancien chef du corps expéditionnaire cubain en Angola, a été fusillé le 13 juillet 1989 en même temps que trois autres officiers sous l'inculpation officielle de *« trafic de drogue »* et *« haute trahison »*, accusations qui pourraient recouvrir, en fait, un complot visant à renverser Fidel Castro.

AFRIQUE

TUNISIE : devant faire face à une contestation interne

Les dirigeants syndicaux haussent le ton à l'adresse du pouvoir

L'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) vient subitement de hausser le ton pour mettre en cause divers aspects de la politique de libéralisation de l'économie engagée depuis quatre ans. Mais même si la contestation s'est exprimée avec vigueur, alors qu'au Maroc éclataient des troubles rappelant les émeutes de janvier 1978 qui s'étaient déroulées en Tunisie dans des conditions quasi identiques, l'UGTT, à l'évidence, ne cherche pas l'épreuve de force avec le pouvoir.

TUNIS

de notre correspondant

Les cinq cents cadres du conseil national de la centrale syndicale, qui viennent de se réunir, ont estimé que l'application, telle qu'elle a été conduite jusqu'ici, du plan d'ajustement structurel élaboré en 1986 sans consultation des travailleurs (1) *« risque de déstabiliser les équilibres sociaux »* avec ses retombées négatives, notamment sur l'inflation (7,5 % en 1990) et le chômage (près de quatre cent mille sans-emploi, des jeunes pour la plupart).

Aussi demandent-ils l'ouverture d'un débat national sur la définition *« d'un modèle alternatif »* qui, apparemment, n'impliquerait pas obligatoirement des révisions déchirantes, mais un certain nombre de correctifs. Les spécialistes appréhendent tout particulièrement l'impact de ce plan sur la libéralisation du code du travail et les privatisations. Sur ces deux questions, une vive polémique est déjà engagée entre l'UGTT et le patronat, représenté par l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, qui, bien qu'autonome, se place depuis toujours aux côtés du pouvoir.

Aussi, rien d'étonnant à ce que les recommandations votées par le conseil national de l'UGTT réservent leurs flèches les plus acérées au patronat, même au risque d'une épreuve de force. En revanche, le pouvoir est singulièrement ménagé, bien que les prises de position exprimées prennent souvent la forme d'un message précis à son intention : ne pas brûler les étapes dans la voie libérale tracée, mais aussi et surtout tenir compte un peu plus de l'intérêt des travailleurs.

C'est aussi, en même temps que la réaffirmation des dispositions de la centrale à poursuivre *« le dialogue »* avec les pouvoirs publics, un appel à peine déguisé à leur arbitrage. Une médiation gouvernementale a déjà abouti cette année au résultat, sans doute insuffisant, mais non négligeable, d'une augmentation générale des salaires de 5 à 15 % échelonnée sur trois ans.

Mais les inquiétudes que peut susciter une situation économique et sociale difficile n'ont probablememt pas été seules à motiver la fermeté affichée par les instances syndicales. En effet, la direction de l'UGTT doit faire face également à une contestation interne à laquelle elle est bien contrainte, sinon de donner des gages, du moins de faire pièce au discours démagogique qu'elle tient. Très paradoxalement, gauchistes et islamistes, auxquels le droit de s'organiser en partis politiques est refusé, se rejoignent au sein d'un syndicat, terrain d'action idéal pour faire cause commune et tenter d'y instaurer une contestation générale et permanente, en caressant peut-être le secret espoir qu'elle débouche sur la rue, comme il y a douze ans, ou comme hier au Maroc.

Les responsables de l'UGTT, qui ont pu constater que les mots d'ordre de ces groupes ne sont pas sans écho au sein de la base, surtout la plus jeune, sont conscients du danger. Sans le dire publiquement, plusieurs d'entre eux murmurent que le pouvoir devrait y réfléchir un peu plus et prendre davantage en considération les revendications, *« somme toute raisonnables »* de la centrale ouvrière, avant que celle-ci ne soit dépassée par les extrémistes.

MICHEL DEURE

(1) A l'époque, rappellent les syndicalistes, l'UGTT était « domestiquée » et tenue à l'écart de toute décision.

SOMALIE : l'aggravation de la guerre civile

Ryad apporte un important soutien financier à Mogadiscio

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

La crise du Golfe a tiré la Somalie d'un mauvais pas. Après un temps d'hésitation, Mogadiscio a su habilement se ranger aux côtés de l'Arabie saoudite et le voyage du premier ministre somalien, M. Mohamed Hawadle Madar, dans la péninsule arabique à la mi-novembre a été couronné de succès : en plus d'une promesse d'approvisionnement en carburant, Ryad a immédiatement offert 70 millions de dollars aux autorités somaliennes, qui se proposaient de participer à la force multinationale basée dans le royaume.

Jusqu'à la crise du Golfe, les transferts financiers des Somaliens du Koweït et d'Irak – estimés à 300 millions de dollars par an – profitaient essentiellement aux clans du nord de la Somalie, bien souvent partisans des rebelles du Mouvement national somalien. Désormais, c'est le régime du président Syaad Barre qui bénéficie le plus de la manne saoudienne : ce ballon d'oxygène inopiné représente, pour l'État, plus d'une année d'exportations (60 millions de dollars en 89, en bétail et bananes essentiellement).

Selon les observateurs, le gouvernement s'en est immédiatement servi pour préparer une contre-offensive dans le Hiran, une région au nord de la capitale, contrôlée par les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (CSU).

Le règne de la « débrouille »

Ainsi, on a vu débarquer dans le port de Mogadiscio, à la mi-décembre, une centaine de camions militaires de fabrication espagnole et il circule actuellement, dans les milieux de l'opposition, la photocopie d'un virement bancaire de 600 000 dollars, signé de la main du ministre des finances et destiné à *« payer les services de pilotes étrangers »*, selon ces mêmes sources.

Malgré une situation économique catastrophique, avec une dette globale estimée à 2 milliards de dollars (soit deux fois le produit intérieur brut de 1989), la défense reste une priorité pour le régime du président Barre. Les dépenses militaires représentent près de 40 % des dépenses totales (et plus de 60 %, si l'on tient compte du budget « civil » destiné à supporter l'effort de guerre), alors que la santé et l'éducation comptent pour seulement 3 % dans le budget de 1990.

Il suffit de faire un tour dans un hôpital de Mogadiscio, vide de tout matériel médical, pour saisir la réalité de ces chiffres. Un malade doit y apporter son matelas, sa nourriture et ses médicaments et, s'il est candidat à une opération, il devra également payer le médecin – dont le salaire mensuel ne dépasse par 15 000 shillings . *« Ici le personnel aide les gens à mourir »*, résume un infirmier. En décembre, le kilo de riz a atteint 3 600 shillings et l'inflation est estimée officiellement à 5 % par semaine.

Devant ces chiffres, le salaire d'un instituteur (8 000 shillings par mois) n'est qu'un *« scandale »*, commente un expert économique. La « débrouille » est devenue vitale pour les Somaliens. A tous les niveaux : second emploi pour les fonctionnaires ou marché parallèle pour les commerçants. *« Je suis homme d'affaires, spécialiste du marché noir »*, précise avec humour un gros commerçant de la capitale où la contrebande est florissante.

Une mission du FMI s'est rendue à Mogadiscio en décembre, pour convaincre le gouvernement de payer ses dettes. Les discussions n'ont pas été concluantes et la Somalie est maintenant sous la menace d'une déclaration de « non-coopération » de la part du FMI. En conséquence, le pays risque de se voir priver d'une bonne partie des aides dont il bénéficie encore – 345 millions de dollars en 1990. *« Le régime ne peut compter que sur l'aide étrangère pour ses dépenses, mêmes militaires »*, affirme un économiste.

Mais les donateurs abandonnent peu à peu la Somalie, découragés par le peu de résultats des projets de développement et, surtout, par crainte de l'insécurité. La question, désormais, est de savoir jusqu'à quand l'opportunisme dont a fait preuve le président Barre dans la crise du Golfe permettra aux Somaliens de survivre.

JEAN HÉLÈNE

MAROC

Quarante personnes ont été condamnées à Fès à des peines de un à sept ans de prison

Quarante des cinquante-deux personnes arrêtées à Fès lors des manifestations qui ont accompagné la grève générale du 14 décembre ont été condamnées mardi 25 décembre à des peines de un à sept ans de prison ferme pour *« rébellion, trouble de l'ordre public et attroupement armé sur la voie publique »*. La peine la plus lourde a été prononcée par le tribunal de première instance de Fès à l'encontre de douze prévenus, quatre ont été condamnés à cinq ans, six à quatre ans, neuf à trois ans.

Ce verdict est sévère par rapport aux condamnations prononcées quelques jours plus tôt contre vingt-huit personnes à Tanger et qui vont de cinq mois à trois ans de prison.

Tandis que plusieurs procès liés aux récents événements se sont ouverts ces derniers jours ou sont sur le point de s'ouvrir, le gouvernement poursuit les négociations engagées avec le patronat et les syndicats pour l'examen de *« mesures prioritaires »* qui, selon l'agence marocaine de presse, porteraient sur l'augmentation du salaire minimum, des allocations familiales et de diverses prestations sociales. Aucun chiffre précis d'augmentation n'a été pour l'instant publiquement avancé.

Selon *Al-Bayane*, un quotidien d'opposition pro-communiste, la situation dans le pays reste *« tendue et précaire »* et *« devant les hésitations gouvernementales »*, *« des signes annonciateurs d'une possible flambée de violence »* se font jour. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **ALGÉRIE : scandale financier.** – Les députés ont dénoncé, mardi 25 décembre, un scandale financier, où sont impliqués la moitié des dirigeants de la Chambre nationale de commerce, et réclamé des poursuites judiciaires contre les coupables. Le total des détournements de fonds est évalué, par la presse, à 26 milliards de dollars. Un chiffre que le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, a qualifié d'*« exagéré »*. – *(Reuter.)*

□ **SÉNÉGAL : heurts meurtriers en Casamance.** – Des affrontements entre des séparatistes casamançais et des militaires ont éclaté, dans la nuit du samedi 22 décembre, près de Ziguinchor, faisant un mort, a-t-on appris mardi de source proche de la police. – *(Reuter.)*



PROCHE-ORIENT

A l'issue de la réunion de Qatar

Les Etats du Golfe réaffirment leur fermeté envers Bagdad et font une ouverture en direction de Téhéran

L'an prochain à Koweït. En décidant, mardi 25 décembre à la clôture de leur onzième sommet réuni à Doha, de tenir leur prochaines assises dans la capitale de l'émirat occupé, les six chefs d'Etat membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG : Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis, Oman) ne pouvaient sans doute mieux exprimer leur détermination à voir libérer le Koweït. A trois semaines de l'ultimatum fixé par les Nations Unies à l'Irak pour se retirer du Koweït, les dirigeants du CCG n'ont, non seulement fait aucune concession ni ouverture à Bagdad, rejetant par avance sur le « régime irakien » la responsabilité de la solution pacifique ou guerrière de la crise, mais ont fait aussi une importante avancée vers l'Iran qui reste toutefois à concrétiser.

DOHA

de notre envoyée spéciale

Créé en 1981 pour faire front aux ambitions de ses deux puissants voisins, l'Iran et l'Irak, le CCG, en dix ans d'existence, aura pu mesurer la réalité de ses craintes, la volonté de puissance irakienne succédant aujourd'hui à la volonté d'expansionnisme khomeinyste.

Très ferme dans le ton, le communiqué final du CCG, qui mentionne à de multiples reprises, pour la condamner, *« l'agression irakienne »*, demande à l'Irak *« un retrait total* (1) *et inconditionnel de l'ensemble du Koweït et la restauration de la légalité de l'émir Jaber avant le 15 janvier, pour éviter au peuple irakien, à ceux de la région et au monde, la catastrophe d'une guerre destructrice »*. Le CCG réclame, en outre, de l'Irak, des compensations financières pour réparer les dégâts causés au Koweït, une revendication avancée jusque-là dans la région par les seuls dirigeants koweïtiens en exil.

Ce ton de froide détermination avait d'ailleurs été donné la veille par le roi Fahd d'Arabie saoudite qui, dans un discours adressé à ses pairs, mais sans doute beaucoup plus à l'opinion internationale et à l'Irak, avait déclaré : *« Nous n'avons pas pris de décision quant à la guerre ou à la paix, mais nous avons décidé de récupérer le Koweït pacifiquement si possible ou par la guerre si celle-ci devient inévitable. Nous ne fermons pas la porte à l'espoir,* avait-il ajouté. *Jusqu'à maintenant, la personne que nous pensions être notre ami* (Saddam Hussein) *peut éviter à lui-même et à son peuple les horreurs de la guerre »* .

C'est dans ce contexte de fermeté qu'a été donné *« l'envoi d'une délégation des ministres des affaires étrangères du CCG dans les cinq pays membres du Conseil de sécurité, dans certains pays arabes et des pays importants »*. Porteuse d'aucune initiative, comme l'a souligné lors d'une conférence de presse le ministre des affaires étrangères du Qatar, cette délégation aura pour mission d'insister sur l'application des résolutions de l'ONU et *« le droit des pays du CCG de recourir à tous les moyens pour assurer le retour de la souveraineté et de la légalité à Koweït »* .

Il aura fallu toute l'insistance d'Oman, qui avait reçu récemment le président algérien, M. Chadli Bendjedid, en tournée de bons offices, pour que le CCG mentionne, sans autre commentaire, son appréciation *« des efforts qui ont été faits par certains dirigeants de pays frères et amis pour essayer de convaincre le régime irakien de se plier à la légalité arabe et internationale »*. Mais, dans l'esprit de la majorité des pays du Golfe, l'heure n'est visiblement plus au compromis, le président irakien sait ce qu'il doit faire ou il endurera, comme toute la région certes, les conséquences de son geste.

L'affaire du pélerinage

Soucieux, sans doute, de l'impact négatif pour beaucoup de la présence étrangère sur leur sol, les dirigeants du CCG ont rappelé que *« les forces arabes, islamiques et amis étaient venues à leur demande et qu'elles partiraient de même après que les causes de leur venue auront disparu, c'est-à-dire l'occupation irakienne du Koweït et les menaces qu'elle fait peser sur les autres membres du Conseil »* .

L'appréciation de la menace irakienne laisse une marge au maintien de ces forces étrangères selon la façon dont sera résolue la crise et de celle-ci dépendront donc, ont souligné les dirigeants du CCG, la nature et la forme des arrangements de sécurité qu'ils ont décidé d'adopter. S'ils sont restés très discrets sur ceux-ci, c'est, sans aucun doute, d'une part, que l'accord n'est pas total entre les Etats sur ce point, et que, d'autre part, les dirigeants du CCG ont bien conscience qu'en l'état actuel des choses, leur sécurité dépend, pour une large part, des Etats-Unis, qui ont fait dans cette crise la preuve de leur détermination à défendre ces monarchies qui détiennent à elles seules près de 50 % des réserves mondiales de pétrole.

En reconnaissant à l'Iran, l'ennemi d'hier, le droit, de par sa position géographique et ses liens historiques avec les pays de la région, d'être partie prenante dans ces arrangements de sécurité, les pays du CCG, et l'Arabie saoudite en premier lieu-qui n'a toujours pas de relations diplomatiques avec Téhéran-n'entendent pas, toutefois, se livrer à de spectaculaires renversements d'alliances.

L'avancée du CCG dans ses relations avec Téhéran est cependant d'importance puisque le Conseil *« affirme son intention d'établir des relations privilégiées avec l'Iran sur la base du bon voisinage, de la non ingérence dans les affaires intérieures, le respect de la souveraineté et de l'indépendance de chaque Etat qui prend sa source dans les liens de religion et de tradition qui lient les Etats de la région »*, ceci, toutefois, après que le Conseil ait pris soin de préciser qu'il s'agissait *« du souhait de l'Iran d'améliorer et de développer ses relations avec les pays du CCG et affirmer l'importance de travailler de façon concrète et sérieuse pour résoudre les différends entre l'Iran et les pays membres du CCG »* .

Ces différends concernent essentiellement l'Arabie saoudite, toujours en discussions avec Téhéran pour aboutir à un accord sur le pèlerinage de La Mecque. Les négociations sur ce point, qui durent depuis plusieurs mois, butent toujours sur le droit, revendiqué par Téhéran et refusé par Ryad, de manifester pendant le pèlerinage. De source iranienne suivant la conférence, on indiquait que ces négociations avaient peu de chances d'aboutir avant la mi-juin, date du pèlerinage, et que la présence des forces étrangères en Arabie saoudite n'était pas de nature, pour l'instant, à faciliter une quelconque solution. Sur ce point, la prudence s'impose donc, et si la main tendue à Téhéran est un revers pour Bagdad, il est encore beaucoup trop tôt pour en tirer des conclusions tant la méfiance reste grande.

Aide au développement

Contrant aussi implicitement un argument du président Saddam Hussein qui porte sur « la rue arabe », c'est-à-dire un affrontement entre les riches et les pauvres, le CCG a décidé *« la création d'un programme d'aide au développement dans les pays arabes et islamiques »*. Aucun montant n'a encore été décidé, mais l'organisation et le détail de ce programme seront étudiés dès la semaine prochaine par les ministres des finances des pays du CCG, qui se réuniront à cet effet.

Même si rien n'est, là encore précisé, il ne fait pas de doute que ce programme devrait profiter, en priorité, sinon exclusivement, aux pays arabes et islamiques qui ont montré leur solidarité au CCG dans cette crise.

Dans cette crise, les monarchies pétrolières ont pu compter leurs amis et les autres, et le temps n'est plus, comme l'a déjà montré l'Arabie saoudite, à une aide indistincte à tout le monde. Sans doute faut-il voir, dans cette perspective, la mention spéciale adressée, à propos du Liban, au président Assad de Syrie, le CCG soulignant *« le rôle constructif qu'il a joué pour aider le gouvernement légal libanais à recouvrer son autorité »* .

Confrontés à la plus grave crise de leur jeune histoire, les pays du CCG, qui savent bien, au fond, qu'il ont peu, sinon pas de prise, sur les événements en cours, tant la décision relèvera avant tout des Etats-Unis qui assurent la quasi totalité de leur défense, ont décidé de s'en tenir à ce qu'ils voulaient : la récupération du Koweït, par n'importe quel moyen qu'elle se fasse. La fermeté des dirigeants des Etats du Golfe ne peut que réconforter le président Bush, engagé au maximum dans un affrontement dont l'issue se rapproche de jour en jour.

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Interrogé, à l'issue des débats, sur la possibilité d'un retrait partiel des troupes irakiennes avant le 15 janvier, le ministre qatari des affaires étrangères a souligné qu'il s'agirait d'une manœuvre de plus que le CCG refusait à l'avance.

A TRAVERS LE MONDE

ISRAËL

Dix-huit Palestiniens blessés par balles dans les territoires occupés

Dix-huit Palestiniens ont été blessés par balles, dont un grièvement, mardi 25 décembre, dans les territoires occupés de Cisjordanie et Gaza lors d'affrontements avec l'armée israélienne, a-t-on appris de source palestinienne.

Les incidents les plus violents se sont produits à Khan-Younès (sud de la bande de Gaza) où douze Palestiniens ont été blessés. Quatre autres Palestiniens ont été blessés lorsque l'armée israélienne a ouvert le feu pour disperser une manifestation dans le camp de réfugiés de Tulkarem en Cisjordanie. L'un de ces blessés, Hani El Banna, un adolescent de treize ans, a été grièvement atteint à la poitrine. Enfin, deux autres Palestiniens ont été blessés par les tirs des soldats israéliens lors d'accrochages survenus à Nur Shams (Cisjordanie) .

D'autre part, les juges militaires israéliens ont rejeté l'appel de quatre Palestiniens de Gaza, membres du mouvement de la Résistance islamique HAMAS frappés d'une mesure d'expulsion. Les avocats ont d'ores et déjà annoncé qu'ils tenteraient un ultime appel devant la Cour suprême d'Israël. Ces expulsions avaient été annoncées le 15 décembre à la suite de l'assassinat à coups de couteaux de trois Israéliens à Jaffa, au sud de Tel-Aviv. – *(AFP.)*

IRAN

L'arrêt de mort contre Salman Rushdie est « irrévocable »

La sentence de mort prononcée par l'imam Khomeiny contre Salman Rushdie en février 1989 est *« irrévocable »*, a affirmé, mardi 25 décembre, le journal iranien *Abrar* en rejetant les excuses formulées la veille par l'auteur des *Versets sataniques*.

Dans un article repris par l'agence iranienne IRNA, *Abrar* dénonce les *« manœuvres de propagande »* du gouvernement britannique destinées à sauver l'écrivain d'origine indienne, condamné à mort par Téhéran pour blasphème. *« La fatwa* [décret] *historique de l'imam Khomeiny sur Rushdie est irrévocable même s'il se repent »*, écrit *Abrar*. Salman Rushdie avait désavoué lundi les passages de son roman qui lui avaient valu d'être condamné à mort et renoncé à faire éditer son roman en livre de poche (*Le Monde* du 26 décembre). – *(Reuter.)*

Il faut régler le conflit palestinien en même temps que celui du Koweït, réaffirme M. Saddam Hussein

Le président Saddam Hussein a réitéré, mardi 25 décembre, son initiative du 12 août liant le règlement de la crise dans le Golfe à celui de la question palestinienne, *« sinon*, a-t-il dit, *la région ne connaîtra pas la paix »*. Il a, dans le même temps, réaffirmé devant une délégation jordanienne qu'il a reçue à Bagdad que le *« Koweït fait historiquement et géographiquement partie de l'Irak »*.

« La cause palestinienne constitue l'axe de la lutte arabe », a ajouté M. Saddam Hussein, qui a estimé que son initiative *« constitue l'approche convenable pour résoudre pacifiquement toutes les crises de la région et à leur tête la question palestinienne »*. *« Sinon*, a-t-il encore dit, *la région ne connaîtra pas la paix ou la stabilité »*.

Le journal jordanien *Al-Chaab*, proche du gouvernement d'Amman, a, de son côté, assuré que le rappel, ces deux derniers jours, de plusieurs ambassadeurs irakiens (*le Monde* du 26 décembre) était le prélude à une intiative de paix que Bagdad entend lancer et qui préconiserait des concessions sur le Koweït en contrepartie d'une résolution du Conseil de sécurité annonçant sa détermination à trouver un règlement à la question palestinienne et aux autres problèmes de la région.

Par ailleurs, alors que la presse irakienne continue à se livrer à ses habituelles rodomontades, affirmant que si les Etats-Unis ouvraient les hostilités ils seraient défaits, les responsables militaires américains estiment que les forces dont ils disposent dans le Golfe ne seront pas prêtes à se battre contre l'Irak le 15 janvier et que toute offensive devrait être reportée à la mi-février, rapporte mardi le *New York Times*.

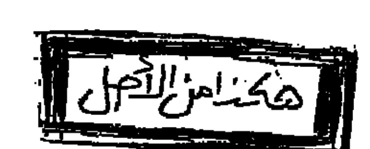
Un rapport en ce sens a été soumis lundi au président George Bush par le secrétaire à la défense Dick Cheney et le chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, ajoute le journal en soulignant que cette estimation est celle qui prédomine au sein des chefs de l'armée. M. Cheney et le général Powell ont fait état de ce rapport au président Bush à l'issue de la tournée de cinq jours qu'ils ont effectuée la semaine dernière en Arabie saoudite pour se rendre compte sur place de la capacité opérationnelle des troupes américaines.

Il y a quelques jours, le département américain de la défense avait tenté de limiter les dégâts politiques causés par les déclarations du général Calvin Waller, commandant en second des forces américaines dans le Golfe, selon lequel les troupes américaines ne seraient pas prêtes au combat le 15 janvier, à l'expiration de l'ultimatum lancé par l'ONU à l'Irak pour qu'il évacue le Koweït. Or les propos du général Waller reflètent l'état d'esprit d'une bonne partie des responsables militaires américains, ont souligné M. Cheney et le général Powell au président Bush, indique le *New York Times*, qui cite des membres de l'administration ayant requis l'anonymat.

Près de 300 000 soldats américains sont actuellement déployés dans le Golfe, et environ 100 000 autres devraient venir les renforcer durant les prochaines semaines. – *(AFP.)*

Pas dé danseuses pour Bob Hope

Contrairement au chanteur Eddy Mitchell, interdit de concert auprés des troupes françaises en Arabie saoudite, Bob Hope a pu donner, lundi 24 décembre, sa première représentation aux troupes américaines. Mais il a dû éliminer de son spectacle tout ce qui aurait pu froisser ses hôtes saoudiens : l'administration américaine lui a demandé d'expurger son monologue et de ne pas agrémenter son spectacle, comme il en a l'habitude, de jolies filles légèrement vêtues. *« C'est dur pour moi, car je dépends beaucoup des filles. Je les ai utilisées toute ma vie »*, a affirmé le fantaisiste, âgé de quatre-vingt-sept ans. – *(Reuter.)*



ASIE

CORÉE DU SUD

Développement inquiétant de la criminalité

L'augmentation de la criminalité est un phénomène nouveau en Corée du Sud, et le président Roh Tae-woo a récemment déclaré la « guerre au crime ». Les policiers sont désormais armés et une révision de la loi sur les conditions de l'utilisation de leurs armes est en cours. D'ici deux ans, la police aura été renforcée de 16 000 hommes.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

La mise en garde du président ne semble pas avoir dissuadé les délinquants puisque, quelques jours plus tard des jeunes voyous, dont une fille, attaquaient quatre personnes qui se trouvaient à bord d'une voiture sur une route isolée de la banlieue de Séoul. Après leur avoir dérobé l'équivalent de 2 000 F, ils ont enterré vivantes leurs victimes, dont une femme âgée de quatre-vingt-quatre ans et sa petite-fille de cinq ans. Ce crime atroce s'inscrit dans une suite de meurtres, de viols et de vols avec violence. M. Song Jong-eui, procureur responsable de la lutte contre le crime, estime que le *« renforcement des mesures de prévention et de répression n'est pas suffisant : il faut aussi remédier aux maux de la société »*. Selon le magistrat, non seulement les crimes se multiplient mais *« ils deviennent de plus en plus abominables et dénotent une chute inquiétante de la moralité publique »*.

Comparé à d'autres sociétés industrialisées (le Japon excepté), le taux de criminalité en Corée du Sud est faible : en 1988, selon les statistiques d'Interpol, pour 5 690 crimes et délits commis en France pour 100 000 habitants, il n'y en avait en Corée que 2 229. Mais, entre 1985 et 1989, le nombre des crimes et des délits a augmenté de 33 %. Au cours des neufs premiers mois de 1990, le nombre des meurtres s'est élevé à 755 (contre 782 sur l'ensemble de l'année dernière). Il reste néanmoins faible : 1,4 pour 100 000 contre 4,6 dans le cas de la France (8,4 pour les Etats-Unis). Les viols sont également en augmentation.

Une expression est devenue à la mode dans les médias : les *« criminels qui détruisent les familles »*, c'est-à-dire les voyous qui s'introduisent dans les maisons pour voler et violent les mères de famille parfois devant leurs enfants : dans une société marquée par la tradition confucéenne, ces femmes pourtant victimes sont souvent rejetées par leurs maris.

La recrudescence de la violence, conjuguée à un climat social maussade (inflation, écart croissant entre nantis et défavorisés, dégradation des conditions de vie par une pollution endémique, inquiétudes quant à l'avenir économique), engendre un malaise que les journaux qualifient de *« crise totale »*. *« Il règne désormais dans notre société un darwinisme social effréné ; c'est chacun pour soi et seul l'argent compte. Confucéenne, notre société était fondée sur le respect du père, mais nous constatons que ce père est souvent devenu voleur, corrompu, tricheur, spéculateur. N'ayant plus de modèle auquel se référer, les jeunes ne respectent plus rien »*, estime un jeune salarié d'une grande entreprise qui a décidé d'émigrer au Canada.

Proche des syndicats du crime nippons

La criminalité que connaît la Corée du Sud est moins le fait des organisations criminelles que d'individus, souvent de jeunes chômeurs, arrivés en ville (surtout dans la nébuleuse urbaine formée par Séoul qui regroupe plus du tiers d'une population totale de 42 millions d'habitants) portés par la vague d'émigration des campagnes. Selon le procureur Song, il existe trois cents organisations criminelles ayant entre dix et quelques centaines de membres. La police a révélé les noms et diffusé les photographies des principaux chefs de gang ainsi que de 2 266 personnes recherchées.

La plupart des gangs coréens sont liés aux syndicats du crime nippons : une grande fête de fin d'année organisée récemment à Pusan, le port du sud de la péninsule, par des truands nippons de Fukuoka affiliés au Yamaguchi-gumi, la plus importante organisation criminelle japonaise, témoigne notamment des relations existant entre celle-ci et la bande de Lee Kang-hwan, Chilsong (les sept étoiles), qui sévit à Pusan. En Corée, les gangsters japonais se fournissent en méthamphétamines (stimulants qui constituent la principale drogue consommée au Japon). Au cours de deux dernières années, la police coréenne a confisqué 160 kilogrammes de methamphétamines et dix organisations en produisant ont été demantelées, précise le procureur Song.

Les gangs coréens se sont renforcés à la faveur du climat de libéralisation qui a prévalu depuis 1987. Ils ont surtout profité d'un développement rapide des « industries du plaisir » (cabarets, bars, salons de massage). En raison d'une réglementation très stricte, les armes à feu sont rares, aussi les voyous règlent-ils leurs comptes avec de longs couteaux utilisés généralement par les restaurateurs de poisson cru. Les bandes recrutent largement dans la petite délinquance en augmentation dans les villes.

Selon l'avocat Han Seung-hon, le renforcement de l'action policière risque de cautionner de nouvelles violations des droits de l'homme, question toujours d'actualité en Corée du Sud, même si des progrès ont été accomplis. Ce renforcement des mesures policières se conjugue à une campagne de « purification morale » à laquelle avaient recours les régimes précédents et dont le cruel souvenir est resté. Les contrevenants aux règles de la circulation comme les fonctionnaires corrompus, mais aussi les lieux « amoraux », tels que les cabarets à gigolos où venaient se distraire des femmes esseulées, sont les principales cibles des autorités.

En l'espace d'une génération, la Corée du Sud a connu un progrès économique remarquable sans subir les bouleversements sociaux qu'engendre généralement une telle réussite. Mais, même si le climat ne s'est pas autant dégradé que dans d'autres sociétés industrialisées, plus de 100 000 jeunes délinquants ont été arrêtés en 1989, dont le fils de l'ex-président Park Chug-hee, pour consommation de méthamphétamine.

PHILIPPE PONS

□ **Trente et une arrestations.** – En Corée du Sud, l'agence de sécurité intérieure a annoncé, mercredi 26 décembre, qu'elle avait déjoué un complot socialiste visant à renverser le gouvernement. Trente et une personnes ont été arrêtées et inculpées. Des mandats d'arrêt ont été émis contre soixante-dix autres personnes. Les personnes arrêtées appartiennent au groupe clandestin Unification nationale indépendante, fondé en 1988 dans le but de soutenir les propositions formulées par la Corée du Nord en vue de la réunification de la péninsule.

CHINE

M. Deng Xiaoping est réapparu pour la première fois depuis l'été

PÉKIN

de notre correspondant

M. Deng Xiaoping est réapparu. En costume sombre, un bulletin de vote dans la main, prêt à le glisser dans une urne à l'occasion d'une élection locale, mercredi 26 décembre à Pékin.

Le vieux dirigeant, qu'on n'avait pas revu depuis l'été dernier et sur l'état de santé de qui quantité de rumeurs couraient depuis des semaines, a pris part au scrutin en se rendant au bureau de vote de la résidence « des Mers du Centre et du Sud », Zhongnanhai, l'équivalent chinois du Kremlin.

L'évènement est tel que les services officiels en ont aussitôt diffusé une photographie auprès des organes de presse étrangers a publié, et l'agence Chine nouvelle une dépêche affirmant que M. Deng marchait d'un pas alerte et *« arborait un large sourire »*.

Le visage que montre la photo est plutôt fermé : c'est celui d'un vieux monsieur fatigué mais, qu'importe, l'exercice prouve qu'il est en vie, ce que les affirmations du régime ces derniers temps n'étaient pas parvenues à démontrer.

Une amusante coïncidence a fait que cette réapparition publique du patriarche s'est produite le jour de la « Saint-Mao », où les médias officiels célèbrent l'anniversaire de la naissance de Mao Zedong à l'aide d'une dose volumineuse de propagande hagiographique pour le défunt Grand Timonier.

F. D.

SOCIÉTÉ

Les déclarations du pape et les positions de l'Eglise en cas de conflit

Jamais plus la guerre ?

Le pape Jean-Paul II a lancé, mardi 25 décembre, dans son message de Noël *(lire page 14)*, un appel à poursuivre avec patience la voie du dialogue afin de résoudre la crise du Golfe et éviter « l'aventure sans retour » d'une guerre. Mais en relançant, ces dernières semaines, l'idée de « guerre juste », certains prélats se sont démarqués des positions résolument pacifistes adoptées par l'Église catholique.

Répondant aux bruits de bottes qui s'amplifient en Arabie saoudite, les réflexions inquiètes des membres de la hiérarchie catholique se multiplient. Aux appels à la paix lancés par le pape se succèdent les déclarations et les communiqués d'épiscopats nationaux ou d'évêques isolés qui demeurent soucieux de répondre concrètement à la question de la *guerre et de sa justification.*

Ainsi, en France, un texte collectif, publié le 10 novembre, par la Conférence des évêques réunie à Lourdes, a ponctué une série de « petites phrases » à l'emporte-pièce, souvent plus spontanées que mûrement réfléchies, comme le « *Mieux vaut la guerre que le déshonneur* » du cardinal Decourtray. Les évêques français, en affirmant que la guerre n'était pas « *aujourd'hui un moyen adapté pour obtenir justice de la violation des droits* », n'ont cependant pas complètement écarté l'hypothèse d'un conflit armé. Celui-ci se justifierait, selon eux, « *une fois épuisées les possibilités d'un règlement pacifique* ».

De leur côté, saisis par les multiples renforts de troupes envoyés par l'administration Bush, les évêques américains ont adressé, le mois dernier, une sévère mise en garde au président Bush, en déclarant avec insistance qu'il serait « *immoral* » que le pays engage le fer et le feu avec l'Irak . *Certains, cependant, n*'écartaient pas non plus l'hypothèse d'une « guerre limitée ». *Même tonalité en Grande-Bretagne,* où le primat catholique a estimé qu' « *une intervention limitée pouvait se justifier* » .

De la guerre « sainte » à la guerre « juste »

Cet appel aux armes comme dernier recours, pour défendre le droit, n'est pas, dans les Eglises chrétiennes, une idée neuve. Saint-Augustin, au quatrième siècle, repris au Moyen-Age par Saint-Thomas d'Aquin, avait déjà forgé le concept de « guerre juste ». Celle-ci trouvait sa justification dans la légitime défense et la réparation des injustices . C'est aussi, à quelques nuances près, l'idée de « *guerre légitime* » qu'avançait Mélanchthon, proche collaborateur de Luther, chez les protestants.

Cette notion de « *guerre juste* » connaît, avec le conflit du Golfe, et dans le cadre de l'ONU, un renouveau inattendu . L'Institut du droit de la paix et du développement (UER de troisième cycle de l'Université de Nice), dirigé par le professeur Maurice Torelli, y a récemment consacré un colloque auquel sont venus participer plusieurs personnalités religieuses, universitaires et diplomatiques, juives, chrétiennes et musulmanes. Il y était rappelé comment, historiquement, cette notion de justice avait supplanté dans les trois grandes religions monothéistes l'attitude ancestrale qui consistait à sanctifier les conflits. Par la volonté de Dieu, les guerres étaient soit « *prescrites* » pour les juifs, soit « *saintes* » pour les musulmans (*Jihad* mineur) (1), soit « *des croisades* », pour les catholiques.

Avec le temps, la guerre sanctifiée est devenue « guerre juste ». Aux guerres « *prescrites* », le judaïsme a opposé, suivant les écoles rabbiniques, les guerres « *permises* », essentiellement défensives. Même processus *dans le monde musulman, où la* justice (*El haq*, également « *vérité* »), fondement de toute relation humaine, fait toujours explicitement de l'iniquité un sérieux motif de guerre (2) .

Mais on connaît par la suite les travers historiques de la « guerre juste ». Fait du prince, elle était souvent légitimée par les deux parties rivales... au nom de la même juste cause, au risque que Dieu y perde les siens. Il est donc plutôt curieux de voir resurgir aujourd'hui, quand pointent les têtes nucléaires et les masques à gaz, ce concept de « guerre juste », élaboré au temps de l'arbalète.

Pour l'Eglise catholique, le changement de cap avait été établi sans équivoque au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Pie XII, en décembre 1944, déclarait : « *la théorie de la guerre juste, comme moyen de résoudre les conflits, est aujourd'hui dépassée* ». La prolifération et la technicité croissante des armements, l'arme nucléaire elle-même infléchissaient progressivement la doctrine catholique.

« Si vis pacem, para pacem »

Le concile Vatican II (1962-1965) a par la suite confirmé cette évolution. Non pas considérée comme une simple absence de guerre, mais bien plus comme un état de justice, la paix devait être le fruit du respect des personnes . De fait, les catholiques développaient le concept *de* « *paix* juste », illustrant le célèbre propos de Paul VI : « *Si vis pacem, para pacem* » (*si tu veux la paix, prépare la paix*) .

C'est donc apparemment à contre-courant du magistère reçu que sont apparues les récentes et diverses déclarations des épiscopats nationaux sur la guerre juste au Proche-Orient. Quand on garde en tête le vibrant « *plus jamais la guerre !* », *lancé par Paul VI en 1965 à la tri*bune de l'ONU, évoquer ne serait-ce que l'éventualité d'une guerre a, semble-t-il dans le discours catholique, quelque chose d'anachronique.

Tout se passe, en fait, comme si ce discours catholique avait été pris à contrepied par la crise du golfe. L'existence de plusieurs sensibilités sur les questions militaires au sein de l'épiscopat français en témoigne. Comme l'atteste, en Angleterre et au Pays de Galles, la déclaration de certains évêques catholiques – auxquels se sont joints méthodistes et réformés – qui jugent que les critères d'une guerre « juste » dans le Golfe ne sont pas remplis (une position proche de celle du primat anglican, Mgr Runcie, l'archevêque de Canterbury) .

Ce contre-pied s'explique aisément. Depuis Pie XII, les réflexions de l'Eglise ont toujours été orientées par l'éventualité d'un conflit nucléaire et les rapports Est-Ouest. « *Il est devenu humainement impossible*, disait Jean XXIII dans l'encyclique *Pacem in terris* (1963), *de penser que la guerre reste, en notre ère atomique, le moyen adéquat pour obtenir justice dans la violation d'un droit* ».

La dissuasion était devenue, surtout dans les années 1980, l'axe central d'un débat aux multiples contradictions, dont l'Eglise avait réussi à sortir *grosso modo* indemne. Il s'agissait d'accepter moralement le nucléaire comme « *arme politique de non-emploi* », à condition qu'il s'inscrive dans le cadre général d'une politique concrète de désarmement. Les évêques français avaient publié en ce sens, en 1983, un texte retentissant, intitulé « *Gagner la paix* » .

Or, les cadres mêmes de la réflexion ont été récemment bouleversés. L'effondrement du bloc communiste, le déplacement des tensions vers le Proche-Orient, qui risque à terme d'opposer plus généralement le monde arabe au monde occidental et d'induire des effets ethniques, culturels et religieux imprévus, a rendu caduque un discours qui n'était plus approprié au cas d'un conflit armé conventionnel.

Depuis le 26 août dernier, date à laquelle Jean-Paul II a condamné « *les graves violations du droit international et des principes moraux qui doivent présider à la cohabitation des peuples* », aucun communiqué du Vatican, autrement que sous des formes d'appel à la paix et à la prière, n'est venu donner le ton sur l'attitude à adopter en cas d'aggravation de ce conflit. Le pape, à l'image des évêques français, tiraillés entre la juste guerre ou la paix à tout prix, a tacitement choisi une troisième voie – celle du respect du droit international – en s'en remettant aux bons offices de l'ONU.

L'opposition de deux mondes

L'édition française de l'*Osservatore romano* du 20 novembre précise ce point de vue. « *En reconnaissant la valeur spirituelle de la non-violence*, explique le journal officiel du Saint-Siège, *le magistère de l'Eglise n'a pas pour autant condamné l'approche militaire de la paix (...) L'Eglise accepte qu'il y ait plusieurs voies légitimes pour maintenir la paix dans un monde imparfait où l'injustice et la violence peuvent se manifester à tout moment. Aussi, l'Eglise accepte ou tolère-t-elle que les armes apportent leur contribution au maintien de la paix et, en cas de nécessité, à la légitime défense.* » Dans ce revirement d'opinion, il existerait donc désormais deux plans : « *l'objectif final – le « plus jamais la guerre » de Paul VI – et la situation concrète de violence institutionnelle dans laquelle se trouve l'humanité* » .

Un sondage, effectué en 1987 par l'UNESCO, classait géographiquement les valeurs mises en exergue par les populations locales dans le monde. Placée au septième rang des valeurs importantes en Europe de l'Ouest, la paix se plaçerait au troisième rang en l'an 2000, la religion n'étant mentionnée ni pour aujourd'hui, ni pour demain . En revanche, placée au rang 19 par les populations arabes, la paix n'est plus mentionnée à l'horizon 2000, tandis que la religion, elle, progresse du cinquième au deuxième rang !

C'est vers ce monde où les religions regagnent en intérêt que l'actualité s'est tourné. Vers un Proche-Orient, « *que l'on a tendance à très vite diaboliser*, remarque Mgr Michel Dubost, évêque aux armées. *Un monde où la quête d'un nouvel ordre économique mondial se mêle parfois avec les prises de positions religieuses* ». Or, dans ce contexte et cette nouvelle vision du monde, nombreux sont les catholiques qui s'interrogent déjà sur la difficulté qu'il y aurait à proclamer une parole d'Eglise en cas de conflit. Conscients que le texte « *Gagner la paix* » de 1983 n'est manifestement plus à jour, et que l'injonction pontificale « *Plus jamais la guerre* », demande plus que jamais à être explicitée.

JEAN-MICHEL DUM[illegible]

(1) Par opposition au Jihad majeur [illegible] consiste en la purification de l'âme [illegible] travail sur soi.

(2) L'Académie islamique du Djeddah (Arabie saoudite), en pr[illegible] que « toute guerre est injuste, à l'except[illegible] de la lutte menée à des fins défens[illegible] [illegible]tinée à la libération et au recouv[illegible]ement [illegible] territoire et de souveraineté spoliés ou pour la sauvegarde de la religion bafouée ou enfin pour la protection des opprimés et des victimes de l'injustice », semble justifier ainsi théologiquement l'éventualité d'une intervention militaire contre l'Irak.

Les déboutés du droit d'asile

Suite de la première page

Une procédure accélérée permet de traiter de nombreuses demandes sans entendre les requérants et une « *prime exceptionnelle* » a même été allouée au personnel « *en fonction des objectifs atteints* ». La proportion des demandes retenues a, dans le même temps, chuté de moitié. Sur quatre-vingt-dix mille dossiers traités pendant l'année 1990, l'OFPRA estime qu'elle en aura accepté treize mille. Le « stock » des candidats qui, pendant souvent plusieurs années, attendaient une réponse, aura certes été absorbé. Mais un stock en a chassé un autre. Et les pouvoirs publics se trouvent aujourd'hui confrontés à une nouvelle génération de « clandestins » .

« *Réfugié politique ?...* » Presmy hésite, hausse ses épaules voûtées, puis, en souriant, lâche un « *oui* », manifestement pas plus convaincu que convaincant. Il n'a pas fait davantage de politique que bien des Haïtiens, n'a pratiquement pas connu la prison, mais craint simplement de finir comme son beau-frère, « *assassiné par des tontons macoutes, il y a deux ans* ». Son histoire est presque banale. A vingt et un ans, il quitte Haïti et part travailler en Guyane. Trois ans plus tard, il rentre voir sa mère, sérieusement malade. A la frontière, il est arrêté. « *Tous ceux qui rentraient de Guyane étaient considérés comme politiques* », assure-t-il . Son père parvient, au bout de quelques jours, à le faire libérer. « *Mais à tout moment, ils pouvaient revenir.* »

Alors Presmy choisit l'exil. Il part vers la Belgique le 30 novembre 1985, gagne clandestinement la France, où vivent déjà deux de ses sœurs, et dépose, le 30 juillet 1986, une demande d'asile à l'OFPRA. Après un premier rejet, la commission de recours vient donc d'écarter définitivement son dossier. Comme elle a écarté ceux d'Ercan, de Daniel, de Sylvie.

Lorsque Ercan évoque le retour en Turquie, il le fait d'un geste. Rapidement, le doigt glisse le long de la gorge, la tête bascule en arrière. « *Là-bas, il faut choisir son camp, très tôt* », explique-t-il. Alors dès quatorze ans, Ercan s'inscrit au Parti communiste. Trop jeune pour être inquiété lors du coup d'Etat du 12 septembre 1980, il l'est quelques années plus tard, alors qu'il continue ses activités dans la clandestinité. Emprisonné pendant quelques mois, il fuit en Grèce puis passe en Italie avant d'aboutir en France. De ce périple, comme de son passé, il ne reste aucune trace. « *Ils ont rejeté mon dossier pour manque de preuves. Mais qu'est-ce que je peux prouver ? Que je suis recherché ? Les autorités turques disent que non, mais ils m'attendent !* »

Doutes sur l'authenticité

Des preuves, Daniel pense en avoir apporté suffisamment. Une copie de l'avis de recherche par les forces armées haïtiennes, une carte de membre des Jeunesses ouvrières, et l'acte de décès de son frère Gérard, « *frappé d'une balle* ». La commission de recours, comme dans 96 % des cas, a suivi la décision de l'OFPRA et en a jugé autrement, doutant pour avoir été confrontée à nombre de faux, de l'authenticité des documents présentés.

Sylvie est déjà parvenue à faire rouvrir son dossier après le rejet définitif de sa demande. C'est qu'entre-temps, au Zaïre, des éléments nouveaux sont intervenus. Son père, opposant politique de toujours au régime du président Mobutu a, dit-elle, été battu à mort. Mais ni l'acte de décès ni les photos du corps ne prouvent, selon l'OFPRA, qu'il y a bien eu assassi*nat*. Elle dispose également d'un certificat précisant l'état dans lequel la police a remis cette « *manifestante* » de vingt-deux ans à l'hôpital, un jour du printemps 1989. Pour son second séjour en prison en moins de six mois, deux policiers lui avaient, affirme-t-elle, donné le choix : le viol ou plonger sa main dans l'eau bouillante. Sylvie avait choisi la seconde solution qui l'avait conduite à l'hôpital. Dès sa sortie, Sylvie corrompt un fonctionnaire, et obtient un passeport puis un visa pour la Belgique afin, dit-elle, de suivre des soins médicaux. Mais elle passe ensuite en France où sa sœur dispose déjà du statut de réfugiée.

L'attitude de l'OFPRA la révolte. « *On a toujours tort. Si on a un passeport, on ne trouve pas ça normal. Si on entre clandestinement, on nous le reproche. Pareil pour les preuves. Ou on en a trop, et on est suspect ; ou on n'en a pas assez et on est rejeté. Mais qu'est ce qu'ils veulent ? Supprimer complètement le droit d'asile ?* » En attendant le réexamen de son dossier, Sylvie vit dans une curieuse illégalité. Son autorisation de séjour a expiré le 29 août et n'a pas été renouvelée. Elle n'a également plus de carte de travail mais son employeur continue de la déclarer et elle, de payer les cotisations sociales.

Régularisation exceptionnelle

Tranquillement, elle envisage la clandestinité, une situation que rencontrent déjà nombre de ses amis zaïrois. « *Pour une fille, c'est moins dangereux. Les policiers ne nous contrôlent pas autant. Du moment qu'on achète bien notre carte orange et qu'on évite les stations comme Châtelet, Gare de Lyon ou Gare du Nord, ça va.* » De son côté, Presmy se prépare déjà à la vie secrète et il a commencé à chercher un emploi au noir. Lui, qui depuis quatre ans travaillait dans une entreprise d'entretien, vient en effet d'être licencié sur la demande de l'administration. Son patron a bien promis, lettre à l'appui, qu'il lui retrouverait une place une fois la situation réglée, mais le temps presse. « *Je dois nourrir ma femme et ma petite fille. Je dois aussi payer mon loyer. Je ne vais quand même pas rester là et attendre.* »

Alors, comme une centaine de ses compatriotes, Presmy s'est présenté à la permanence du Réseau d'information et de solidarité, constitué par plusieurs associations (1). Là, on lui a conseillé de tenter une dernière démarche, la « *régularisation exceptionnelle* ». Soigneusement, il a écrit au ministère de l'intérieur pour demander une autorisation de séjour, au ministère de la solidarité pour réclamer une autorisation de travail, et à la préfecture de Créteil (Val-de-Marne), qui, si les deux administrations lui en donnent l'accord, régularisera sa situation. Presmy garde quelques chances : en France depuis plus de cinq ans, chef de famille, et disposant potentiellement d'un emploi stable, il présente les conditions d'un « *début d'intégration* », comme l'exige la circulaire Pandraud du 5 août 1987.

Daniel, qui sait au contraire n'avoir presque aucune chance, a déjà choisi de ne plus répondre aux convocations de la préfecture. Il pourrait bien s'y voir accueilli par des policiers chargés de le reconduire à la frontière. « *Nous en sommes arrivés à conseiller à tout le monde de ne pas se rendre à la préfecture*, regrette-t-on au GISTI, le groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés. *Ça les pousse vers la clandestinité, mais que peut-on y faire ?* »

Pas grand-chose, semblent répondre en chœur l'OFPRA, les ministères, et les associations. La police n'a pas les moyens de reconduire à la frontière tous les illégaux, . L'OFPRA refuse tout signe d'ouverture, de peur d'attirer de nouveaux étrangers. Et personne n'envisage de régularisation massive qui irait à l'encontre d'une opinion actuellement très sensible aux questions d'immigration. Loin des questions d'opinion, Presmy, Daniel, Sylvie et Ercan attendent, prêts à entamer une nouvelle vie, plus isolée, moins confortable. Mais une chose est sûre : ils n'ont pas l'intention de quitter la France.

NATHANIEL HERZBERG

(1) Conseil des associations d'immigrés en France (CAIF), Centre d'informations et d'études sur les migrations internationales (CIEMI), Cimade, Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP), Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI), Groupe de recherche, d'échanges et de communication (GREC), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Service national de la pastorale des migrants (SNPM) .

Prochain article : Consignés à Roissy

C'EST PAS COMPLIQUÉ, POUR EFFACER TU APPUIES LÀ

EN BREF

□ **Trois associations anti-avortement protestent contre un arrêt du Conseil d'Etat.** – Trois associations françaises opposées à l'avortement protestent, dans un communiqué, mardi 25 décembre, contre l'arrêt du Conseil d'Etat confirmant la conformité de la loi française sur l'interruption volontaire de grossesse avec les textes européens (*le Monde* du 23-24 décembre).

Le Comité pour sauver l'enfant à naître, l'Association pour l'objection de conscience à toute participation à l'avortement et l'Association des médecins pour le respect de la vie, qui avaient déposé un recours en Conseil d'Etat contre la pilule abortive RU 486, estiment « *regrettable* » que le Conseil d'Etat « *n'ait pas cru devoir vérifier si les exceptions aménagées par la loi française offraient des garanties suffisantes pour assurer la protection de l'enfant à naître* ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5421

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III			■		■				
IV									■
V						■			
VI					■				
VII					■				
VIII		■					■		
IX					■				
X				■					■
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Variétés d'oignons. – II. Rudement pincée. – III. Laisse toujours des restes. Un gouffre. – IV. Se mettre à mordre. – V. Quand il n'y a pas de signe particulier. Coule en France. – VI. Se met dans un coin. Une pièce très sombre. – VII. Coule en Normandie. Aussi familier. – VIII. Une question pour le psychologue. Divinité. – IX. Qui a des raisons de se plaindre. Fait facilement son trou. – X. Pourri quand il est froid. Qui a beaucoup circulé. – XI. Pêché en Méditerranée. On l'a à nos pieds.

VERTICALEMENT

1. Pas très corrects en affaires. – 2. Tout simplement. Dans un alphabet étranger. – 3. Dieu. Parler comme au pays. – 4. Qu'on n'attendra pas longtemps. – 5. Saint. Conjonction. Terme musical. – 6. Est comme un ver. Des fleuristes, c'est l'acacia. – 7. On l'a parfois à l'œil. Sur un chantier naval. – 8. Des hommes de système. – 9. Fleuve. Pas laissés en place.

Solution du problème n° 5420

Horizontalement

I. Plongeoir. – II. Hiver. Ira. – III. Onéreuses. – IV. To. Fête. – V. Olé ! Nille. – VI. Ger. Lier. – VII. Ruminée. – VIII. Amibe. Ran. – IX. Téta. Se. – X. Huer. Mite. – XI. Ensevelis.

Verticalement

1. Photographe. – 2. Linoléum. Un. – 3. Ove. Ermites. – 4. Nerf. Ibère. – 5. Green. Net. – 6. Utile. Ame. – 7. Oiselier. Il. – 8. Ire. Le. Asti. – 9. Rassérénés.

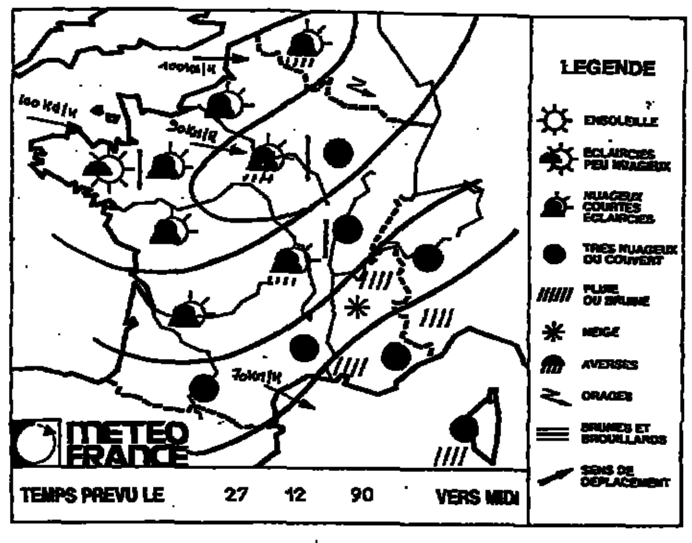
GUY BROUTY

AGENDA

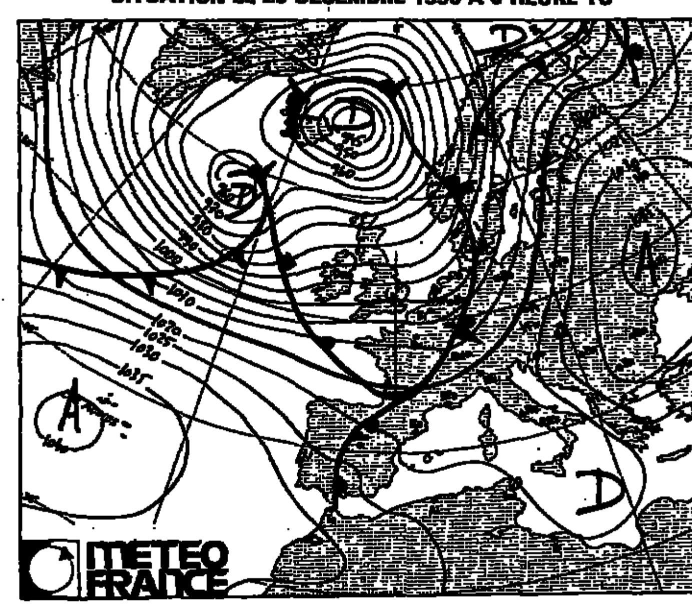
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 27 décembre

Pluies, averses, vents forts



SITUATION LE 26 DÉCEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



Vendredi : Arrivée de la pluie et du vent par l'Ouest. – Sur la majeure partie du pays la journée débutera sous la grisaille et quelques bancs de brouillards locaux sauf sur le pourtour méditerranéen où les éclaircies seront de mise. *Dès le début de journée les pluies* arriveront en Bretagne, elles seront assez marquées et gagneront rapidement vers l'Est. Le soir ce mauvais temps concernera l'Est du pays, cependant sur le Sud-Est les précipitations auront un caractère beaucoup plus faible. Des chutes de neige se produiront sur les Pyrénées au-dessus de 2 000 mètres, un peu plus bas sur les Alpes.

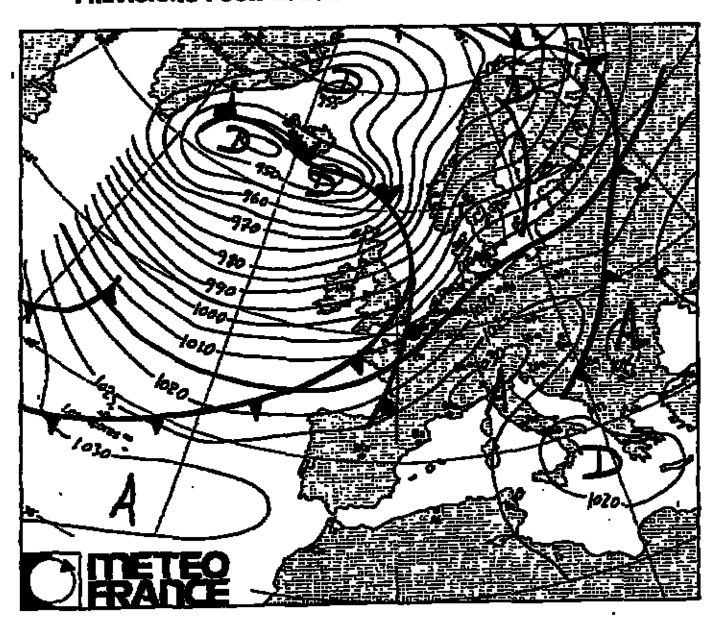
En cours d'après-midi les pluies cesseront sur l'Ouest et le soleil fera de timides apparitions.

Sur la moitié Nord le vent de Sud-Ouest soufflera assez fort avec des rafales atteignant 80 km/heure sur les *côtes de la Manche et la Bretagne.*

Les températures matinales s'étageront d'une façon générale entre 4 degrés à 5 degrés sur l'Ouest et – 1 degré à 1 degré sur l'Est, sur le pourtour méditerranéen elles seront voisines de 2 degrés à 3 degrés.

Les températures maximales varieront de 11-13 degrés de la Bretagne à l'Aquitaine à 6-8 degrés sur l'Est.

PRÉVISIONS POUR LE 28 DÉCEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 26-12-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 25-12-90 à 6 heures TU et le 26-12-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	11	6	-
BIARRITZ	11	9	P
BORDEAUX	9	6	P
BOURGES	8	1	N
BREST	12	5	P
CAEN	9	4	C
CHERBOURG	9	5	C
CLERMONT-FER.	8	3	D
DIJON	4	1	P
GRENOBLE-SM-H	6	0	P
LILLE	7	2	D
LIMOGES	5	2	B
LYON	7	5	N
MARSEILLE-MAR.	9	7	P
NANCY	4	4	P
NANTES	11	5	N
NICE	11	7	P
PARIS-MONTS	8	3	D
PAU	10	7	P
PERPIGNAN	14	7	P
RENNES	11	3	C
ST-ÉTIENNE	9	1	C
STRASBOURG	5	1	P
TOURS	8	2	N
TOULOUSE	9	6	P
POINTE-A-PITRE	30	19	D
ÉTRANGER			
ALGER	8	6	C
AMSTERDAM	7	4	A
ATHÈNES	10	5	D
BANGKOK	30	21	D
BARCELONE	13	6	C
BELGRADE	4	-1	D
BERLIN	1	2	N
BRUXELLES	7	3	D
LE CAIRE	22	10	D
COPENHAGUE	2	0	P
DAKAR	23	17	D
DELHI	23	10	C
DJERBA	15	12	N
GENÈVE	5	3	P
HONGKONG	-	-	-
ISTANBUL	8	5	C
JÉRUSALEM	11	2	D
LISBONNE	15	12	A
LONDRES	10	4	C
LOS ANGELES	19	6	D
LUXEMBOURG	3	2	P
MADRID	5	3	P
MARRAKECH	17	7	D
MEXICO	21	7	B
MILAN	2	-1	D
MONTRÉAL	0	17	C
MOSCOU	-3	-8	D
NAIROBI	26	17	C
NEW-YORK	17	-5	D
OSLO	5	1	+
PALMA-DE-MAJ.	15	11	N
PÉKIN	1	-9	D
RIO-DE-JANEIRO	27	25	N
ROME	11	9	C
SINGAPOUR	32	24	C
STOCKHOLM	2	1	C
SYDNEY	28	22	D
TOKYO	13	3	A
TUNIS	16	9	P
VARSOVIE	-2	-8	D
VENISE	3	0	P
VIENNE	2	-3	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 26 décembre

TF 1

20.45 **Variétés : Sacrée soirée.** Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Spécial Ça c'est Paris !
22.35 ***Cinéma : Monpti.*** ■■ Film allemand de Helmut Kautner (1957).
0.15 **Journal, Météo et Bourse.**
0.35 **Série : Ray Bradbury présente...**
1.00 **Championnat du monde d'échecs.**

A 2

20.45 ▶ **Téléfilm : Stim et Stern.** De Peter Kassovitz, avec Claude Rich, Jacques Dufilho.
22.20 **Divertissement : L'actualité du rire.** Emission d'André Halimi.
22.45 **Concert : Eddy Mitchell au Casino de Paris.** Enregistré le 2 décembre.
0.00 **Journal *et* Météo.**

FR 3

20.40 **Magazine : La marche du siècle.** Présenté par Jean-Marie Cavada. Rêves d'enfants.
22.20 ***Journal.***
22.40 **Magazine : Faut pas rêver.** Présenté par Sylvain Augier. Burkina-Faso : Crèches à bobo, Noël Samo ; Sri-Lanka : Un éléphant de Ceylan ; France : Pommerol ressuscité.
23.35 ***Variétés :* Stars de rêve, rêves de stars.** Emission présentée par Vincent Perrot.
1.15 **Musique : Carnet de notes.** Passacaille, de Bach, par Emile Naoumoff, piano.

CANAL PLUS

21.00 **Cinéma : Joyeux Noël, bonne année.** ■■ *Film franco-italien* de Luigi Comencini (1989). Avec Michel Serrault, Virna Lisi, Consuelo Ferrara.
22.40 **Flash d'informations.**
22.45 **Cinéma : Willow.** ■■ Film américain de Ron Howard (1988) (v.o.).
0.50 **Cinéma : Les quatre cents coups.** ■■ *Film français de François Truffaut* (1959). Avec Jean-Pierre Léaud, Claire Maurier, Albert Rémy.

LA 5

20.40 ***Histoires vraies.*** La baleine bleue, téléfilm de Richard T. Heffron.
22.20 **Débat : L'écologie.** Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schönberg.
0.00 **Journal de minuit.**

M 6

20.35 ***Téléfilm :*** **Le fantôme des Canterville.** De Paul Bogart.
22.15 **Série : Brigade de nuit.**

23.10 **Documentaire : 60 minutes. Spécial Cary Grant.**
0.05 **Six minutes d'informations.**
0.10 **Magazine : Dazibao.**
0.15 **Concert Martial Solal.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

21.00 **Documentaire : Forest of bliss.** *De Robert Gardnor.*
22.25 **Cinéma d'animation : Images.**
22.30 **Cinéma : Fitzcarraldo.** ■■■ Film allemand de Werner Herzog (1982).

FRANCE-CULTURE

20.30 **Antipodes.**
21.30 **Communauté des radios publiques de langue française.**
22.40 **Les nuits magnétiques.** *Pologne 90.*
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Jardins divers.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Concert** (donné le 6 octobre par la Fondation Royaumont) : Jephté, oratorio en trois parties, de Haendel, par l'Ensemble vocal Currende Consort, dir. : Erik Van Nevel, l'Ensemble Il Fondamento, dir. : Paul Dombrecht.
23.15 **Poussières d'étoiles.**

Jeudi 27 décembre

TF 1

13.35 **Téléfilm : L'ultime frontière** (2e partie).
15.10 **Tiercé à Vincennes.**
15.20 **Série : Les chevaliers du ciel.**
16.05 **Club Dorothée Noël.**
17.45 **Série : Starsky et Hutch.**
18.30 **Jeu : Une famille en or.**
18.55 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.50 **Divertissement : Pas folles, les bêtes !**
19.55 **Tirage du Tac-O-Tac.**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.40 **Téléfilm : Le cavalier masqué.** *De John Hough, avec Michael York*, Oliver Reed.
22.15 **Variétés : Paris Casino.** Emission présentée par Pascal Sevran.
23.45 **Journal, Météo et Bourse.**
0.05 **Série : Ray Bradbury présente...**
0.30 **Série : Côté cœur.**
0.55 **TF 1 nuit.** Reportages (rediff.).
1.25 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
1.45 **Info revue.**
2.30 **Série : Enquêtes à l'italienne.**
3.25 **Série : Intrigues.**
3.50 **Documentaire : Histoires naturelles** (rediff.).

A 2

13.40 **Feuilleton : Le comte de Monte-Cristo.**
15.40 **Documentaire : La planète des animaux.**
16.30 **Série : Zorro.**
16.55 ▶ **Feuilleton : Laura et Luis.**
17.50 **Magazine : Giga.**
19.45 **Le petit prince.** Le roman d'Antoine de Saint-Exupéry raconté par Richard Bohringer.
20.00 ***Journal et Météo.***
20.35 **INC.**
20.40 ▶ **Magazine : Envoyé spécial.** Présenté par Bernard Benyamin. La chaîne de l'espoir ; Eddy Mitchell dans le golfe.
21.55 **Théâtre : Le Père Noël est une ordure.** Pièce écrite, mise en scène et jouée par l'équipe du Splendid.
23.30 **Journal et Météo.**
23.50 ***Magazine : Envoyé spécial.*** La bête sous la Manche, de Jean-François Delassus et Vincent Maillard (rediff.).

FR 3

13.00 ***Magazine : Carré vert.***
13.30 **Magazine : Regards de femme.**
14.05 **Documentaire : Le Musée d'Orsay.**
15.05 **Téléfilm : Chaînes conjugales.** De Larry Elikann, avec Loni Anderson, Michelle Lee.
16.40 **Dessin animé.**
16.50 **Jeu : L'œuf de Colomb.**
17.30 **Dessin animé.**
17.40 **Série : Pas de répit sur planète Terre.**
18.30 **Jeu : *Questions pour un champion.***
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
20.10 **Jeux : La classe.**
20.35 **INC.**
20.40 **Cinéma : L'homme de Rio.** ■■ Film français de Philippe de Broca (1963). Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Dorléac, Jean Servais.
22.35 **Journal et Météo.**
23.00 **Magazine : Ce soir ou jamais.** Présenté par Caroline Tresca. Invitée : Julia Migenes.
0.30 **Musique : Carnet de notes.** Aria de la cantate 169, de Bach, par André Isoir, orgue.

CANAL PLUS

13.30 **Cinéma : L'évadé du futur.** ■ Film américain de Michael Crichton (1984). Avec Tom Selleck, Cynthia Rhodes, Gene Simmons.
15.10 **Magazine : 24 heures** (rediff.).
16.05 **Cinéma : L'apprentie sorcière.** □ Film américain de Robert Stevenson (1971). Avec Angela Lansbury, David Tomlison, Sam Jaffe.
17.55 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 20.30

18.30 **Dessins animés : Ça cartoon.**
18.45 **Les fables géométriques.**
18.50 **Top 50.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
20.30 **Cinéma : He's my girl.** ■ Film américain de Gabrielle Beaumont (1987). Avec David Hallyday, Tk Carter, David Clennon.
22.10 **Flash d'informations.**
22.15 **Cinéma : Piège de cristal.** ■ Film américain de John McTiernan (1988). Avec Bruce Willis, Alan Rickman, Bonnie Bedelia (v.o.).
0.20 **Cinéma : Dream demon.** ■ Film britannique d'Harley Cokliss (1988). Avec Kathleen Wilhoite, Jemma Redgrave, Jimmy Nail.
1.45 **Magazine : Cinémode fêtes 90.**

LA 5

13.30 **Cinéma : Le voleur de Bagdad.** □ Film britannique de Clive Donner (1978). Avec Kabir Bedi, Roddy McDowall, Peter Ustinov.
15.15 **Série : K 2000.**
16.25 **Dessins animés.**
18.30 **Série : Happy days.**
19.00 **Série : Arnold et Willy.**
19.30 **Série : Tel père, tel fils.**
20.00 **Journal.**
20.35 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Téléfilm : L'île de la passion.** De Marvin J. Chomsky, avec Susan Dey, Bruce Boxleitner.
22.30 **Cinéma : Ça n'arrive qu'à moi** ■ Film français de Francis Perrin (1984). Avec Francis Perrin, Véronique Genest, Bernard Blier.
0.10 **Journal de minuit.**
0.20 **Feuilleton : Les Thibault** (5e épisode, et à 3.00).
1.50 **Feuilleton : Joseph Balsamo** (5e épisode, et à 4.30).
2.50 **Le journal de la nuit.**
5.30 **Musique : Aria de rêve.**

M 6

13.25 **Série : Madame est servie** (rediff.).
13.55 ***Série : Docteur Marcus Welby.***
15.15 **Variétés : Bleu, blanc, clip.**
16.30 **Série : Vegas.**
17.15 **Variétés : Tungstène.**
17.40 **Jeu : Zygomusic.**
18.05 ***Six minutes d'informations.***
18.15 **Cinéma : Hercule contre Moloch.** □ Film italien de Giorgio Ferroni (1963). Avec Gordon Scott, Alessandra Parano.
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.30 **Six minutes *spécial :* Mode 6, l'imagination au pouvoir.**
20.35 **Téléfilm : Graine de champion.** De Mel Damski, avec Keith Carradine, Mare Winningham.
22.15 **Téléfilm : L'impensable suspect.** De Roy Campanella, avec Margot Kidder, Barry Bostwick.
23.45 **Six minutes d'informations.**
23.50 **Magazine : Dazibao.**
23.55 **Sexy clip.**
0.35 **Concert : Patrice Caratini onztet.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

16.00 **Théâtre : Largo desolato.** Pièce de Vaclav Havel.
17.30 **Vidéo-danse : Ecarlate.** De Marc Guérini, sur une chorégraphie de Jean Gaudin.
18.00 **Spécial animation jeunesse.**
18.30 **Documentaire : Ici bat la vie** (La loutre de mer).
19.00 **Documentaire : Voyage iconographique, le martyre de saint Sébastien.** D'Eric Pauwels.
19.55 **Chronique : Le dessous des cartes.**
20.00 **Spécial animation jeunesse.**
20.30 **Documentaire : Ici bat la vie** (Au cœur de l'Afrique).
21.00 **Théâtre : Le malade imaginaire.** Pièce de Molière, mise en scène de Jean-Marie Villégier et Christophe Galland.
0.30 **Documentaire : Peke, peke, le bruit des bateaux.** De Patrick Jan.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Le rêve de Lucy,** de Pierre Pelot, d'après les travaux de Yves Coppens.
21.30 **Ferand Point** (1re partie).
22.40 **Les nuits magnétiques.** Pologne 90.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Jardins divers.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 8 novembre en l'église Saint-Augustin, lors du Festival d'art sacré) : Musiques traditionnelles, par The Arc Gospel Choir.
23.07 **Poussières d'étoiles.** La boîte de Pandore : Nicolas Poussin (2). Entracte : Paris 1640-1642 (œuvres de Gaultier, Moulinié, Champion de Chambonnières, Du Caurroy, Signac, Raquet, Gouy, Couperin). Second *acte : Rome 1642-1665 (œuvres de Landi,* Rossi, Frescobaldi, Farina, Carissimi, Frescobaldi, Orgas).

ÉCONOMIE

BILLET

Lourd écu

Malgré le départ de Mme Margaret Thatcher, la Grande-Bretagne paraît ne rien avoir perdu de son volontarisme. Selon le *Financial imes*, le Trésor britannique étudierait actuellement un projet d'émission internationale d'obligations libellées en « écus lourds ». Le but de cette opération serait de promouvoir une nouvelle monnaie, que la Grande-Bretagne souhaite voir circuler en Europe. Contrairement à la monnaie unique dont la Commission européenne veut obtenir la création à terme, l'écu lourd circulerait en parallèle avec les devises des pays de la Communauté.

A l'inverse de Paris ou de Rome, Londres n'a pour l'instant jamais émis d'obligations en écus pour financer ses comptes publics. Si le projet actuel se concrétise, la dette de l'Etat britannique ne serait pas libellée en se fondant sur l'écu « traditionnel », panier des monnaies de la Communauté, mais sur ce fameux « écu lourd », rebaptisé pour la circonstance, peut-être sous le nom d'Europa. La différence entre les deux types d'écus est que le premier voit sa valeur révisée régulièrement, alors que le second ne pourrait jamais, par définition, faire l'objet d'une dévaluation.

Le débat paraît technique, mais se trouve au cœur des discussions sur l'union monétaire européenne (UEM). Jusqu'à l'entrée de la livre dans le système monétaire européen, en octobre dernier, les autorités britanniques s'étaient contentées de rejeter le processus de l'UEM. Aujourd'hui, elles tentent de faire évoluer le projet dans le sens qui leur sied, afin d'éviter l'abandon de souveraineté monétaire qui découlerait de l'adoption d'une monnaie unique.

L'« écu lourd » n'existe pour l'instant que sur le papier, et émettre des obligations libellées en une monnaie qui n'existe pas encore représente un énorme pari. Mais si le Trésor britannique lance et réussit son opération – ce qui suppose qu'il obtienne la confiance des investisseurs internationaux, – l'avenir de l'UEM s'en trouverait considérablement modifié. Car les gouvernements ont appris qu'il était difficile de s'opposer aux goûts et préférences des investisseurs sur les marchés financiers.

F. L.

Malgré le ralentissement de la croissance économique

Le projet de budget japonais privilégie le financement des infrastructures sociales

Le projet de budget pour l'année fiscale 1991 (qui commencera le 1er avril), adopté le 24 décembre par le gouvernement et actuellement discuté par les différentes administrations concernées avant d'être présenté à la Diète le mois prochain *(le Monde* du 26 décembre), est symptomatique de la situation économique et sociale nippone : prévoyant un relatif ralentissement de la croissance, le gouvernement a présenté un budget destiné à soutenir l'activité économique qui continue, estiment néanmoins les autorités, à *« tourner à plein régime »*, tout en visant surtout à améliorer les infrastructures sociales.

TOKYO

de notre correspondant

Tout en poursuivant son expansion à un rythme supérieur à la plupart des nations industrialisées, l'économie nippone, qui connaît une croissance continue depuis quarante-neuf mois, commence cependant à présenter des signes d'essoufflement. La croissance de l'investissement privé, qui a été l'élément moteur de l'expansion de ces dernières années, passerait de 11,7 % à 6,8 % et devrait notamment entraîner un ralentissement de l'activité économique dont le rythme passera l'année prochaine de 5,2 % à 3,8 %, estime l'Agence de planification économique dans son analyse prévisionnelle pour 1991, publiée à la fin de la semaine dernière.

Le gouvernement a présenté un projet de budget en augmentation de 6,2 % qui se chiffrera à 70 340 milliards de yens (soit 2 600 milliards de francs environ). Les dépenses, 34 000 milliards de yens, augmenteront de 5,3 % – le plus important accroissement en douze ans. Conformément aux engagements pris par Tokyo dans le cadre des négociations américano-nippones sur les « obstacles structurels » au commerce en juin dernier, les dépenses publiques augmenteront de manière substantielle (+ 6 %).

Au terme de ces négociations, le Japon s'était engagé à dépenser 430 000 milliards de yens en travaux publics au cours des dix prochaines années. Le ministère des finances a prévu en conséquence un budget additionnel d'un montant de 200 milliards de yens destiné à l'amélioration de l'infrastructure sociale.

Diminuer le poids de la dette publique

Disposant d'un revenu par tête d'habitant figurant parmi les plus élevés du monde, le Japon est cependant en retard en ce qui concerne les infrastructures sociales dont on estime qu'elles sont au niveau de celles des Etats-Unis ou de l'Allemagne fédérale à la fin des années 1960. Le gouvernement doit notamment faire face au grave problème du vieillissement de la population qui risque de se poser de manière dramatique au tournant du siècle. Toujours au chapitre des dépenses, le projet prévoit une augmentation de 5,1 % du budget de la défense. Il s'agit du plus faible accroissement des dépenses militaires depuis 1960. En ce qui concerne l'aide au développement, celle-ci augmentera de 5,8 % par rapport au budget 1990 et se chiffrera à 865 milliards de yens. Le ministère des affaires étrangères a demandé une augmentation supérieure (+ 9,7 %) afin de pouvoir faire face aux engagements pris par le Japon : celui-ci doit consacrer quelque 50 milliards de dollars à l'aide au développement entre 1988 et 1992.

Tout en prévoyant un budget en expansion, le gouvernement a mis l'accent sur la nécessité de diminuer le poids de la dette publique. Le service de celle-ci (15 830 milliards de yens) augmentera de 10,8 % en raison de la hausse des taux d'intérêt. La proportion du budget affectée au service de la dette a atteint le niveau record de 22 % du total.

Le gouvernement a néanmoins prévu de réduire légèrement l'émission des emprunts d'Etat (– 250 milliards de yens) sur un total de 5 340 milliards. Les recettes fiscales (61 770 milliards) seront en augmentation de 6,5 %, cette croissance modérée étant la conséquence du ralentissement de l'activité économique.

PHILIPPE PONS

15 000 magasins sont restés ouverts le dimanche avant Noël en Grande-Bretagne

« Sunday is not closed »

Le dimanche anglais n'est plus le dimanche anglais, le jour le plus ennuyeux de la semaine. Un nombre croissant de grands magasins et de chaînes de distribution sont ouverts le dimanche, en violation des « shop laws » victoriennes qui pendant des siècles ont imposé un véritable couvre-feu sur les villes d'Angleterre et du pays de Galles.

LONDRES

correspondance

Plus de quinze mille magasins sont restés ouverts le dimanche avant Noël, en violation de l'interdiction du commerce dominical. Pour tenter de sauver une désastreuse saison des fêtes, conséquence de la récession économique, les commerçants n'ont pas hésité à désobéir à la législation superbement immuable imposée par la très puritaine Société pour la stricte observance du jour du Seigneur. Une réglementation archaïque dont l'effet est parfois contraire à celui souhaité. A Londres, on peut acheter une revue pornographique dans un kiosque à journaux, mais pas une Bible, le dimanche.

Selon le Shopping Hours Reform Council, le Conseil de réforme des heures d'ouverture des magasins, la loi ne répond plus aux nécessités du commerce. L'arrivée en masse, dans les années 70 d'immigrants de l'ex-Empire, Indiens, Pakistanais, Arabes, a bouleversé le commerce de détail. Non chrétiens et donc autorisés à ouvrir le dimanche, assidus, voués au travail, ils ont transformé des quartiers déserts le dimanche en bazars, embaumant à toute heure le curry et le paprika.

Comme Bayswater, Earls Court Road ou Westbourne Grove, où on trouve désormais côte à côte magasins d'alimentation, restaurants exotiques et agences bancaires qui ne dorment jamais. Plus récemment, la vague des *convenient stores* (américains) – ces petits supermarchés, ouverts sept jours sur sept et vendant des articles de première nécessité – a déferlé sur la Grande-Bretagne.

Comme en France, les syndicats sont hostiles à la libéralisation, craignant que la volonté des travailleurs, le droit du travail ou l'obligation des deux jours de repos ne soient violés le dimanche. Mais leur pouvoir est limité aux grandes surfaces et aux grandes chaînes de distribution. Selon le magazine de consommateurs *Which?*, une majorité de Britanniques qui travaillent en semaine apprécient de pouvoir faire leur shopping le dimanche. Quant au personnel, il est volontaire et souvent payé le double.

Le gouvernement de John Major opte pour le maintien du statu quo, laissant aux autorités locales le soin de faire respecter la réglementation. Mal équipées pour faire appliquer la loi, celles-ci ont tendance à laisser faire. En avril 1986, un projet de loi avait été rejeté aux Communes par une coalition de députés conservateurs ultra fidèles à la tradition et de travaillistes proches des syndicats. Depuis, le pouvoir préfère fermer les yeux sur l'émergence du Merry Sunday (« joyeux dimanche »).

MARC ROCHE

Classifications et avancement modifiés

Achèvement du volet social de la réforme des PTT

Les 450 000 agents des PTT percevront en janvier la dernière tranche de la prime de 700 francs accordée au titre de la réforme des classifications ainsi qu'un gain de quelque 450 francs correspondant aux reclassements nouvellement opérés.

Le dernier comité technique paritaire des PTT avant l'entrée en vigueur du changement de statut de la Poste et de France Télécom, qui s'est achevé le 22 décembre au terme de treize heures de négociations, a permis de « boucler » le volet social de cette réforme. Près de soixante-dix amendements au texte initial ont été adoptés lors de ces discussions, auxquelles ont été associés les syndicats signataires (CFDT, FO et CFTC) mais aussi la CGT, qui n'avait pas souscrit à l'accord du 9 juillet dernier.

Dorénavant, le personnel sera réparti en quinze niveaux de fonction au lieu de cent précédemment. Pour les cadres, les grilles devront être prêtes fin 1992 (1993-1994 pour les autres catégories). Selon le ministère des PTT, la part des effectifs des classes II à IV qui remplaceront les catégories de fonctionnaires A et B progressera de 30 %. Par ailleurs, de nouvelles classifications vont être définies afin que s'y intègrent, selon leurs qualifications, les actuels agents des deux entités. Dès janvier, France Télécom et la Poste entameront en parallèle des discussions afin de préciser ces modifications et prévoir des passerelles entre les deux établissements.

Enfin, le recrutement pourra désormais être réalisé au plan régional, le système de notation sera renégocié avec les syndicats et l'avancement reposera sur des critères plus *« professionnels »*.

Numéro un mondial de l'emballage

Pechiney remporte un contrat d'un milliard de francs

Pechiney sera le principal fournisseur de l'usine de boîtes pour boisson installée à La Ciotat (Bouches-du-Rhône) par le suédois PLM. Le groupe français d'aluminium, numéro un mondial de l'emballage depuis le rachat de l'américain ANC en novembre 1988, remporte ainsi via sa filiale Pechiney Rhenalu un contrat d'une valeur totale de 1 milliard de francs.

Pechiney Rhenalu qui vient de consentir d'importants efforts de modernisation dans ses unités d'Issoire et de Neuf-Brisach livrera les feuilles laminées d'aluminium nécessaires à la fabrication des « canettes ». Plus de 1,2 milliard de boîtes boisson devraient être produites chaque année à La Ciotat et ce dès la fin de 1991.

Pechiney et PLM envisagent par ailleurs de mettre sur pied un système commun de collecte et de recyclage des boîtes usagées.

La municipalité de Rotterdam poursuit les Mines de potasse d'Alsace

LA HAYE

de notre correspondant

La municipalité de Rotterdam réclame 100 millions de florins (environ 300 millions de francs) par voie de justice aux Mines de potasse d'Alsace pour les dommages subis à la suite de déversements annuels par la firme française, *« de 200 000 à 250 000 mètres cubes de limons chargés de métaux lourds »* dans le Rhin. Le dragage de ces substances qui aboutissent dans les bassins du port de Rotterdam, coûtent à ce dernier de 2 à 2,5 millions de florins par an. Jusqu'à présent, les MDPA avaient surtout été poursuivies aux Pays-Bas pour le déversement de sel. La municipalité a annoncé lors d'une conférence de presse, il y a une semaine, qu'elle s'adressait à la justice après l'échec de négociations avec les MDPA, entamées il y a un an environ. L'action en justice intervient après un accord récent entre Rotterdam et la firme suisse Sandoz. Aux termes de cet accord, l'entreprise chimique limitera ses déversements de cuivre (– 50 %) et de chrome (– 65 %) dans le Rhin, à 2 000 kilos par an pour chaque substance, et ce avant 1995. Le port de Rotterdam tente actuellement de négocier des accords antipollution avec une dizaine d'autres entreprises françaises, suisses et allemandes en vue de réduire les déversements toxiques dans le Rhin. *(Intérim.)*

Alors que le total des paris dépassera 34 milliards de francs en 1991

Le chiffre d'affaires du PMU a sensiblement progressé

Le chiffre d'affaires du PMU va progresser de près de huit points cette année par rapport à 1989. En 1991, le total des paris dépassera les 34 milliards de francs en raison notamment du développement de paris très populaires comme le quarté et le quinté. L'augmentation des recettes incite les propriétaires et professionnels des courses à demander aux pouvoirs publics l'autorisation d'une hausse de leurs allocations supérieure à 8 %.

Dans le système de répartition mutuel qui régit les courses en France, paradoxalement les acteurs sont servis les derniers. Les parieurs récupèrent d'abord 70 % de ce qu'ils ont joué, puis s'effectuent les prélèvements pour l'Etat et différentes collectivités (20 %), les frais de gestion du PMU et des sociétés de courses étant respectivement de 5,50 % et 1,50 %. Restent donc 3 % pour payer les prix. Une récente étude économique a évalué le déficit du secteur à 600 millions par an.

Aussi, les intéressés espèrent que les augmentations sollicitées ne seront pas repoussées. Même si cela pose quelques problèmes de financement. En effet, il a été convenu qu'à partir de 1991, trot et galop, très antagonistes, toucheraient chacun l'intégralité de leurs ressources ou presque. Ce sera la fin d'un système de péréquation et de solidarité établi laborieusement il y a quelques années. Le trot continuera de prospérer, le galop de régresser à cause de coûts d'entretien et de production plus élevés. Avec un retour dans le « rouge » qui déplaît au contrôleur d'Etat : 40 à 50 millions de francs sur l'exercice à venir.

En réalité, ces chiffres sont atténués par un aménagement en usage depuis le début de la décennie : pour financer notamment une partie de l'automatisation du PMU, l'Etat a accordé un délai aux sociétés de courses pour l'acquittement des sommes qui lui sont dues. D'où des placements financiers importants gérés efficacement par le PMU aux taux du marché.

Ces sommes devraient permettre de couvrir largement le déficit provoqué par l'augmentation des allocations. Mais afin qu'elles profitent en priorité aux acteurs français et non aux écuries étrangères, des conditions *« protectionnistes »* seront accentuées, surtout les encouragements réservés aux chevaux nés et élevés en France. Selon les dernières directives de la Commission européenne, cette défense du patrimoine pourrait être maintenue après 1992. A hauteur de 20 % environ des sommes disponibles, les textes prévoient *« un soutien aux chevaux d'une race déterminée, compte tenu des impératifs de sélection »*. Malgré tout, les éleveurs français craignent beaucoup l'ouverture du grand marché.

GUY DE LA BROSSE

Le taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 0,9 % au troisième trimestre

L'indice du taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 0,9 % au troisième trimestre 1990, selon les résultats définitifs de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main d'œuvre, publiés le lundi 24 décembre par le ministère du travail. Cela porte à 5,1 % la hausse intervenue au cours des douze derniers mois, alors que l'indice des prix a progressé, pour sa part, de 3,9 %. Le gain en pouvoir d'achat sur un an s'élève donc à 1,2 point, mais sa croissance se ralentit, après dix huit mois d'augmentation. Au troisième trimestre, le pouvoir d'achat a perdu 0,8 point.

En général comprises entre 0,5 % et 1,3 %, les hausses trimestrielles du taux de salaire horaire sont les plus importantes dans le bâtiment et les travaux publics (+ 1,5 %). Elles s'élèvent à 1,3 % dans l'industrie des produits alimentaires, la parachimie et l'ameublement. En revanche, elles sont faibles dans le commerce de détail alimentaire (+ 0,2 %) .

□ **Perturbations limitées dans le métro et le RER lors de la grève des 24 et 25 décembre.** – L'appel à la grève lancé par les syndicats CGT, FO (exécution), autonomes (sauf les conducteurs) et indépendants, a entraîné plus de perturbations du trafic dans la soirée du mardi 25 décembre que dans la journée, comme cela avait été le cas lundi.

A partir de 1994

L'Italie augmentera de 58 % ses achats de gaz à l'Algérie

Le groupe pétrolier italien d'Etat ENI a conclu avec la Sonatrach algérienne un nouveau contrat à long terme qui augmentera de plus de moitié les livraisons de gaz naturel entre les deux compagnies à partir de 1994 et jusqu'en 2020. Selon cet accord, qui prolonge en les élargissant les contrats conclus en 1977, les importations italiennes de gaz algérien passeront de 12 milliards de mètres cubes/an actuellement à 19 milliards de m3/an d'ici quatre ans, soit 58 % de plus.

Cette augmentation massive, qui répond aux besoins croissants de la péninsule en gaz, notamment pour les centrales électriques, et fera de l'Algérie son premier fournisseur, devant l'URSS, suppose des investissements d'infrastructure importants, dont le doublement prévu du gazoduc sous marin reliant les deux pays et l'extension du réseau de distribution de gaz en Italie même. L'ensemble de ces investissements est estimé à 8 000 milliards de lires, soit environ 36 milliards de francs.

□ **Une nouvelle compagnie aérienne taïwanaise.** – La compagnie aérienne taïwanaise China Airlines vient de créer la troisième compagnie aérienne internationale de Taïwan (après Eva Airways Corp, filiale du groupe Evergreen, constituée en 1989) avec trois conglomérats de l'île : China Trust Group, Taïwan Cement Corp et Chiahsin Cement Group. Ceux-ci apporteront un tiers du capital, fixé à 2 milliards de dollars taïwanais, soit environ 740 millions de francs. La nouvelle compagnie doit ouvrir des lignes vers l'Australie en avril, le Canada en juin, et envisage aussi des liaisons avec le Viet-nam, Hongkong et même, à terme, avec la Chine continentale. Cette création est destinée à obtenir des droits d'atterrissage dans des pays qui les ont refusés jusqu'à présent sous la pression de Pékin. – *AFP.*

□ **Revalorisation de l'allocation de solidarité.** – A compter du 1er janvier, l'allocation spécifique de solidarité (ASS), financée par l'Etat pour les chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'indemnisation par les ASSEDIC, sera revalorisée de 1,7 %. Elle sera portée à 69,45 francs par jour (2 112 francs par mois) dans le cas général et à 99,74 francs par jour (3 034 francs par mois) pour les bénéficiaires de plus de cinquante-cinq ans. A la suite de l'accord sur l'allocation de formation-reclassement (AFR), qui a été portée à 102 % de l'allocation de base (*le Monde* du 25 décembre), le ministère du travail a décidé d'une hausse de la rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle que l'Etat a en charge. A la revalorisation de 1,7 % de l'ASS, s'ajoute une augmentation de 2,3 % pour s'aligner sur le montant de l'AFR minimale, soit 3 877 francs par mois.

CARNET DU Monde

Mariages

– M. Jean-Marc SIMON
et
Mme Christine GILLET

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 9 novembre 1990, dans l'intimité, à Ciboure (Pyrénées-Atlantiques).

44, rue du Châtel,
60300 Senlis.
Consulat général de France,
Beyrouth (Liban).

Décès

– Simone Cherki,
son épouse,
Hayem et Claude Cherki,
Alice Cherki,
Claude et Dominique Cherki,
ses enfants,
Marc, Pascal, Jérôme, Olivier, Matthieu, Julien, Emmanuel,
ses petits-fils,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Rahmin Elièzer CHERKI,

survenu à Paris, le 21 décembre 1990, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse le jeudi 27 décembre, à 8 h 45. Réunion porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet.

28, rue de Cronstadt,
75015 Paris.

– Mme Christiane Gadreaud,
M. et Mme Roger Gaillard,
leurs enfants
Et tous ses « Copains d'abord »,
font part du décès accidentel de

Karl Henri GAILLARD,
photographe,

survenu le 18 décembre 1990 dans les Alpes-de-Haute-Provence.

– Denis Westhoff,
Françoise Sagan,
François Gibault,
ont la douleur de faire part du décès de

Bob WESTHOFF,

survenu le 23 décembre 1990, à l'âge de soixante ans.

Ses funérailles auront lieu le vendredi 28 décembre, à 14 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7e et l'inhumation le lendemain au cimetière de Seuzac.

– S A la princesse Chamcy Momtaz, de l'ancien empire d'Iran;
M. Lucien Benoit-Guyod de Sistrières,
ancien directeur commercial,
Mlle Jeanne Benoit-Guyod de Sistrières,
du tiers ordre de l'Annonciade de Bourges,
maître ès lettres de l'Université,
M. Georges Benoit-Guyod de Sistrières,
ingénieur de recherche au Centre national d'études des télécommunications (CNET),
et son épouse,
née Bernadette Miller,
M. Stanislas Benoit-Guyod de Sistrières,
M. Antoine Benoit-Guyod de Sistrières,
maître en droit de l'Université,
Mlle Sophie Benoit-Guyod de Sistrières,
M. Thomas Benoit-Guyod de Sistrières,
son épouse,
son frère,
ses nièce et neveux,
petits-neveux,
Tous les parents, alliés et amis,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Henri BENOIT-GUYOD de SISTRIÈRES,
président de chambre
à la cour d'appel de Paris,
membre de la Commission supérieure de codification près le premier ministre
et le Conseil d'Etat,
ancien conseiller doyen
de la Cour de sûreté de l'Etat,
ancien magistrat général
des forces armées,

officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
croix de la Valeur militaire,
titulaire de la médaille commémorative
de la campagne d'Algérie,

survenu le 20 décembre 1990, à l'âge de soixante-six ans, à Paris.

Les obsèques religieuses auront lieu le 28 décembre, en l'église des Invalides, à 10 h 30.

La cérémonie sera suivie de l'inhumation avec bénédiction au cimetière ancien de Rambouillet (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue de Grenelle,
75007 Paris.

– M. et Mme Peter Agoros
ont la douleur de faire part du décès de

Georges LANGROD,
professeur émérite
de l'université Jagellonienne
de Cracovie,
directeur honoraire
de recherches au CNRS,
ancien professeur à l'Ecole pratique
des hautes études et à l'université
de Sarrebruck,

survenu le 24 décembre 1990 à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 27 décembre, à 14 h 15, au cimetière des Champeaux de Montmorency (Val-d'Oise).

Une messe sera dite à 18 h 30, en l'église polonaise de l'Assomption, 263 *bis*, rue Saint-Honoré, Paris-1er, en *mémoire de lui et de son épouse, décédée* le 28 novembre 1990.

Requiescant in pace.

Rue Stévin, 8,
1 040 Bruxelles.

– Mme Andrée POIRIER,
née Lefebvre,

a quitté cette vie le 23 décembre 1990, à quatre-vingt-sept ans.

Nous nous réunirons autour d'elle en l'église Sainte-Bathilde de Châtenay-Malabry, le vendredi 28 décembre, à 14 h 30 (43, avenue du Plessis, près du RER Robinson).

De la part de
Michel et Marie-Thérèse Poirier,
ses enfants,
François, Jean-Paul et Antoine Poirier,
ses petits-enfants,
Et toute la famille.

20, rue Camille-Pelletan,
92290 Châtenay-Malabry.

Anniversaires

– Il y a un an, disparaissait

Jean-François LUCIANI,
journaliste,
directeur
de la communication publique
de la RATP,

Une pensée du président-directeur général, du conseil de direction, de ses collègues et amis de la RATP, qui ont su l'apprécier durant son trop bref séjour dans l'entreprise.

Soutenances de thèses

– *RECTIFICATIF. – Université* Paris-IV, Paris-Sorbonne, le vendredi 25 janvier 1991, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, Mme Elisabeth Angel-Perez : « Le retour des formes dramatiques médiévales dans le théâtre parallèle contemporain britannique ».

– Université Paris-IV, Paris-Sorbonne, le lunid 28 janvier 1991, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M. Guy Cornillac : « La systématisation de construction du mot en français. Prolégomènes à une typologie du langage (avec application au mot esquimeau) ».

PARIS EN VISITES

JEUDI 27 DÉCEMBRE

« L'Opéra Bastille », 10 h 30 (places limitées), métro Bastille, rue de la Roquette (Paris et son histoire).

« Les vanités dans la peinture du XVIIe siècle », 11 h, Petit Palais, entrée de l'exposition (P.-Y. Jaslet).

« L'Opéra Garnier », 11 h, devant l'entrée (C. Merle).

« La vie d'un seigneur au Moyen Age en son hôtel, à l'église, à la chasse... », (visite limitée à 30 personnes), 14 h 30, musée de Cluny, 6, place Paul-Painlevé (visite pour les jeunes – CNMH).

« Les tombeaux des rois de France à la basilique de Saint-Denis », 14 h 30, portail principal de la basilique (Monuments historiques).

« Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque », 14 h 30, sommet du funiculaire, au fanion Paris Autrefois.

« Versailles : quatre siècles d'histoire à travers les collections du musée Lambinet », 14 h 30, 54, boulevard de la Reine (Office du tourisme).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Tourisme culturel).

« Notre-Dame et la crypte archéologique du parvis. Histoire de la Cité », 10 h 30 et 14 h 30, entrée de la crypte (M. Pohyer).

« Le Louvre à travers ses plus beaux chefs-d'œuvre », 14 h 30, place du Palais-Royal, devant les grilles du Conseil d'Etat (Arts et caetera).

« Les salons XVIIe de l'Hôtel de Lauzun », (limité à 30 personnes), 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Mme Cazes).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les Invalides : Napoléon dans sa dernière demeure », 15 h, cour d'honneur, sous la statue de Napoléon (Connaissance de Paris).

« Les salons de l'Hôtel de Soubise », 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois (Art et Histoire).

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX-15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux
et publication, n° 57 347
ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 29 décembre 1989

	14 déc.	21 déc.
Valeurs franç. à rev. variable	78,5	74,8
Valeurs industrielles	78,5	75,6
Valeurs étrangères	79,8	80,1
Pétroles-Energie	114,1	111,2
Chimie	80,3	74,5
Métallurgie, mécanique	60	57,8
Electricité, électronique	96,7	93,4
Bâtiment et matériaux	69,8	65,9
Ind. de consom. non alim.	68,6	64,5
Agroalimentaire	81,4	78,6
Distribution	77,5	76,1
Transports, loisirs, services	91,6	88,7
Assurances	78,3	74
Crédit banque	75	69,8
Sicomi	79,8	78,2
Immobilier et foncier	82,9	80
Investissement et portefeuille	88,8	84,9
Base 100 : 29 décembre 1989		
Valeurs franç. à revenu fixe	97,7	97,2
Emprunts d'Etat	98,3	97,6
Emprunts garantis et assimilés	97,5	97
Sociétés	97,3	97
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	3 606,3	3 427,1
Valeurs étrangères	3 723,7	3 747
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	520,4	494,5
Valeurs étrangères	497,4	500,5
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	112,8	112,2
Emprunt d'Etat	93,4	92,7
Emprunts garantis et assimilés	112,2	111,7
Sociétés	112,2	111,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	435,4	416,47
Produits de base	361,9	338,90
Construction	420,7	399,30
Biens d'équipement	260,2	251,60
Biens de consom. durables	350,4	338,83
Biens de consom. non durables	538,8	492,16
Biens de consom. alim.	887,9	846,20
Services	489,6	452,12
Sociétés financières	475	458,40
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	384,1	373,50
Valeurs industrielles	412,7	392,12

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	266,7	252,2

Emprunts russes : un signe encourageant

Le président du Groupement national de défense des porteurs de titres russes, M. Edouard Champenois, qui regroupe 6 000 adhérents, estime que le traité franco-soviétique signé peu avant Noël, et qui prévoit le remboursement de ces emprunts, *« est un signe encourageant »*. L'association a été fondée en 1986 à Escaudain (Nord), à la suite de la signature d'un accord entre l'URSS et la Grande-Bretagne pour le remboursement de la tranche britannique placée à l'époque par le régime des tsars. Le nombre de porteurs français est de 250 000 à 500 000 selon les sources, le premier d'entre eux étant l'Etat français. Selon M. Champenois, chacun des trois millions de titres détenus en France vaut environ 10 000 F. Le règlement français des emprunts russes est possible *« de plusieurs manières*, estime-t-il, *d'autant que nous n'exigeons que le remboursement du capital, sans les intérêts »*.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	13 décembre 1990
Total actif	652 924
dont	
Or	168 964
Disponibilités à vue à l'étranger	130 108
Ecus	54 111
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 955
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 732
Concours au Trésor public	38 520
Titres d'Etat (bons et obligations)	38 577
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	1 085
Effets privés	84 806
Effets en cours de recouvrement	32 054
Total passif	652 924
dont	
Billets en circulation	250 784
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	42 225
Compte courant du Trésor public	59 515
Reprises de liquidités	12 556
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 020
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	54 457
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	191 340

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,25 %
– Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
– Taux des avances sur titres	12 %

TOKYO, 26 décembre ↑

Légère reprise

Après la rechute de Noël, une légère reprise s'est produite mercredi au Kabuto-cho. Amorcé en fin de matinée, le mouvement de hausse s'est poursuivi cahin-caha jusqu'à la clôture. Finalement, l'indice Nikkei s'est établi à 23 887,56 soit à 119,68 points (+0,5 %) au-dessus de son niveau précédent.

De l'avis des spécialistes, ce redressement n'a pas revêtu une très grande signification. L'activité a été extrêmement calme avec seulement 220 millions de titres échangés contre 210 millions la veille. Qui plus est, toutes les autres places étrangères étant fermées pour la fête de la Nativité, aucune information n'est parvenue sur le marché nippon. Enfin, comme elle le fait traditionnellement, la Bourse de Tokyo s'apprête à fermer ses portes pour la fin de l'année. Il n'y avait donc *« aucune raison pour ce qu'il se passe quelque chose »*, commentait un opérateur.

VALEURS	Cours du 25 déc.	Cours du 26 déc.
Akai	555	565
Bridgestone	985	996
Canon	1 310	1 280
Fuji Bank	2 300	2 350
Honda Motors	1 260	1 250
Matsushita Electric	1 580	1 590
Mitsubishi Heavy	670	670
Sony Corp.	6 000	6 000
Toyota Motors	1 660	1 720

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Joint-venture nippo-coréenne dans la chimie.** – La firme japonaise Sumitomo Chemical a signé un accord de joint-venture avec Nippon Shokubaï Kagaku Kogyo et la société sud-coréenne Lucky pour fabriquer des colles industrielles en Corée du Sud. Le capital de la nouvelle société à créer sera contrôlé à 50 % par Lucky, premier groupe chimique sud-coréen. Le reste du capital sera réparti dans les deux autres firmes, chacune disposant de 25 %. L'opération prévoit la mise en œuvre en 1993 d'une unité de production de méthylméthacrylate (MMA) d'une capacité de 40 000 t/an et d'isobutylène (30 000 t/an, qui sera installée sur le complexe pétrochimique de Lucky-Goldstar de Teochun.

□ **Norsk Hydro Azote devient Hydro Azote.** – Dans le souci de se conformer aux règles du groupe, la société Norsk Hydro Azote changera de dénomination à dater du 1er janvier 1991, pour devenir Hydro Azote. Cette nouvelle appellation sera suivie de la mention « groupe Norsk Hydro ». A l'occasion de ce changement, M. Scardigli, PDG de la société a, d'autre part, précisé que l'usine d'engrais azotés d'Ambès, près de Bordeaux, était en phase de démarrage, son inauguration officielle étant prévue pour le 8 février prochain. La phase de restructuration de l'outil de production du groupe en France est considérée comme achevée. *« Il n'y aura plus de nouvelles fermetures d'usines »*, a-t-il ajouté.

□ **Seagram : résultats trimestriels records.** – La société canadienne Seagram (vins et spiritueux) annonce des résultats records pour le troisième trimestre et pour les neuf premiers mois de l'exercice clos le 31 octobre dernier. Le bénéfice net atteint 189 millions de dollars canadiens (826 millions de francs) pour ce troisième trimestre, soit 2,01 dollars (8,8 francs) par action, contre respectivement 170 millions de dollars (743 millions de francs) et 1,77 dollar. Le bénéfice d'exploitation augmente de 15,2 % à 190 millions de dollars contre 165 millions. Le chiffre d'affaires du troisième trimestre progresse de 9,2 % à 1,5 milliard de dollars contre 1,4 milliard. Pour les neuf premiers mois de l'année, le bénéfice net de Seagram est de 581 millions de dollars (6,16 dollars par action) contre 565 millions de dollars (5,84 dollars). Le bénéfice d'exploitation est en hausse de 16 % à 499 millions de dollars contre 430 millions tandis que le chiffre d'affaires progresse de 7,8 % à 4,2 milliards de dollars contre 3,9 milliards.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	339	315 70 o	IDIA	280	[illegible]
Asystel	105	...	Idianova	129	[illegible]
B.A.C.	161	166	I M S	920	905
B.I.C.M.	820	820	I P B M	120	121
Boiron (Ly)	410	410	Loca Investis	291	292
Boisset (Lyon)	175	175	Locamic	91 50	92
Câbles de Lyon	3175	3134	Matra Comm.	112	
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	814	790	Molex	104	
Calberson	297 70	297 70	Olivetti Logabax	590	589
Cardif	430	418	Presbourg	77	...
C.E.G.E.P.	190	182 40 o	Publ. Filipacchi	215	215
C.F.P.I.	265	261	Razel	649	541
C.N.I.M.	780	765	Rhône-Alp. Ecu (Ly.)	303	303
Codetour	269	...	St-H. Matignon	175	175 10
Comareg	255	256	Select Invest (Ly)	93 60	96 40
Conforama	884	858	Serbo	430	425
Creeks	219	210 30	S.M.T. Goupil	170	165 50
Dauphin	408	395 80	Sopra	169	174
Delmas	683	659	Supra	110	110
Demachy Worms Cie	431 80	....	Thermador H. (Ly)	240	235
Desquenne et Giral	229	225 50	Unilog	170 10	165
Devanlay	850	850	Union Fin. de Fr.	328	330
Deville	399	399	Viel et Cie	77 50	80
Dolisos	189	...	Y. St-Laurent Groupe	807	803
Editions Belfond	207	200 80			
Europ. Propulsion	320 10	...			
Finacor	142 10	140			
Frankoparis	155 50	145			
GFF (group.fon.f.)	303	302			
Grand Livre	398	388			
Gravograph	172	172			
Groupe Origny	489	480			
Guintoli	843	836			
I.C.C.	219	219			

Marché des options négociables le 21 déc. 1990

Nombre de contrats : 26 135.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90 dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Bouygues	520	–	5	–	–
CGE	480	–	76	1	6,50
Elf-Aquitaine	320	0,80	8,60	–	–
Eurotunnel SA-PLC	36	0,60	3,60	0,80	3,20
Euro Disneyland SC	100	–	3,80	–	11,50
Havas	440	4	27	6	30
Lafarge-Coppée	340	–	15	20	30,50
Michelin	60	–	9	0,50	3,90
Midi	1 000	11	60	–	–
Paribas	480	–	19	–	–
Pernod-Ricard	–	–	–	–	–
Peugeot SA	520	–	32	23	–
Rhône-Poulenc CI	240	1	–	–	–
Saint-Gobain	400	1	14	32	36
Source Perrier	1 100	38	–	4	35
Société générale	400	3,50	21,50	8	–
Suez Financière	320	0,01	6,80	32	–
Thomson-CSF	90	28	–	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 21 déc. 1990
Nombre de contrats : 52 301.

COURS	ÉCHÉANCES Mars 91	ÉCHÉANCES Juin 91	ÉCHÉANCES Sept. 91
Dernier	99,96	100,32	100,20
Précédent	100,12	100,38	–

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 91	OPTIONS D'ACHAT Juin 91	OPTIONS DE VENTE Mars 91	OPTIONS DE VENTE Juin 91
100	1,33	2,03	1,33	1,75

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,20 F ↑

Le dollar s'est fortement apprécié au cours des dernières séances, marquées par la faiblesse des transactions et la fermeture de plusieurs places financières. Continuant de réagir à la démission du ministre soviétique des affaires étrangères et à la montée de la tension dans le Golfe, la monnaie américaine s'échangeait à Paris mercredi 26 décembre à 5,20 francs contre 5,1620 francs vendredi à la cotation officielle.

FRANCFORT	25 déc.	26 déc.
Dollar (en DM)	CLOS	CLOS
TOKYO	25 déc.	26 déc.
Dollar (en yens)	135,95	136,25

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (26 décembre)	9 7/16-9 9/16 %
New-York (25 décembre)	6 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

	20 déc.	21 déc.
Valeurs françaises	73,20	73,50
Valeurs étrangères	79,40	80,70
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	421,15	416,47
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 552,72	1 563,97

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	21 déc.	24 déc.
Industrielles	2 633,26	2 638,12

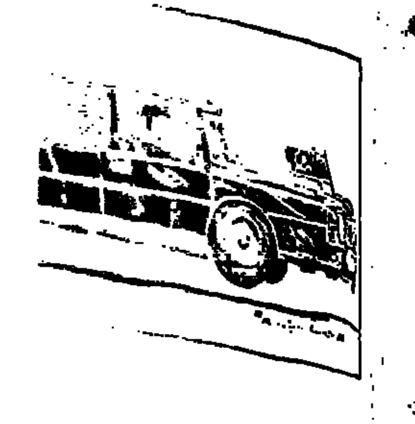
LONDRES (Indice « Financial Times »)

	20 déc.	21 déc.
Industrielles	1 687,20	1 688,40
Mines d'or	145,20	149,50
Fonds d'Etat	82,64	82,53

TOKYO

	25 déc.	26 déc.
Nikkei Dow Jones	23 768,88	23 887,56
Indice général	1 725,17	1 729,81





es partis ?

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 26 DECEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3870	C.N.E 3%	3780	3870	3765	- 0 66
935	B.N.P. T.P.	935	935	935	....
983	Cr.Lyon. T.P.	955	955	955	....
1250	Renault T.P.	1240	1220	1250	+ 0 81
1550	Rhone Poul. T.P.	1475	1475	1430	- 3 05
1150	Saint Gobain T.P.	1104	1100	1101	- 0 27
882	Thomson T.P.	885	885	866	- 2 15
675	ACCOR	681	681	686	+ 0 73
640	Air Liquide	626	621	626	....
1540	Als. Superm.	1500	1514	1501	+ 0 07
355	ALSPI	328	330	331	+ 1 53
1580	Arjom. Prioux	1585	1561	1580	- 0 32
505	AGF Sté Comm.	450	450	451	+ 0 22
1180	Ant. Entrepr.	1157	1132	1145	- 1 04
225	Avenir Sl. Média	215	223	214	- 0 47
240	Axa Midi Ass.	240	240	236 60	- 1 42
176	Bally	184 50	175 80	179	- 2 96
110	Bail-Equipem.	103	108	105 10	+ 2 04
810	Bail Investiss.	775	810	781	+ 0 77
470	Bazar Hôtel V.	477	470	477 40	+ 0 08
625	[illegible]	[illegible]	625	650	- 3 79
685	Béghin-Say	604	595	600	- 0 66
1200	Bongrain	1180	1110	1130	- 4 24
520	Bic	520	480	491 20	- 5 54
800	B.I.P.	770	....	....	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1080	Compt. Mod.	1095	1075	1070	- 2 28
140	Concept S.A.	107 80	112	125	+ 16 1
240	CPR (Paris Bás.)	225	221 10	221	- 1 78
850	Créd. Foncier	870	851	856	- 1 61
580	Cr Lyon (CI)	542	535	535	- 1 29
970	Crédit Nat.	938	930	935	- 0 32
162	CSEE	155	152 20	150 80	- 2 71
2180	Damart	1770	1755	1750	- 1 13
415	Dassault Aviation	400	381 20	382	- 4 50
147	Dassault Electr.	155 10	180	151	- 2 64
1430	De Dietrich	1423	1380	1419	- 0 28
205	Dév. P. d. C. (L)	195	203	203	+ 4 10
255	Dév. R. Sud-Est	258	253	253	- 1 17
310	D.M.C.	308	300 10	300	- 2 60
3810	Docks France	3879	3832	3822	- 1 47
2270	Eaux (Gle)	2200	2209	2192	- 0 36
305	Ecco	290	291	288	- 0 69
285	Elf Aquitaine	283	291	280 10	- 0 99
905	Essilor B.-F.	903	903	905	+ 0 22
215	Eurp-Elf (Certif)	220	208	205	- 6 82
280	Essilor	301	290	301	....
161	Essil.Int.(DP)	154	152	154	....

[illegible]

COMPTANT (sélection)

Obligations

Actions

Etrangères

Hors-cote

[illegible]

SICAV (sélection) 21/12

[illegible]

Cote des Changes

Marché libre de l'Or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

Le message de Noël du pape

« La guerre est une aventure sans retour »

déclare Jean-Paul II

Dans son traditionnel message de Noël, le pape Jean-Paul II a demandé, mardi 25 décembre, aux dirigeants du monde de se rendre compte qu'une guerre dans le Golfe serait *« une aventure sans retour »*. *« Nous attendons avec anxiète que se dissipe la menace des armes »*, a-t-il ajouté. *« En faisant appel à la raison, à la patience et au dialogue, et dans le respect des droits inaliènables des peuples et des gens, il est possible de découvrir et de parcourir les voies de l'entente et de la paix »*. Jean-Paul II a également appelé de ses vœux une solution au conflit israélo-palestinien, *« qui tienne compte des aspirations légitimes du peuple palestinien et de celui qui vit dans l'Etat d'Israël »*.

Contrairement au message pontifical publié à l'occasion de la Journée mondiale de la paix (*le Monde* du 19 décembre), qui ne faisait référence explicitement à aucune région du globe en particulier, ce message de Noël, retransmis par la télévision dans une soixantaine de pays, a évoqué successivement la situation de tous les points «chauds» de l'actualité. Le chef de la hiérarchie catholique a ainsi attiré l'attention sur le continent africain, *« spécialement là où la liberté est compromise à cause du sous-développement, où la convivialité pacifique entre les peuples et les traditions différentes sont bouleversées par des luttes fratricides »*.

Jean-Paul II a lancé un nouvel appel *« pour une répartition plus équitable des ressources de la Terre, pour un ordre éthique et économique mondial nouveau et plus juste »*, ajoutant que *« seule une collaboration effective et respectueuse entre les pays riches et les peuples en voie de développement peut empêcher que la divergence entre le Nord et le Sud ne devienne un abîme qui se creuse et que ne s'étende l'archipel déjà vaste et inquiétant de la misère et de la mort »*.

A propos de l'Europe enfin, le pape a souligné que *« sur les murs abattus des oppositions idéologiques et politiques se présentent pour les croyants des défis et des perspectives qui les stimulent »*. Jean-Paul II a ainsi engagé l'Eglise catholique à apporter sa contribution à la reconstruction de l'unité de tous les chrétiens.

Lire page 8 l'article de Jean-Michel DUMAY : « Jamais plus la guerre ? »

BOURSE DE PARIS

Matinée du 26 décembre

Retard limité

La Bourse de Paris a rouvert ses portes mercredi 26 décembre après quatre jours de chômage. La timide reprise enregistrée à la veille du dernier week-end n'a apparemment pas eu de suite. Dès les premières cotations, l'indice CAC-40 replongeait (-0,69 %). Le mouvement a toutefois eu tendance à se ralentir et vers 11 heures, son retard était limité à 0,28 %.

Repli de BHV, Europe 1, J. Lefebvre, Berger, CGI, BIC, Bafip, Lebon.

Hausse de Concept, SCOA, Mérieux, Hachette, Saint-Louis, Legrand, Luchaire.

EN BREF

□ ***Libération* victime d'un détournement de fonds.** – Un employé du service comptable du quotidien *Libération* a détourné environ 3,5 millions de francs depuis fin 1988, en falsifiant la comptabilité informatique de l'entreprise. L'escroquerie a été découverte lors de contrôles internes sur l'activité du salarié, alors que le dernier venait d'être licencié. Les malversations ont débuté fin 1988 et s'élèvent pour la seule année 1989 à plus de 1 million de francs, alors que les bénéfices du quotidien s'établissaient cette même année à 16,8 millions. La direction du journal a déposé plainte avec constitution de partie civile

□ **L'hebdomadaire d'extrême droite *Minute* va devenir *la France-Minute*.** – *Minute* va bénéficier le 9 janvier d'une relance qui se traduira par le changement de son titre en *la France-Minute*, par le passage de sa *« une »* à la quadrichromie et par une augmentation de sa pagination. Le nouveau propriétaire du périodique lancé en 1962, M. Serge Martinez, PDG de société et ancien candidat du Front national à Paris lors des dernières législatives, estime que *« certains excès avaient dévalorisé le titre* Minute » et souhaite élargir son lectorat en faisant de *la France-Minute « un hebdomadaire de droite, politiquement et économiquement libéral »*. L'espérance de vente est de 100 000 exemplaires en 1991, contre 50 000 aujourd'hui selon l'éditeur. La relance du titre sera soutenue par une campagne publicitaire de 2,5 millions de francs.

□ ***RWANDA* : nouvelle offensive des rebelles.** – Les troupes gouvernementales ont repoussé, dimanche 23 décembre, une nouvelle offensive de rebelles autour de la ville de Rwempasha, située à 5 km de la frontière ougandaise, ont indiqué, mardi, les autorités militaires à Kigali. – *(AFP.)*

L'ESSENTIEL

DÉBATS

ÉTRANGER

SOCIÉTÉ

ÉCONOMIE

ARTS ◆ SPECTACLES

Services

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 26 décembre 1990 a été tiré à 373 079 exemplaires.

Reprise du travail confuse à FR 3

L'amertume des rédactions régionales

Une certaine confusion régnait, mercredi 26 décembre, à FR 3 après la signature d'un protocole d'accord intervenu lundi entre la direction et les organisations syndicales, à l'exception du Syndicat national des journalistes (*le Monde* du 26 décembre). Si la reprise du travail était effective à Paris, Toulouse ou Rennes, par exemple, le mouvement se poursuivait notamment à Clermont-Ferrand, en Corse, à Besançon, Bordeaux et Caen. A Strasbourg, les journalistes examinaient le texte de l'accord avant de se déterminer.

LYON

de notre bureau régional

Colère. Amertume. Déception, les journalistes de FR 3-Lyon ont repris le travail, mercredi 26 décembre, la rage au ventre. La grève laissera des traces et, la veille encore, la rédaction votait à 87,5 % la poursuite du mouvement. En ce jour de Noël, certains avaient même le sentiment d'*« entrer en résistance »*.

Les journalistes de FR 3-Lyon, en grève pour la 28e journée consécutive, dénonçaient les *« manipulations »* dont ils s'estimaient victimes. Ils contestaient l'accord conclu, *« non représentatif du fait du faible nombre de journalistes inscrits au tableau du jour »*, et la tutelle qui *« a utilisé le conflit à FR 3 pour obtenir la démission de M. Philippe Guilhaume »*. Ils s'en prenaient également au nouveau PDG, M. Hervé Bourges, qui *« sans rien proposer d'autre, a profité de la lassitude de certains journalistes »*, et critiquaient les rédactions parisiennes, qui ont obtenu la reprise *« grâce à leurs effectifs pléthoriques »*.

« Ces manipulations, indiquait un communiqué, *laissent un goût amer et ne règlent rien »*. Un communiqué approuvé par nombre des rédactions régionales qui reprenaient à leur compte les griefs invoqués. Les journalistes de Clermont-Ferrand souhaitaient même le compléter en insistant sur les rapports entre les régions et Paris. Le travail à Lyon a repris, un journal sera proposé à 19 h 30 avec un reportage sur leur propre mouvement. Mais chacun a le sentiment que rien n'est réglé.

MICHÈLE AULAGNON

Selon « le Canard enchaîné »

Le gouvernement préparerait l'entrée de la Caisse des dépôts dans A 2 et FR 3

Selon *le Canard enchaîné* du 26 décembre, le gouvernement aurait un plan secret pour combler le déficit de l'audiovisuel public. L'hebdomadaire affirme qu'un *« accord de principe est déjà réalisé avec la Caisse des dépôts et consignations »* pour que cette dernière prenne des participations dans Antenne 2 et FR 3. La Caisse des dépôts a démenti, le 26 décembre, *« tout projet en ce sens »*.

La rumeur d'un désinvestissement partiel de l'Etat dans l'audiovisuel public au profit d'investisseurs publics ou privés court depuis deux mois dans les milieux proches du gouvernement ou de la majorité parlementaire. On y évoque fréquemment l'entrée au capital des chaînes de la Caisse des dépôts, d'Havas, d'Hachette ou de banques nationalisées. Dans les ministères de tutelle comme au Conseil supérieur de l'audiovisuel, on affecte pourtant un grand scepticisme devant ces solutions qualifiées de *« pures hypothèses d'école »*. Et on affirme qu'Antenne 2 et FR 3 devront retrouver l'année prochaine leur équilibre sans rallonges budgétaires ni dotation en capital.

Le déficit de l'audiovisuel public est pourtant préoccupant. Antenne 2 affichera cette année, si l'on en croit M. Hervé Bourges, son nouveau président, 600 millions de francs de pertes qui s'ajouteront aux 330 millions de l'an passé et au 100 millions de francs de 1988. Soit un déficit cumulé de près d'un milliard de francs. A FR 3, les pertes devraient atteindre 50 millions de francs mais la chaîne était en bonne santé les années précédentes. Radio-France, qui avait 13,9 millions de pertes l'an dernier, pourrait terminer dans le rouge à la fin de l'année.

Il faut encore ajouter à ces chiffres ceux de la Société française de production. Après la grande grève qui a paralysé la société publique, le gouvernement a effacé quelque 940 millions de francs de pertes, représentant le déficit cumulé de sept années. Mais la SFP devrait terminer 1990 avec encore 400 à 500 millions de pertes, dont la moitié est due, il est vrai à la mise en chantier du plan de réduction des effectifs. Le gouvernement a longuement étudié une recapitalisation de la SFP par le biais d'investisseurs publics comme France Télécom qui remplaceraient au capital les actionnaires actuels (TF 1, A 2). Mais le projet n'a toujours pas abouti.

La même solution serait encore plus complexe à mettre en œuvre pour Antenne 2 et FR 3. La loi de septembre 1986 précise que *« l'Etat détient la totalité du capital des sociétés de programmes »*. L'arrivée de nouveaux actionnaires, même publics, supposerait donc une modification législative et il n'est pas évident que le gouvernement dispose d'une majorité parlementaire sur un tel projet. Outre un Parti communiste résolument opposé à cette initiative, il faudrait compter avec la fronde de nombreux députés socialistes qui considèrent que le gouvernement porte une lourde responsabilité dans la crise de l'audiovisuel public et que l'Etat ne saurait se désengager sans trahir ses responsabilités.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

La mort de l'auteur des « Contes de la rue Broca »

Pierre Gripari, un méchant petit diable

L'écrivain Pierre Gripari, auteur des Contes de la rue Broca, est mort dimanche 23 décembre à Paris des suites d'une opération chirurgicale. Il était âgé de soixante-cinq ans (voir *le Monde* du 26 décembre).

Les enfants vont être tristes... Leur auteur à succès, l'écrivain des enfants le plus lu, le conteur le plus écouté, est mort pour leur Noël, comme dans un conte qu'il n'aura pas écrit.

Etrange Gripari, cet anar farfelu résolument de droite après s'être cru de gauche, qui, malgré une quarantaine de livres pour adultes – romans, pièces de théâtre, poèmes – –, malgré une culture époustouflante, n'avait pas trouvé son public ; après, cependant, des résultats remarqués au théâtre avec *Lieutenant Tenant* en 1962.

La gauche préférait ignorer cet immigré de la deuxième génération, pas tout à fait français pas tout à fait grec, fils de fanc-maçon, ex-communiste, membre du GRECE, intolérant et ne cachant pas ses opinions, adepte d'une littérature d'humeur plutôt que d'une littérature engagée, qui se proclamait homosexuel et misogyne, antijuif parce ce qu'antisioniste, ennemi des bons sentiments comme de l'optimisme, amoureux fou de littérature, de toutes les littératures. L'horrible affreux jojo de tous les contes, infréquentable, ininvitable, à ne pas mettre en présence de ses amis...

Les enfants, eux, l'avaient adopté ; les *Contes de la rue Broca* (qui viennent justement de paraître en deux albums superbement illustrés par Claude Lapointe) s'étaient vendus à des centaines de milliers d'exemplaires et tous ses autres livres étaient des best-sellers ; surtout, ce grand expert de littérature orale était un grand conteur qu'on s'arrachait dans les musées, les festivals de jeunesse, les écoles, les bibliothèques, etc. Il y a trois semaines encore, au Salon du livre de jeunesse de Montreuil, le dimanche, il avait fait un triomphe en racontant ses histoires à lui.

Ce vrai Parisien, né à Paris en 1925, n'avait pour ainsi dire jamais quitté Paris. De la rue Broca à la rue de la Folie-Méricourt, il se sentait de son quartier, du bistro où il déjeunait tous les jours... Grâce à son public de jeunes, il avait pu abandonner il y a dix ans les « petits boulots » pour se consacrer exclusivement à l'écriture.

Ecrivant comme un fou pour publier plusieurs romans par an qui restaient sur les rayons de son éditeur-ami de l'Age d'homme, Dimitrijevic. L'oeil rond, étonné, émerveillé par ses rêves, il était bien tel qu'il se décrivait dans son roman autobiographique *Pierrot-la lune* (1963), tel qu'il s'expliquait dans *Gueule d'aminche* (1973) ou dans *L'arrière monde et autres diableries* : *« Les seules histoires qui m'intéressent sont celles dont je suis sûr, dès le début, qu'elles ne sont jamais arrivées, qu'elles n'arriveront jamais, qu'elle ne peuvent arriver. J'estime une histoire impossible: du seul fait qu'elle n'a, pour se justifier d'être, une quelconque prétention documentaire ou idéologique ; elle a toutes les chances de contenir beaucoup plus de vérité profonde qu'une histoire simplement plausible »*.

Pierrot Lunaire Gripari aura-t-il *pos mortem* des lecteurs qui tenteront de détecter le bon grain et l'ivraie ? ...

NICOLE ZAND

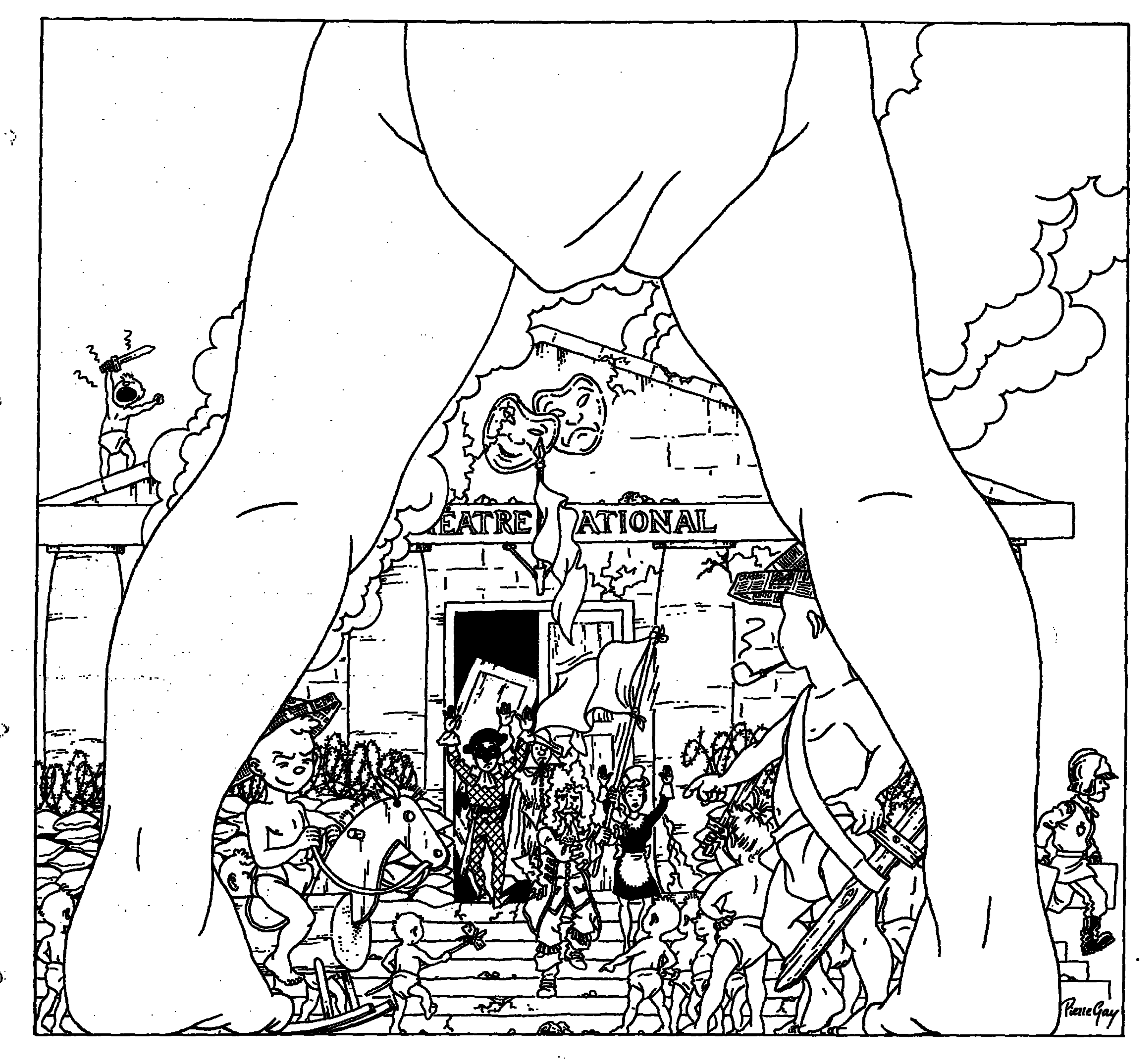
► Les livres de Gripari sont édités à la Table ronde, à l'Age d'homme et chez Grasset-Jeunesse. Voir aussi Gripari, mode d'emploi, conversations avec Alain Paucard, Age d'homme (1985).

M. Georges Marchais hospitalisé

M. Georges Marchais a été victime d'un malaise cardiaque et hospitalisé, mercredi 26 décembre, à Avignon. Le secrétaire général du PCF, qui séjournait dans sa résidence secondaire de Robion (Vaucluse), a été victime d'un malaise cardiaque. Un médecin, appelé sur place, a décidé son hospitalisation vers 6 heures du matin à Cavaillon, mais il a été transféré, peu après, à l'hôpital Henri-Duffaut d'Avignon par le SAMU.

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



LE THÉATRE PUBLIC VINGT ANS APRÈS

Nouvelles têtes, nouvelles mœurs

Le 12 novembre, Jack Lang, ministre de la culture et Bernard Faivre d'Arcier, son directeur du théâtre, *présentaient les nouveaux nommés* à la tête de quelques centres dramatiques et du Théâtre national de Strasbourg. Nominations que l'on attendait depuis plusieurs mois, et dont l'annonce avait été à plusieurs reprises reportée. Les maisons de la culture avaient déjà été pourvues, à Grenoble, La Rochelle, Rennes, au Havre...

Naturellement les rumeurs couraient, qui n'étaient pas forcément fausses. Mais Bernard Faivre d'Arcier voulait d'abord connaître le terrain pour ne pas risquer le clash avec les différentes collectivités locales, partenaires financiers du ministère. *« Finies les valses préfectorales, nous souhaitons travailler en plein accord avec tous »* a-t-il déclaré au dernier Festival d'Avignon, lors d'une rencontre qui a fait du bruit, car il disait clairement qu'il fallait, d'une part, remplacer la hiérarchie pyramidale existante par un *« système de réseau »*, et d'autre part, définir précisément le type d'homme susceptible de diriger aujourd'hui les institutions. Qu'il fallait moraliser la profession, ne plus s'y « cocooner » en accumulant les salaires – chacun y a reconnu son voisin, rappelons pourtant que personne n'a jamais fait fortune dans le théâtre, surtout public, mais que, en revanche, on peut constater parfois de déplorables négligences ...

Les candidats à l'institution n'ont certes pas manqué, mais Bernard Faivre d'Arcier et Jack Lang devaient d'abord s'entendre sur le « profil » du directeur-type, *puis le trouver, puis le persuader d'accepter*. Bizarrement, quelques-unes des personnalités contactées ont préféré rester là où elles sont, d'autres ont voulu se libérer des contraintes institutionnelles – évidemment certains à qui on a demandé de partir ont fait jouer toutes les ressources de la politique locale pour s'accrocher.

Cependant ce va-et-vient lassant de négociations a permis d'analyser la situation sans se borner à geindre *« le théâtre est fini, la relève des Chéreau et Mnouchkine n'existe pas »*. On peut voir au contraire que le *théâtre public a pris le quasi-monopole des productions* non pas contre le théâtre privé, mais en collaboration plus ou moins directe avec lui. A long terme, ce n'est peut-être pas viable, c'est tout de même moins négatif que la guerre. Le théâtre public est entré dans les mœurs, il est devenu un enjeu de prestige électoral et commercial. Aux dépens peut-être de sa rigueur, mais là, c'est une affaire de personnes...

En tout cas, on peut voir qu'en vingt ans, les donnes ont changé. Qu'à partir de là les combats et les ambitions de la nouvelle génération ne sont pas ceux de ses aînés. En dépit des menaces de réduction drastique des subventions, dues à la situation internationale, la relève est là, et n'attend pas pour se manifester qu'on lui en accorde la permission. *(Lire nos articles pages 16 et 17.)*

COLETTE GODARD

DANSE 22

Preljocaj répète « Roméo et Juliette »


GÉRARD AMSELLEM

Ils sont deux, venus de l'Est, vivant en France : un Albanais, le chorégraphe Angelin Preljocaj, et un Yougoslave, le dessinateur Enki Bilal. Ils sont les invités du Lyon Opéra Ballet pour créer une nouvelle version de *Roméo et Juliette* dans la chorégraphie du premier et les décors et costumés du second. Ils n'ont pas voulu pour l'occasion oublier leur origine et ont décidé de transporter l'œuvre dans les Balkans. Pour une histoire d'amour qui finit mal.

THÉATRE

DU TEMPS DES FONDATIONS A CELUI DE LA RELÈVE,

Ces messieurs de la famille

Les gens de théâtre forment une masse grouillante composée d'individualistes travaillant en équipe. Leur art étant par nature éphémère, ils ont besoin de quelque chose qui les rassure : des titres qui les définissent sans les faire ressembler aux voisins, des balises au long d'une route qui ne doit pas devenir une ornière. Toujours en mouvement, ils ont besoin de temps. Ils ont aussi besoin d'argent. Ils ont un ministère de tutelle qui nomme, balise, paie. Qui tente de satisfaire tout le monde, y compris ses partenaires financiers : les collectivités locales. Il est difficile de satisfaire les gens de théâtre, rarement contents de ce qu'ils viennent juste de faire. Mais quand ils se penchent sur ce qu'ils ont fait auparavant, ils semblent plutôt contents d'eux.

NÉ après la dernière guerre, le théâtre public entre en mutation environ tous les vingt ans, le temps d'une génération. On ne sait pas encore ce qu'il sera dans les années 90, on sait déjà qu'il ne ressemblera en rien à celui des années 70.

Les flamboyantes années 70 ont été le fait de très jeunes intellectuels insolents – arrogants, disaient leurs détracteurs. Des contestataires. Ils s'appelaient Patrice Chéreau, Georges Lavaudant, Bruno Bayen, Michel Hermon, Jean-Pierre Vincent, Gildas Bourdet, Alfredo Arias, Jérôme Savary... Chacun à sa manière faisait grincer les rouages du «système», ils n'avaient en commun que de renier leurs pères. 68 était passé par là, ils en étaient partie prenante, réfléchissaient sur les moyens de changer la vie, tout au moins le théâtre, le rapport scène-salle, le rôle de l'auteur, *deus ex machina* enfermé dans sa tour d'ivoire, bastion de l'égoïsme bourgeois... Ils étaient fortement politisés et se voulaient gauchistes. Puis, le cours de l'histoire ayant été ce qu'il a été, la peur de la récupération a cédé la place au désir d'institution.

Ils avaient vingt ans et ne se sentaient aucune affinité avec leurs prédécesseurs qui, eux, entendaient poursuivre leur politique d'éveil des consciences et monter Brecht comme un exorcisme. Plusieurs «mandarins» ont été remplacés par les jeunes loups de la «génération baby-boom». D'autres ont essayé – c'était l'idée de Michel Guy, alors ministre de la culture – de travailler avec leurs cadets. Un ou deux y sont parvenus pendant un temps suffisamment long pour qu'on ne parle pas d'échec.

En tant que créateurs et en plein accord avec la profession de foi de Roger Planchon – le pouvoir absolu au créateur et à la création – les jeunes loups se sont donc emparés des vieilles structures. Ils en ont changé du tout au tout les couleurs, l'ambiance. Se mettre au service du public, c'est, à l'époque, lui offrir ce qu'il y a de mieux, de plus riche, de plus raffiné, de plus beau. *«Nos spectacles parlent d'eux-mêmes. Leur valeur théâtrale est la forme la plus efficace d'animation culturelle.»* Et c'est vrai, l'époque était grandiose.

Mais c'était l'arbre qui cache la forêt. En dehors des subversifs de l'institution, des centaines, des milliers de «jeunes compagnies» sont apparues, galérant, grappillant de maigres subsides, survivant tant bien que mal. Une structure pyramidale s'est mise en place : en haut les théâtres nationaux, puis les super-centres dramatiques dits théâtres nationaux de région, puis les centres dramatiques, puis les compagnies indépendantes – signant directement leur contrat avec le ministère de la culture, certaines, dites conventionnées, le signant pour une durée de trois ans avec un cahier des charges ; enfin, à la base, les compagnies



NICOLAS TREATT

«L'affaire de la rue Lourcine». Patrice Chéreau (1966)

dont le sort est discuté chaque année par une commission consultative. A côté : les maisons de la culture, d'abord destinées à la diffusion de la culture en général, mais abritant parfois un centre dramatique ou chorégraphique, et participant aux productions ; les centres dramatiques régionaux ; l'Office national de diffusion artistique (ONDA), chargé de financer l'accueil de spectacles trop chers dans des établissements trop pauvres.

Avec en plus des aides au projet, au sujet, à l'écriture – à un copain, – on pouvait imaginer que chacun pourrait travailler à sa guise. En réalité, l'accumulation entraîne la fragmentation et la dispersion, car au bout du compte, le budget global n'est pas augmenté en proportion. Il l'a été considérablement en 1981 lorsque les socialistes sont arrivés au gouvernement et Jack Lang au ministère de la culture. Mais auparavant, le choc pétrolier et l'inflation à deux chiffres avaient eu raison des maigres subsides accordés au théâtre, tombé très bas. Après 1981, il a fallu rattraper d'autres disciplines, financer les grands travaux et l'Opéra-Bastille. Les choix sont toujours douloureux pour quelqu'un.

Quand les fulgurants «gauchistes» sont entrés en fonctions, on a donné aux «mandarins» écartés des places plus ou moins honorifiques ou les moyens de travailler. Prétendant que cette situation leur offrait une nouvelle jeunesse, ils ont fondé leur compagnie, ont monté des spectacles en coproduction, mais ils ont rarement pu pénétrer le cercle des nouveaux nantis. Pas plus que les autres, jeunes, moins jeunes, oubliés de l'institution, ou arrivés plus tard, trop tard.

Au-delà de cette structure pyramidale fortement hiérarchisée – et avec quelques aînés, Antoine Vitez, Bernard Sobel, Jacques Lassalle, Jorge Lavelli entre autres, – s'est constituée tout naturellement une sorte de famille, unie mais fermée. Elle s'est bâtie sur des bases d'amitié, de passé et de conceptions communes. Sur des bases budgétaires aussi. Dans ce domaine, les années 80 ont connu une surchauffe liée en partie à l'augmentation des coûts de production, aux progrès technologiques, au besoin de beauté – et la beauté est chère, – à la présence de stars qui, même si elles acceptent d'être (relativement) sous-payées, tirent vers le haut les cachets de ceux qui sans être célèbres auprès du «grand public» sont indispensables dans une distribution de qualité. Les stars permettent des coproductions avec le secteur privé, c'est-à-dire, une exploitation plus longue des spectacles. Patrice Chéreau a demandé à Jacqueline Maillan et Michel Piccoli de créer *Retour au désert* de Bernard-Marie Koltès chez Renaud-Barrault, Roger Planchon a amené Molière avec Michel Serrault ou Claude Brasseur à Mogador.

Un spectacle à haut budget ne peut être que coproduit par les institutions de haut niveau, recevant de hautes subventions. Entre Nanterre, Villeurbanne, Grenoble, Strasbourg, Marseille, Nice, Lille, on s'échange les productions qui tournent d'un lieu à l'autre et qui, à Paris, se retrouvent au Théâtre de la Ville, à Mogador, au TEP... Il reste alors peu de place et d'argent pour d'éventuelles coproductions avec des établissements moins fortunés qui ne peuvent pratiquer le retour d'ascenseur. Mais chaque grand a ses protégés dont on glisse les créations entre deux spectacles de prestige, pour un nombre limité de représentations. Et quand même, parfois – pas toujours – en option dans les abonnements.

Entrer dans ce cercle magique n'est pas plus facile aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Aussi entend-on souvent dire que «la relève» n'existe pas. Ce n'est pas si simple.

COLETTE GODARD

Pourquoi je pars

MARC ENGUERAND

par Gildas Bourdet

«JE choisis de quitter le théâtre que je dirige dans le Nord-Pas-de-Calais depuis quinze ans au moment où j'ai le sentiment d'avoir, à peu de choses près, accompli la tâche qui m'avait été confiée en 1975 par le secrétariat d'Etat aux affaires culturelles.

» Il s'agissait alors d'imposer le fait théâtral dans une région où il n'existait guère, de revivifier une institution fragile et mal en point, d'œuvrer pour qu'un théâtre neuf s'ouvre au centre de la métropole lilloise, de mobiliser un public nouveau et large autour de nos spectacles et de ceux que nous pourrions inviter.

» Le moment n'était guère propice. La décentralisation théâtrale était peu et mal subventionnée. Aux yeux de bon nombre de responsables politiques et d'élus locaux, qui la toléraient mal, elle était suspecte de communisme ou de gauchisme, ou plus simplement encore d'avant-gardisme systématique.

» Pourtant, l'Etat avait décidé de la régénérer en plaçant à sa tête des hommes nouveaux, tous créateurs. J'ai eu la chance d'être de ceux-là. Politiquement, je combattais ouvertement le pouvoir qui m'avait nommé, mais la mission qu'il m'avait confiée m'enthousiasmait.

» Quinze ans plus tard, la décentralisation théâtrale est entrée dans les faits et dans les mœurs. Elle s'est largement imposée. Elle a conquis un public considérable et fidèle. Les élus locaux ont pris conscience de ce qu'elle apporte à leurs villes ou à leurs régions, et personne ne voit plus dans son travail l'ombre d'une quelconque vie séditieuse. On voit même les entreprises lui apporter leur concours. En un mot, elle a réussi.

» A Lille existe aujourd'hui un théâtre national de région, parmi les plus fortement subventionnés en province, qui dispose d'une salle flambant neuve en plein centre-ville. Il attire un public nombreux venant de toute la région – notre taux de remplissage avoisine les 100 %. Et il entretient avec les pouvoirs locaux, notamment avec le conseil général qui le subventionne pour moitié, les meilleures relations.

» Pour moi, le travail artistique a toujours été intimement lié au cours de ces années, à un combat pour imposer une institution théâtrale forte, et l'aventure est terminée. Craignant l'ennui que procurent les situations acquises, je tire donc ma révérence, non sans un petit pincement au cœur pour la région que je quitte, pour ceux avec qui j'y ai travaillé, et pour le public.

» Un regret sans doute : celui de ne pas être parvenu à créer en province une grande troupe d'acteurs analogue à celles que l'on trouve dans les villes allemandes. J'aurais pu alors travailler sur le rapport de la troupe au répertoire. Mais, le triplement des moyens qu'impliquerait une telle entreprise est hors de proportions avec ce qu'est aujourd'hui le budget du théâtre au ministère de la culture. Je reste persuadé pourtant que de tels ensembles seront indispensables dans l'avenir, si l'on veut que nos métropoles régionales aient un rayonnement capable de rivaliser avec celui de Paris et surtout avec les villes européennes concurrentes.

» Pour ma part, après avoir travaillé pendant vingt ans dans le théâtre du service public, dont quinze ans à la tête d'une institution «lourde», j'éprouve le besoin de prendre un peu de champ.

» J'ai songé à diriger une salle privée. J'ai souvent regretté la vie trop brève de certains de mes spectacles dont le succès semblait pouvoir se prolonger aussi bien à Lille qu'à Paris. On sait que le cahier des charges des théâtres publics autorise difficilement de longues exploitations. Il en va autrement dans le privé. Mais peut-on faire, ou promouvoir, un théâtre d'«art» exigeant et exempt de vedettariat dans ce secteur où le goût du public fortuné pèse d'un poids économique vital ? J'avoue ne pas y avoir suffisamment réfléchi.

» Et pour l'heure, le ministère m'ayant proposé d'entrer dans le cadre des compagnies indépendantes, je m'en tiens à cette solution qui me permettra d'être pour partie coproducteur des spectacles que l'on pourra m'inviter à monter. Ainsi ne quitterais-je pas tout à fait la sphère publique. Quant au débat sur ce qu'il convient d'en faire et d'y faire, j'y réfléchirai désormais du dehors.

» Il me semble toutefois qu'il y aurait quelque danger à légiférer sur cette matière en seuls termes d'administration et de contrôle. Sans doute y a-t-il eu des exemples de gestions hasardeuses, sans doute là comme ailleurs, mais là moins qu'ailleurs – convient-il de remoraliser lorsque le besoin s'en fait sentir. Mais l'urgence est aussi et surtout de redéfinir les missions et les moyens de ces missions. Ainsi pourra-t-on mieux accorder sa confiance et la retirer si d'aventure elle venait à être déçue.»

▶ *Metteur en scène, auteur et scénographe, fondateur de la* Salamandre, *directeur du Centre dramatique du Nord de 1975 à 1990.*

Pourquoi je reviens

par Jean-Pierre Vincent

«ENFANT, j'ai vite attrapé une manie : je me cachais sous les meubles. Etre là où l'on ne croit pas que vous êtes... Non pour espionner, ni faire peur. Pour être tranquille, indépendant, échapper à je ne sais quelle pression du monde.

» Si je réfléchis à la suite, je n'ai fait, entre autres choses, que continuer ce jeu de cache-cache.

» Classé acteur gymnastique du temps des premiers spectacles de Patrice Chéreau, je me suis mis un jour à tout miser sur l'émotion, un soir tout d'un coup.

» Classés «brechtiens méchants» avec Jean Jourdheuil vers 68, nous nous sommes mis à monter des classiques. Classés (dé)monteurs de classiques, nous avons monté Rezvani.

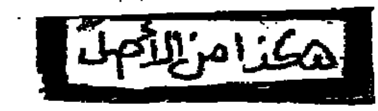
» Classé fer de lance des jeunes compagnies, j'ai accepté la responsabilité d'une institution. A peine arrivés à Strasbourg, au TNS, nous avons piloté ce gros bateau comme un hors-bord, dans une convivialité combative. Classé désormais révolutionnaire de l'institution, j'ai jeté toutes mes forces dans les délicats équilibres de la Comédie-Française. Alors que des premières avanies commençaient à sortir le bon grain, j'ai tout plaqué pour choisir la liberté.

» Quatre années ravissantes se sont suivies, de théâtre en théâtre, chez des amis, avec le Conservatoire pour jardin secret. Beaucoup de satisfactions artistiques avec mes compagnons (Bernard Chartreux, Jean-Paul Chambas, Patrice Cauchetier, Alain Poisson...) Des rencontres, des retrouvailles avec des acteurs magnifiques. Du temps libre pour rêvasser. Caché sous un bon gros meuble...

» Et me voici, trompant encore le temps, reprenant la responsabilité d'une grande maison de théâtre.

» Je ne me sens ni volage ni inconséquent, même si le mouvement, à l'évidence, m'attire. C'est le monde autour de moi que je sens volage, pressé de me (de nous) classer dans des cases. Si je veux continuer mon travail, j'ai besoin de changer de case, de bouger sur la grille, d'échapper aux éti-





SÉLECTION PARIS

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît dans *le Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Les Affranchis
de Martin Scorsese,
avec Robert De Niro,
Ray Liotta,
Joe Pesci,
Lorraine Bracco,
Paul Sorvino.
Américain (2 h 21).

L'ascension et la chute d'Henry Hill, petit mafioso new-yorkais, sert de fil conducteur (véridique) à Martin Scorsese pour brosser une fresque à la fois intimiste et épique, où se mêlent violence et humour, grand banditisme et petits faits quotidiens. D'une éblouissante maîtrise.

VO : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).
VF : U.G.C. Opéra, 9e (45-74-95-40).

L'Aiguillon de la mort
de Kohei Oguri,
avec Keiko Matsuzaka,
Ittoku Kishibe,
Takenori Matsumura,
Yuri Chikamori,
Midori Kiuchi.
Japonais (1 h 54).

Ou comment transformer une histoire ordinaire d'adultère et de couple déchiré en parabole sur une nation traumatisée (le Japon au lendemain de la seconde guerre mondiale). Kohei Oguri organise un superbe ballet sur tempo lent zébré de crises, où affleure la sensualité, où règne la beauté.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Bouge pas, meurs, ressuscite
de Vitali Kanevski,
avec Pavel Nazarov,
Dinara Droukarova,
Eléna Popova.
Soviétique, noir et blanc (1 h 45).

Le réalisateur a vécu cet enfer: une enfance aux portes du Goulag, dans les années 40. Balayant la reconstitution historique et le souvenir apitoyé, il compose avec une enthousiasmante énergie cet hymne à la vie dans la maison des morts, dynamisé par deux jeunes interprètes formidables.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

La Cité des douleurs
Hou Hsiao-Hsien,
avec Toni Leung,
Hsin Shu-Fen,
Chen Sown-Yung,
Kao Jai,
Li Tien-Lu,
Wu Yi-Fang.
Chinois de Taïwan (2 h 38).

Après la défaite du Japon, Taïwan connut une sorte d'interlude avant que les nationalistes vaincus par Mao Zedong en fassent leur base de repli. A travers les destins croisés de trois frères, Hou Hsiao-Hsien évoque cette période incertaine, mêlant événements politiques, chronique familiale et rivalités entre gangsters, avec un sens de la mise en scène digne des plus grands.

VO : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, handicapés, 14e (43-21-41-01).

Cyrano de Bergerac
de Jean-Paul Rappeneau,
avec Gérard Depardieu,
Anne Brochet,
Vincent Perez,
Jacques Weber,
Roland Bertin,
Philippe Morier-Genoud.
Français (2 h 15).

Cyrano restera comme la grande réussite du cinéma français de l'année. Bondissant, lyrique, émouvant, euphorique. Fidèle à Rostand et totalement cinématographique, offrant à un des plus grands acteurs un de ses plus grands rôles et réhabilitant les autres personnages. Actuel et éternel. Bref, il n'est pas pensable de ne l'avoir pas vu, il n'est pas impensable d'y retourner.

U.G.C. Triomphe, dolby, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Le Décalogue
de Krzysztof Kieslowski.
Polonais (56 mn).

En dix films construits autour des Dix Commandements, Kieslowski compose une chronique noire et sensible de la vie quotidienne à Varsovie, qui est aussi une superbe et complexe parabole sur le doute et la tendresse. Chaque film est une merveille, l'ensemble est une splendeur.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

La Discrète
de Christian Vincent,
avec Fabrice Luchini,
Judith Henry,
Maurice Garrel,
Marie Bunel,
François Toumarkine,
Brice Beaugier.
Français (1 h 35).

Sous la houlette de son éditeur-mentor, Antoine le Don Juan trahi prétend jouer la comédie du libertinage. Mais celle qui devait être sa victime a plus de ressources, et plus de vie que ces messieurs : sans en avoir l'air, elle transforme la manœuvre amoureuse en vraie histoire sentimentale. Tout comme le jeune cinéaste transforme cette petite comédie de mœurs en vrai film de rire et d'émotion.

Gaumont Les Halles, handicapés, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, handicapés, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8e (43-87-35-43) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, handicapés, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'Enfant miroir
de Philip Ridley,
avec Jeremy Cooper,
Lindsay Duncan,
Viggo Mortensen,
Sheila Moore,
Duncan Fraser,
Robert Koons.
Britannique (1 h 35).

Les enfants miroirs sont les irradiés d'Hiroshima dont la peau est devenue photo-sensible. L'enfant du film est, lui, irradié par la folie qui souffle en orage sur la grande plaine du Middle-West, alimentant ses fantasmes et ses pulsions morbides au contact d'adultes inquiétants ou perturbés. Le réalisateur anglais dessine en images très léchées ces troubles vertiges.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

Gaspard et Robinson
de Tony Gatlif,
avec Gérard Darmon,
Vincent Lindon,
Suzanne Flon,
Bénédicte Loyen,
Charlotte Girault.
Français (1 h 33).

Deux copains abandonnés par la société moderne sur la rive de la Méditerranée se bricolent un rêve en construisant un café de bric et de broc. L'arrivée d'une vieille dame, elle aussi laissée-pour-compte, est l'occasion d'une comédie douce et triste, ponctuée d'homériques éclats de rire.

Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, dolby, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

Halfaouine
de Férid Boughedir,
avec Selim Boughedir,
Mustapha Adouani,
Rabia ben Abdallah,
Mohamed Driss,
Hélène Catzaras,
Fatma ben Saïdane.
Franco-tunisien (1 h 38).

Il a grandi parmi les femmes du quartier d'Halfaouine, à Tunis. Mais l'âge approche où il devra rejoindre la société des hommes. Par le regard du garçon, juché sur les terrasses qui dominent les cours et les rues, Boughedir observe cette comédie humaine colorée, aux mille personnages attachants.

VO : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Lacenaire
de Francis Girod,
avec Daniel Auteuil,
Jean Poiret,
Marie-Armelle Deguy,
Maïwenn Le Besco,
Jacques Weber,
François Périer.
Français (2 h 05).

L'évocation de la vie du dandy du crime qui défraya la chronique au dix-neuvième siècle par son procès à sensation avant de finir sur l'échafaud, qu'il appelait de ses vœux, est l'occasion d'une parabole sur la révolte et la liberté. Et aussi sur le métier d'acteur, ce métier qu'exerce si bien Daniel Auteuil.

Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 6e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; U.G.C. Champs-Elysées, handicapés, 8e (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; U.G.C. Convention, 15e (45-74-93-40) ; U.G.C. Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

Le Mari de la coiffeuse
de Patrice Leconte,
avec Jean Rochefort,
Anna Galiena,
Roland Bertin,
Maurice Chevit,
Philippe Clévenot,
Jacques Mathou.
Français (1 h 20).

Avec une admirable constance et un imperturbable sérieux, Patrice Leconte déroule le fil d'un scénario parfaitement farfelu : l'histoire de l'homme qui, depuis toujours, voulait épouser une coiffeuse, accomplit son projet et vécut heureux en dansant *Trabadja la mouquère* et en troussant sa belle sur le fauteuil à couper les cheveux en quatre.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Club, 9e (47-70-81-47).

Outremer
de Brigitte Roüan,
avec Nicole Garcia,
Marianne Basler,
Brigitte Roüan,
Philippe Galland,
Yann Dedet,
Bruno Todeschini.
Français (1 h 40).

Trois sœurs dans un monde qui disparaît ne font pas forcément une œuvre « tchékhovienne ». Il y a trop de vitalité dans ce portrait de famille, pieds noirs sur fond de guerre d'Algérie, pour soutenir la comparaison avec le dramaturge russe. Mais toutes les nuances sont bien là, servies par trois comédiennes au mieux de leur forme.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Le Petit Criminel
de Jacques Doillon,
avec Richard Anconina,
Gérald Thomassin,
Clotilde Courau,
Jocelyne Perhirin,
Cécile Reigher.
Français (1 h 40).

Lorsqu'un adolescent « braque » un policier et le contraint à l'enmener chez une grande sœur dont il vient d'apprendre l'existence, ça ne fait pas un fait divers, mais un très subtil et très captivant jeu de tension, de séduction et d'émotion, ciselé avec une infinie finesse par Jacques Doillon.

Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, handicapés, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Tante Julia et le Scribouillard
de Jon Amiel,
avec Peter Falk,
Barbara Hershey,
Keanu Reeves,
Bill McCutcheon,
Patricia Clarkson,
Richard Portnow.
Américain (1 h 45).

Du roman de Vargas Llosa, la beauté de la langue et Lima (remplacée par la Nouvelle-Orléans) ont disparu. Mais il reste une comédie endiablée, enmenée par un Peter Falk déchaîné en animateur de radio farfelu et inventif.

VO : 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; U.G.C. Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, dolby, 15e (45-75-79-79).

Taxi Blues
de Pavel Lounguine,
avec Piotr Mamonov,
Piotr Zaïtchenko,
Vladimir Kachpour,
Natalia Koliakanova,
Hal Singer,
Elena Saphonova.
Franco-soviétique (1 h 50).

Recette scénaristique détonnante : organiser la rencontre entre un musicien bohème et alcoolique et un chauffeur de taxi « russouillard ». Recette cinématographique explosive : passer l'ambiance déglinguée du Moscou d'aujourd'hui à la moulinette du cinéma noir américain. Le résultat fait des étincelles.

VO : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

Tilaï
de Idrissa Ouedraogo,
avec Rasmane Ouedraogo,
Ina Cisse,
Roukietou Barry,
Assane Ouedraogo,
Sibidou Sidibe,
Moumouni Ouedraogo.
Burkinabé (1 h 21).

Quand il revint d'un long voyage, il découvrit que sa fiancée avait été mariée de force à son propre père. Avec l'aide d'une gamine délurée, les amoureux brisèrent la loi du village, et durent s'expatrier. Mais le destin veille. Le destin, et le talent d'Idrissa Ouedraogo, qui fait de cette belle histoire d'amour et de mort un film d'une simplicité magique.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

Un thé au Sahara
de Bernardo Bertolucci,
avec Debra Winger,
John Malkovich,
Campbell Scott,
Jill Bennett,
Timothy Spall,
Amina Annabi.
Britannique (2 h 15).

Du roman très littéraire de Paul Bowles, Bertolucci fait un film « très cinématographique » : son sens de l'espace, du mouvement des acteurs et de la caméra, des couleurs, font du voyage de trois Américains vers une impossible vérité aux tréfonds du désert un envoûtant poème visuel.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50).
VF : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

Uranus
de Claude Berri,
avec Philippe Noiret,
Gérard Depardieu,
Jean-Pierre Marielle,
Michel Blanc,
Fabrice Luchini,
Michel Galabru,
Gérard Desarthe.
Français (1 h 40).

La petite ville à moitié rasée par les bombardements est le théâtre des mesquineries et des hypocrisies de la France profonde au lendemain de la Libération. Extraordinaire galerie de portraits imaginée (d'après nature) par Marcel Aymé, et qui s'incarne grâce à une escouade de grands acteurs enmenés par un Gérard Depardieu en pleine forme.

Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Bretagne, dolby, 6e (42-22-57-97) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; George V, THX, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Fran çais, dolby, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; U.G.C. Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; La Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96).

Il est devenu rare qu'un cinéma soit géré par des cinéphiles. Mais c'est encore le cas d'une des plus belles salles de Paris, le Max-Linder. Les quatre larrons qui président aux destinées de son écran panoramique ont choisi pour les fêtes un florilège de films, sans autre ligne directrice que leur goût : de *Mort à Venise* (notre photo) à *Down by Law* en passant par *Vacances romaines*, *l'Année dernière à Marienbad*, *le Mahabharata* et *Arsenic et vieilles dentelles*, rien que du bon (deux films par jour jusqu'au 14 janvier. Tél. : 48-24-88-88).

CHRISTOPHE L.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.

LES MUTATIONS DU THÉATRE PUBLIC

Les cadets frappent à la porte



MARC ENGUERAND

« Fragments forains », François Tanguy (1989)

PORTRAIT-ROBOT : il – ou elle – tourne autour de la trentaine et se trouve à la tête d'une compagnie indépendante. A lui seul, il est cette compagnie, terme qui recouvre une inscription au registre du commerce, une raison sociale permettant de recevoir des subventions, et non «une assemblée de personnes» selon la définition du dictionnaire. Il reçoit entre 300 000 F et 500 000 F du ministère de la culture, travaille en province, ce qui lui permet de toucher un peu d'argent des différentes collectivités locales, et de disposer d'un lieu gratuit pour répéter – à Paris ou en région parisienne, tout se paie. Il monte un spectacle par an qu'il tourne dans des circuits avec lesquels il a établi des relations de fidélité – ce que le ministère appelle «système du réseau».

Un jour, sa discrétion patiente est récompensée : René Loyon, après avoir joué en Lorraine et monté des spectacles un peu partout, accepte de remplacer Denis Llorca au centre dramatique de Franche-Comté ; Daniël Mesguich, après avoir imaginé une direction bicéphale avec Jean-Claude Fall à la Bastille, et l'avoir précédé au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, installe ses somptueux éclairages et ses relectures déstructurées à Lille, où il remplace Gildas Bourdet. Christian Schiaretti succède à Denis Guénoun au Centre dramatique de Reims. Il a impressionné Bernard Faivre d'Arcier par sa capacité à *« vivre en région et établir des réseaux intéressants »*.

Autres cas de figure : il – ou elle – a attiré l'attention d'un inspecteur du théâtre, d'un responsable culturel régional qui en a parlé à un responsable d'institution qui décide d'accueillir ou de parrainer un spectacle, et fait téléphoner par son attachée de presse aux journalistes susceptibles de se déplacer. Il – ou elle – a renoncé au «off» Avignon, trop coûteux, qui ne lui apporte pas de marché nouveau. En revanche, il vise le «in», même si ça lui coûte encore plus cher pour seulement cinq représentations, car c'est le commencement de la reconnaissance, une porte vers le Festival d'Automne. Il est sorti de l'adolescence, admis à jouer dans la cour des grands.

Le – ou la – voilà ni à l'intérieur ni en marge de l'institution, mais, disons... partenaire. Le rapport de forces est inégal, mais chacun y trouve son avantage. La preuve en est le peu d'enthousiasme qu'il – ou elle – manifeste pour gravir la hiérarchie pyramidale. Quand Alfredo Arias est parti du Théâtre de la Commune, centre dramatique d'Aubervilliers, le maire, Jack Ralite, et le ministère ont envisagé une combinaison de quatre jeunes – Chantal Morel, Dominique Pitoiset, François Tanguy et Stéphane Braunschweig – coordonnés par François Le Pilouer. La première, Chantal Morel a renoncé, les autres n'ont pas insisté. Chacun continue qui à Grenoble, qui au Mans, qui à Dijon. Avec l'intention de présenter un jour ou l'autre un spectacle à Paris...

Brigitte Jaques et François Regnault assurent sans états d'âme la succession d'Alfredo Arias. Ils ne sont pas en peine de travail, mais à force de se poser pour un temps à droite et à gauche, ils ont eu envie de s'installer, d'essayer la continuité. Arias, lui, n'a pas renouvelé son contrat parce qu'il se sentait arrivé au bout de ce qu'il pouvait faire au Théâtre de la Commune. Il avait demandé des aménagements, qui n'ont pas été possibles. Plutôt que de tourner en rond, il a repris sa liberté, et l'indépendance de sa compagnie.

Il existe actuellement cent soixante et onze compagnies indépendantes, sans comparaison possible les unes avec les autres. Parmi les malheureux à 300 000 francs par an, on trouve des gens comme Claude Régy – qui ne tient pas à s'installer puisqu'il est quasiment sociétaire du Festival d'Automne et va avoir scène ouverte à Nanterre – ou Jérôme Deschamps – qui demande seulement un endroit où mettre au point ses gags et l'a trouvé à Nîmes – ou encore Jean-Louis Martinelli, qui a la charge d'une salle à Lyon avec un budget de fonctionnement, Gélas et Benedetto, les permanents d'Avignon, Royal de Luxe ou Zingaro, gens du voyage avec une base l'un à Nantes et l'autre à Aubervilliers... On trouve aussi Ariane Mnouchkine et Peter Brook, deux modèles qui font rêver : ils ont un théâtre à eux, des subventions qu'ils gèrent à leur convenance, une liberté totale d'exploitation. Mais enfin, c'est Ariane Mnouchkine et Peter Brook...

Même si le ministère veut remplacer par le «système du réseau» la hiérarchie pyramidale, la place de la compagnie indépendante dans cette hiérarchie en fait une plaque tournante : c'est là que tout se joue. C'est là que se recrutent les nouvelles têtes, c'est là que reviennent les blasés de l'institution, qui ne vont tout de même pas jusqu'à devenir simples metteurs en scène *free lance*.

Une évolution s'amorce, et elle vient des maisons de la culture, les mal aimées. Mal aimées déjà lorsque les jeunes loups de l'après-68 ont balayé les utopies de Malraux sur l'accès du plus grand nombre aux plus grandes œuvres – seuls les musées y parviennent avec des expositions de prestige. Si mal aimées qu'elles se modifient, abritent des «metteurs en scène résidents» comme le fait Ariel Goldenberg à Bobigny avec Jean Jourdheuil et Jean-François Peyret, ou Robert Caracache à Grenoble avec Michel Dezoteux.

A Grenoble, la maison de la culture a changé de statut, comme à Rennes où elle est devenue Théâtre national de Bretagne, dirigé par Emmanuel de Véricourt. Plutôt que de prendre en charge un metteur en scène résident, ce dernier préfère coproduire deux ou trois noms de la région, quelques têtes bien faites, et ceux qu'il connaît bien pour avoir été leur directeur administratif – il ne recommencerait pour rien au monde – Benno Besson, Matthias Langhoff...

Ariel Goldenberg, Emmanuel de Véricourt, Alain Milianti au Havre – metteur en scène, mais ancien gestionnaire de la Salamandre de Gildas Bourdet, – ce sont vers ces marginaux du plateau et familiers des coulisses, des bureaux et des réunions syndicales que louche le ministère. Des gens prêts à laisser aux créateurs – un pluriel qui contrarie la notion d'absolu – le pouvoir artistique.

C. G.



BRIGITTE ENGUERAND

« Un jour au début d'octobre », Chantal Morel (1990)

MARC ENGUERAND

quettes et aux scléroses. Façon encore de s'échapper pour rester soi-même.

» Il faut tout de même de puissantes raisons pour se lancer à la tête d'un établissement dont Chéreau a fait un élément fondamental du théâtre européen, avec ses trois salles (puisque nous venons d'en ajouter une), avec son personnel si qualifié, avec sa situation historique et géographique (géopolitique, pourrais-je dire).

» Il faut avoir envie d'y mener son travail, certes, en mettant de nouveau tous les œufs dans le même panier, devant un public qu'il faut entretenir, augmenter, séduire et malmener tout à la fois (car c'est pour cela qu'il vient, de façon contradictoire).

» Il faut savoir profiter d'une continuité pour courir des aventures à long terme. Mais il faut aussi vouloir donner des coups de main à d'autres artistes de théâtre, jeunes ou moins jeunes, connus ou encore marginalisés. Pour moi, être directeur de théâtre, c'est s'occuper des autres, surtout de ceux qui viendront après nous. Il y a en moi un démon de la fraternité qui perdure, même si les amis et collègues sont d'«étranges animaux» à aimer.

» Il faut enfin que le théâtre prenne conscience de sa chance historique face à la société environnante, et la saisisse. Bruno Bayen, je crois, disait un jour que le théâtre est *« le dernier meeting »*. Il l'est devenu de plus en plus. La société est faite de solitudes et d'uniformité. Elle semble ne pas pouvoir résister à cette tendance, sauf dans quelques lieux isolés. Le théâtre est de ceux-là. Il est étrange que ce lieu de fiction et de fausseté devienne aujourd'hui le dernier lieu de vérité où de vrais humains débattent de leurs affaires, de leur culture, de leurs pulsions, de leurs mensonges, directement, devant d'autres vrais humains, avec tous les risques que cela comporte.

» Si je suis à Nanterre, c'est pour entretenir cette folie-là, pour ranimer la relation avec les habitants qui nous environnent, à Nanterre et tout autour. On disait la situation désespérée, la région parisienne peuplée d'ombres muettes. Il n'y a qu'à sortir et se manifester, entamer le dialogue, et l'on s'aperçoit de l'attente énorme qui repose sous les chapes de béton. C'est un gros et long travail.

» C'est cela que je commence avec joie, acharnement et décontraction. On en reparlera, j'espère. »

► *Metteur en scène, directeur du Théâtre national de Strasbourg de 1975 à 1981, administrateur général de la Comédie-Française de 1981 à 1984, directeur du Théâtre des Amandiers à Nanterre depuis août 1990.*

Pourquoi je reste

par Marcel Maréchal

« AVANTAGES ou inconvénients d'un séjour prolongé à la tête d'un centre dramatique ? Pour ma part, le problème ne se pose pas en ces termes, dans la mesure où j'ai toujours été le « créateur », l'initiateur de toutes les entreprises que j'ai dirigées, où je n'ai jamais été un «parachuté» du ministère, un «préfet» de la culture.

» Dans la mesure où on est à la base d'une entreprise nouvelle, dans la mesure où le rôle de chef de troupe est légitimé non par une nomination étatique, mais par un rapport vrai à un public, une ville, une région, il ne faut plus parler d'avantages ou d'inconvénients : le problème est de savoir si l'entreprise nouvelle, créée *ex nihilo*, est toujours vivante ou en train de s'essouffler.

» Pour revenir à ma propre expérience qui, je le signale à nouveau, s'est toujours effectuée en « province décentralisée », avec cependant chaque année des incursions parisiennes, tout a commencé avec le petit Théâtre du Cothurne, rue des Marronniers à Lyon, fondé en 1960 (1) et qui a perduré jusqu'en 1967.

» En 1968, j'ai fondé et ouvert dans la même ville le Théâtre du VIIIe, qui était une salle municipale, sans subventions de l'Etat, et j'en ai assuré la direction jusqu'en 1975. Michel Guy m'a alors nommé à la direction du TEP (2) – futur Théâtre de la Colline – mais j'ai préféré répondre à l'invitation de Gaston Defferre, maire de Marseille, pour créer un Théâtre national de région à l'emplacement de la Criée aux poissons, un bâtiment datant de 1906. Les avant-projets, les études, les débats financiers ont duré de 1975 à 1981.

» Pendant ces six années de préparation, j'ai investi le Gymnase de Marseille, qui nous a servi de base pour préparer et préfigurer la future Criée. Ces six années nous ont paru interminables. Nous désespérions. A force d'obstination (200 réunions de chantier, 397 coups de téléphone avec Gaston Defferre), la Criée a été ouverte le 27 mai 1981.

» Pour en revenir à notre question initiale : avantages et inconvénients d'un séjour prolongé à la tête d'un même lieu théâtral décentralisé, je dois dire que cette question, importante en soi, ne se pose pas pour mon équipe, ni pour moi-même, car nous avons su changer de cap, et nous avons eu la chance de pouvoir le faire, au moment où c'était nécessaire. Presque dix ans de compagnie (le Cotburne), sept ans au Théâtre du VIIIe, cinq ans de préfiguration au Gymnase, et bientôt dix à la Criée... Tous ces délais sont humains, raisonnables : ils ont permis de « fonder », de consolider, de continuer.

» Il faut à mon sens cinq ans pour « faire » une entreprise culturelle, et encore deux ou trois ans pour lui assurer une certaine vitesse de croisière. Passé ce seuil, l'entreprise, dans la mesure où elle est la création d'une équipe, peut avec beaucoup d'avantages et peu d'inconvénients durer très longtemps – voir Roger Planchon et Robert Gilbert qui travaillent ensemble depuis 1957 à Villeurbanne. Cette continuité n'est cependant possible que si le directeur et son équipe sont *légitimes* aux yeux du public, des élus locaux. S'ils sont parachutés et n'ont pas de rapports suffisamment étroits avec le public, tout devient trop difficile. Ils sont condamnés à n'être que des « préfets de la culture », des directeurs «TGV» ou «Air Inter», ils sont mal admis par le public et le milieu culturel local. Il y a divorce entre une action sur le terrain et une décision étatique. Ce divorce est l'un des problèmes de la décentralisation théâtrale.

» Plus généralement, trois conditions sont indispensables pour durer sans s'abîmer :

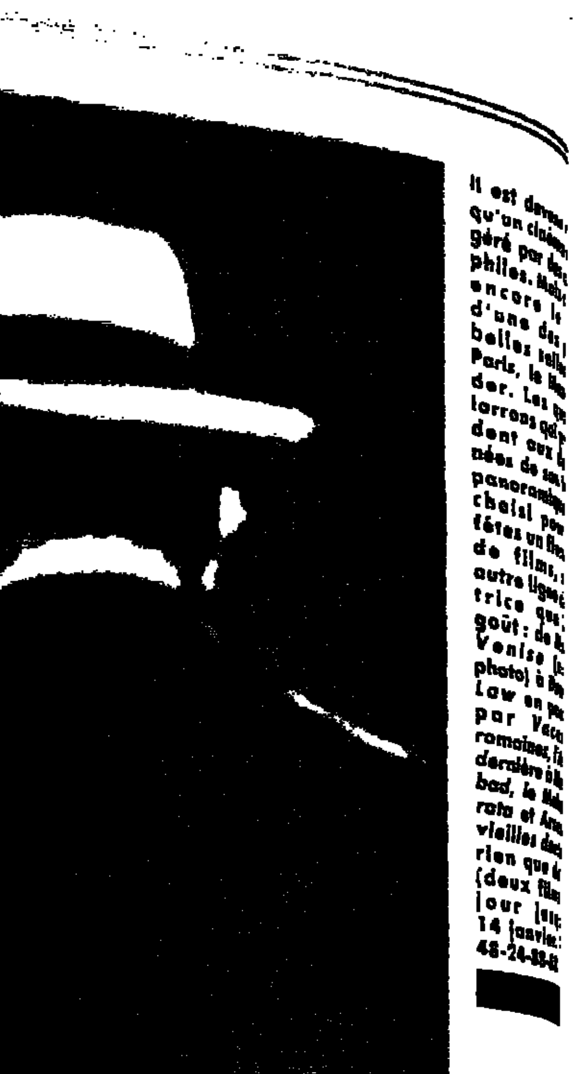
1) Un projet artistique et culturel mêlant habilement la pédagogie de la création contemporaine et du répertoire.

2) Une gestion évidemment saine, transparente, équilibrée, laissant une large part aux coûts de production. Surtout, une gestion comptant sur les *recettes propres*, dont la proportion dynamique doit osciller entre 30 % et 35 %, le reste venant des subventions et du mécénat.

3) La condition essentielle enfin : le rapport optimal avec le public. Le public doit être suffisamment divers et vivant pour assurer ces recettes propres. Il *garantit la liberté du créateur* devant les pouvoirs publics qui auront scrupule à censurer économiquement et politiquement un théâtre soutenu par une vaste audience. Le Théâtre du VIIIe ne serait jamais devenu centre dramatique national, en 1973, sans la campagne militante de spectateurs qui ont réuni près de cent mille signatures. »

(1) Fondé par Roger Planchon en 1952.
(2) Guy Rétoré, alors directeur du TEP, avait refusé de partir, et réuni des milliers de signatures sur une pétition.

► *Metteur en scène, directeur de la* Criée *depuis 1981.*



THÉATRE

SÉLECTION PARIS

42nd Street

d'après le roman
de Bradford Ropes,
mise en scène
de George Martin.

Des auditions aux répétitions, LA comédie musicale de Broadway par excellence avec son *happy end*, sa mise en scène et ses costumes plus que kitsch.

Châtelet-Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, 1er. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 180 F à 335 F.

Alexis ou le Traité du vain combat

de Marguerite Yourcenar,
mise en scène
d'Albert-André Lheureux,
avec Jean-Charles Modet.

C'était un pari un peu fou d'adapter au théâtre les mots brûlants du premier roman de Marguerite Yourcenar. Jean-Charles Modet a franchi l'obstacle avec passion.

Montparnasse (Petit), 31, rue de la Gaîté, 14e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 18 h 30. Tél. : 43-22-77-30. Durée : 1 h 10. 60 F et 80 F.
Dernière représentation le 31 décembre.

L'Annonce faite à Marie

de Paul Claudel,
mise en scène
de Philippe Adrien,
avec Jean Dautremay,
Béatrice Delvaux,
Jean-Pol Dubois,
Jacques Gamblin,
Hélène Lapiower,
Annie Mercier,
Huguette Kingué
et Fabrice Camel.

Philippe Adrien semble avoir tout compris de Claudel. L'auteur, sans aucun doute, aurait aimé cette mise en scène qui va droit à l'essentiel.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 3 heures. De 45 F à 100 F.
Dernière représentation le 30 décembre.

Boomerang ou le Salon rouge

de Philippe Minyana,
mise en scène
de Michel Didym,
avec Micheline Presle,
Michel Berto,
Catherine Kocher-Matisse,
Nathalie Krebs
et Dominique Parent.

Quand l'un des jeunes auteurs les plus joués en France rencontre l'interprète dont il n'osait rêver. Micheline Presle se saisit d'un rôle à la mesure de son talent.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11e. Du mercredi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 90 F.
Dernière représentation le 30 décembre.

Le Château de Cène

d'après le roman
de Bernard Noël,
mise en scène
de Patrick Brunie,
avec Philippe Léotard,
Sumako Koseki (danse),
Nathalie Cannet,
Sapho (voix)
et Tcheky Karyo (voix).

Lancé à corps perdu dans ce texte incandescent, Philippe Léotard, le fort en gueule, y donne tout son cœur, sa rage.

Bataclan, 50, bd Voltaire, 11e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 47-00-30-12. Durée : 1 h 45. 140 F et 190 F.
Dernière représentation le 31 décembre.

Les Clowns de Leningrad

avec Licedeï.

Pourquoi ne pas commencer l'année en pénétrant dans l'univers bouillonnant de la troupe soviétique du Licedeï ? Une fête.

Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16e. Les lundi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 42-88-64-44. De 80 F à 150 F.

Cyrano de Bergerac

d'Edmond Rostand,
mise en scène
de Robert Hossein,
avec Jean-Paul Belmondo,
Béatrice Agenin,
Pierre Vernier.

Bébel a bien lancé son nez au public, en guise d'adieu, il y a quelques jours. Il en a retrouvé un pour terminer l'année dans la peau de l'un des personnages les plus célèbres du théâtre français.

Marigny, carré Marigny, 8e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 15, le vendredi à 15 heures. Tél. : 42-56-04-41. Durée : 3 heures. De 100 F à 350 F.
Dernière représentation le 1er janvier.

Les Emigrés

de Slawomir Mrozek,
mise en scène
de Kazimierz Skoruski,
avec Pierre Santini
et Michel Parent.

Pour ceux qui fuient les cotillons, cette soirée de réveillon entre deux émigrés. Un drame sur le déracinement, l'incommunicabilité, l'échec ou la réussite.

Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-05-67-89. De 80 F à 120 F.

Les Frères Zénith

de Jérôme Deschamps,
mise en scène
de Macha Makeïeff,
avec Jean-Marc Bihour,
Jérôme Deschamps,
Philippe Duquesne,
François Morel
et Philippe Rouèche.

Il y a tout le petit monde de Jérôme Deschamps dans cette heure farfelue réglée comme du papier à musique.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée, samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 30. De 100 F à 140 F.

Iphigénie à Aulis, Agamemnon

d'Euripide,
mise en scène
d'Ariane Mnouchkine,
avec Simon Abkarian,
Silvia Bellei,
Duccio Bellugi,
Georges Bigot,
Juliana Carneiro da Cunha,
Christian Dupont,
Maurice Durozier,
Pascal Durozier,
Brontis Jodorowsky
et Eric Leconte.

Un retour réussi aux sources du théâtre, à la quintessence des mots. Un instant précieux.

Cartoucherie, Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Le samedi à 15 h 30 et 19 h 30, le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

Je ne suis pas Rappaport

d'Herb Gardner,
mise en scène
de Georges Wilson,
avec Georges Wilson,
Jacques Dufilho.

L'un des grands succès de la dernière saison, et pour cause : Georges Wilson et Jacques Dufilho se renvoient la balle avec brio dans ce combat de deux vieillards rejetés par la société.

Œuvre, 55, rue de Clichy, 9e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45, le vendredi à 15 heures. Tél. : 48-74-47-36. Durée : 2 heures. De 30 F à 220 F.
Dernière représentation le 1er janvier.

Liliom

de Ferenc Molnar,
mise en scène
de Christian Benedetti,
avec Marie Barsotti,
Gilles Baudelet,
Agnès Berthon,
Blandine Clémot.

Une nuit dans la banlieue de Budapest, un mauvais garçon au cœur tendre épuise sa jeunesse au beau milieu des stands tapageurs d'une fête foraine. Une dérive déchirante.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 30. De 45 F à 100 F.
Dernière représentation le 30 décembre.

Love Letters

de A.-R. Gurney,
mise en scène
lars Schmidt,
avec Anouk Aimée
et Bruno Cremer.

On les regarde et on les aime, Anouk Aimée et Bruno Cremer, deux vieux enfants terribles qui lisent et relisent leurs lettres avant de comprendre, trop tard, qu'elles n'étaient que serments d'amour.

Marigny (Petit), carré Marigny, 8e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le samedi à 18 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-25-20-74. Durée : 1 h 30. De 200 F à 220 F.



MARC ENGUERAND

Il était une fois un artisan et un lutin. Le lutin transforma l'artisan en âne, et la reine des Fées, Titania, en tomba folle amoureuse. C'était, il est vrai, un très bel âne. Cette histoire ne pouvait qu'enchanter Jérôme Savary, inventeur du Magic Circus et de ses animaux tristes. On aura reconnu *le Songe d'une nuit d'été* de Shakespeare, une féerie avec de la musique flamenco, des gags, des paillettes, de la magie : du théâtre.

Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui

de Molière,
mise en scène
de Dario Fo,
avec Dominique Rozan,
Marcel Bozonnet,
Claude Lochy,
Loïc Brabant,
Christian Blanc,
Isabelle Gardien,
Céline Samie,
Catherine Hiégel,
Richard Fontana
et Philippe Torreton.

Voici la plus festive des mises en scène du Français qui affiche deux spectacles par jour entre Noël et le Jour de l'an. Avec Dario Fo, les comédiens français s'encanaillent, se transformant pour un soir en trapézistes, chanteurs ou clowns. Ils semblent ravis, comme des gamins qui font les 400 coups. Le public aussi.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1er. Les lundi, mardi et vendredi à 14 heures, le mercredi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 30. De 40 F à 180 F.

Le Misanthrope

de Molière,
mise en scène
de Jacques Weber,
avec Jacques Weber,
Emmanuelle Béart,
Roger Dumas,
Hervé Briaux,
Alison Hornus,
Evelyne Buyle
et Pierre Gérard.

Avec quatre mises en scène différentes au moins, cette œuvre de Molière aura été l'un des *musts* de l'année. Le Théâtre Saint-Martin a misé sur les vedettes. Jacques Weber est un Alceste costaud. Emmanuelle Béart lui oppose un calme obstiné.

Porte Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 16 heures, le mercredi à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 2 h 30. De 90 F à 230 F.
Dernière représentation le 1er janvier.

Les Palmes de M. Schutz

de Jean-Noël Fenwick,
mise en scène
de Gérard Caillaud,
avec Sonia Vollereaux,
Stéphane Hillel,
Gérard Caillaud,
Christiane Muller,
Patrick Zard
et Claude d'Yd.

Le vaudeville scientifique de Jean-Noël Fenwick continue de faire les beaux jours des Petits Mathurins. Ce n'est que justice.

Mathurins, 36, rue des Mathurins, 8e. Du lundi au samedi à 20 h 30. Matinée mardi à 16 heures, samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-65-90-01. Durée : 2 heures. De 60 F à 220 F.

Partage de midi

de Paul Claudel,
mise en scène
de Brigitte Jacques,
avec Nicole Garcia,
Jean-Pierre Marielle,
Didier Sandre
et François Berleand.

Trois hommes et une femme (quatre comédiens habités), une nuit exotique sur la mer de Chine. De ses amours tourmentées, Paul Claudel a fait une aventure intérieure fiévreuse et sincère.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45, le vendredi à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. Durée : 2 h 30. De 120 F à 240 F.
Dernière représentation le 1er janvier.

Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage

de Jules Renard,
mise en scène
de Bernard Murat,
avec Anny Duperey
et Bernard Giraudeau.

Certains se séparent parce qu'ils s'aiment trop ; d'autres parce qu'ils se sont assez vus. Confortablement installés dans les pantoufles de Jules Renard, Anny Duperey et Bernard Giraudeau dissertent poliment sur le thème de la rupture.

Edouard-VII Sacha Guitry, 10, place Edouard-VII, 9e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le vendredi à 15 h 30. Tél. : 47-42-59-92. Durée : 1 h 45. De 100 F à 250 F.
Dernière représentation le 1er janvier.

Popeck

avec l'auteur.

Parmi les vieux routiers du *one man show*, Popeck est le spécialiste de l'humour yiddish.

Olympia, 28, bd des Capucines, 9e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le vendredi à 17 heures. Tél. : 47-42-25-49. 150 F et 180 F.
Dernière représentation le 1er janvier.

Revue

de Marc Dugowson,
mise en scène
de l'auteur,
avec André Cellier,
Jeanne David,
Claire Lasne
et Didier Lesour.

Derrière et devant le rideau, une farce réaliste, truculente. Franchement rigolarde.

Artistic-Athévains, 45 bis rue Richard-Lenoir, 11e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 48-06-36-02. Durée : 1 h 30. De 65 F à 110 F.
Dernière représentation le 30 décembre.

Rhinocéros

d'Eugène Ionesco,
mise en scène
de Jean-Pierre Fontaine,
avec Anne-Marie Mailfer,
Yvette Petit,
Pascal Germain,
Jean-Pierre Fontaine,
Marie Menant,
David Clair,
Frédéric Gay,
Michel Parrier,
Claude Aubert
et Jean-Pierre Lebrun.

Quand toutes les formes de la dépersonnalisation du totalitarisme sont mises au pilori par la fable et l'allégorie. L'entreprise de dénonciation par la dérision de Ionesco reste en accord avec la réalité.

Théâtre, 167, av. Charles-de-Gaulle, 92000 Neuilly-sur-Seine. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-45-75-80. Durée : 2 h 30. 90 F et 120 F.

Le Songe d'une nuit d'été

de William Shakespeare,
mise en scène
de Jérôme Savary,
avec Natacha Amal,
Olivier Capelier,
Daniel Dublet,
Patrick Dupont-Deshais,
Mona Heftre,
Jacky Hanser
et F. Laval.

Voir notre photo légendée ci-contre.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 10. De 100 F à 140 F.
Dernière représentation le 30 décembre.

Le Souper

de Jean-Claude Brisville,
mise en scène
de Jean-Pierre Miquel,
avec Claude Rich,
Claude Brasseur,
Serge Krakowski
et Laurent Rey.

Encore un succès - savoureux - de la dernière saison, à l'affiche pour une poignée de représentations.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le jeudi à 18 heures, le mercredi à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 120 F à 230 F.
Dernière représentation le 1er janvier.

La Tempête

de William Shakespeare,
mise en scène
de Peter Brook,
avec Georges Corraface,
Jean-Paul Denizon,
Sotigui Kouyaté,
Mamadou Dioume,
Ken Higelin,
Yoshi Oïda,
David Bennent,
Bruce Myers,
Alain Maratrat
et Pierre Lacan.

Des décors et costumes ocre et doux de Chloe Obolensky, une salle magique, un Ariel et un Caliban très spéciaux, une adaptation intelligente, claire : *la Tempête* « de » Peter Brook est une entreprise de séduction réussie.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le samedi à 15 heures. Tél. : 46-07-34-50. Durée : 2 h 20. 70 F et 100 F.

Théâtre équestre Zingaro

avec vingt-quatre acteurs,
musiciens,
cavaliers,
danseurs,
dresseurs,
seize chevaux de douze races différentes,
trois ânes,
etc.

Musiques tziganes, cosaques, charrettes ornées traînées par des bœufs placides aux yeux fardés, orgue, cloche, vin chaud servi par des valets blêmes, cavalcades effrénées des chevaux, acteurs magnifiques. La magie Zingaro pour quelques ultimes soirées.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Les lundi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le vendredi à 17 h 30. Tél. : 48-78-75-00. De 100 F à 200 F.
Dernière représentation le 1er janvier.

Zone libre

de Jean-Claude Grumberg,
mise en scène
de Maurice Bénichou,
avec Raphaëline Goupilleau,
Jean-Claude Grumberg,
Ralf Hofmann,
Monique Mélinand,
Geneviève Mnich,
Brigitte Mounier,
Jérôme Nicollin,
Benjamin Rataud,
Jean-Paul Roussillon
et Georges Trillat.

Troisième partie de la trilogie des souvenirs d'enfance de Jean-Claude Grumberg. Les comédiens sont simples, concis, emmenés par une mise en scène dynamique.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 10. 130 F.

Marseille

Cripure

de Louis Guilloux
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Marcel Maréchal
et Tatiana Moukhine.

Pour la dernière fois, affirme-t-il, et pour trois représentations à la Criée, Marcel Maréchal endosse les hardes et les tourments du vieux prof pacifiste-héros du chef-d'œuvre de Louis Guilloux, *le Sang noir*.

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Le 28 décembre à 20 h 30, le 29 à 14 h 30 et 20 h 30. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 120 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : *Bénédicte Mathieu*

MUSIQUES

SÉLECTION PARIS

Mercredi 26 décembre

Mozart
Les Noces de Figaro
Serguei Leiferkus/
Malcolm Walker (barytons),
Lucia Popp/
Renée Flemming,
Joan Rodgers/
Ruth-Ann Swenson
(sopranos),
Ferruccio Furlanetto/
Anton Scharinger,
François Loup (basses),
Cécilia Bartoli/
Martine Mahé,
Jane Berbie
(mezzo-sopranos),
Michel Sénéchal (ténor),
Orchestre et Chœurs de l'Opéra de Paris,
Gabriele Ferro (direction),
Marina Bianchi (mise en scène).

Gabriele Ferro n'étant ni Solti (le chef de la première de cette production qui date de 1976) ni même Friedman Layer (le remarquable chef du *Don Giovanni* toulousain, en novembre dernier), ces *Noces* ne tiennent pas la rampe. Reste une mise en scène qui a été l'un des sommets de l'ère Liebermann, qui, même transposée dans le grand vaisseau de la Bastille et reprise sans l'assentiment du metteur en scène italien, tient encore à peu près la route. Reste aussi Mme Renée Flemming, une jeune chanteuse dont on dit le plus grand bien.

Opéra de la Bastille, 19 h 30 (+ les 29 et 31). Tél. : 40-01-16-16. De 40 F à 520 F.
Les 24, 26, 29, 31 décembre, 2, 5, 8, 14, 16, 18 janvier à 19 h 30.

Offenbach
La Vie parisienne
Gabriel Bacquier (baryton),
Eliane Lublin (soprano),
Bernard Alane (ténor),
Pierre-Michel Durand (direction musicale),
Olivier Benezech (mise en scène).

Cette *Vie parisienne* n'est certes pas le spectacle de l'année, mais la direction musicale équilibrée de Pierre-Michel Durand, la mise en scène sans excès d'Olivier Benezech et une troupe de chanteurs qui jouent bien la comédie promettent une agréable soirée de fin d'année.

Opéra-Comique. Salle Favart. 20 heures (jusqu'au 31). Tél. : 42-86-88-83. De 60 F à 420 F.

Dimanche 30

Musique dans la tradition des grands cafés du début du siècle
Annick Chartreux (piano), ou le Trio d'Orsay.

Avant l'invention du juke-box, du Scopitone, avant la muzak synthétique, des musiciens jouaient dans les cafés, les grands hôtels, les villes d'eau, des arrangements d'airs à la mode, des valses, des galops, des parodies de grands airs d'opéras. Annick Chartreux et le Trio d'Orsay ressuscitent cette époque, sa musique au musée d'Orsay.

Musée d'Orsay, 16 heures. Entrée libre.

RÉGIONS

Nantes

Delibes
Le roi l'a dit
Brigitte Lafon (soprano),
Elsa Maurus,
Jocelyne Taillon (mezzo-sopranos),
Rémy Corazza,
Thierry Dran,
Daniel Chasseau (baryton),
René Massis (basse),
Adriano Sinivia (mise en scène),
Orchestre philharmonique des Pays de la Loire,
Jean Perisson (direction).

Léo Delibes fit les beaux soirs de l'Opéra-Comique et de l'Opéra avec ses opéras et ses musiques de ballet. Ses ouvrages ne sont plus guère donnés de nos jours. Même *Lakmé* qui fut un tube mondial. L'Opéra de Nantes reprend *le Roi l'a dit*, un opéra qui date de 1873. Tchaïkovski affirmait préférer Delibes à Brahms et Wagner. Il y allait peut-être un peu fort, mais le talent mélodique du compositeur français est indéniable.

Les 27, 28 et 31, 20 heures ; le 30, 14 h 30. Opéra. Tél. : 40-69-77-18. De 42 F à 186 F.

D.R.

Les Rita Mitsouko prolongent leur séjour à La Cigale jusqu'au 5 janvier. Depuis ses débuts, le spectacle s'est un peu assoupli. Eclairages de boîte, quelques tubes ajoutés en rappel mais, au fond, toujours la même rigueur : son impeccable réécriture permanente des chansons.

ROCK

Les Rita Mitsouko

Voir notre photo légendée ci-dessus.

Les 26, 27, 28, 29 et 30 décembre et le 1er janvier. La Cigale, 20 h 30. Tél. : 42-52-98-23. 140 F.

Nîmes

Rave et Ions

Dans les arènes de Nîmes (qui se couvrent en hiver), Martin Meissonnier a réuni quelques-uns des éléments les plus brûlants du circuit nocturne planétaire. Après une introduction *live*, avec les New JB's, qui sont à James Brown ce que le Blues Brothers Band est à Otis Redding (des épigones respectueux), on passera aux platines avec quelques disc-jockeys de profession ou d'occasion : Dee Nasty, parrain du rap français, le producteur britannique Godwin Lodgie, Papa Wemba, sapeur zaïrois, et quelques autres.

Le 31 décembre à partir de 23 heures aux arènes de Nîmes. 120 F.

JAZZ

Dizzy Gillespie

Le Lionel-Hampton, au bar du Méridien-Etoile, est un club de luxe, à la new-yorkaise, avec des programmes inespérés, une clientèle élégante, un goût du jazz à la fois classique et accessible. Pour la fin de l'année, le mythe est redoublé par la présence de Dizzy Gillespie, là, en scène, à portée de mains et d'oreilles. Monument historique dans l'ordre de l'invention – il est à l'origine de l'une des révolutions du jazz, – Gillespie a donné à l'art très américain du spectacle détendu (l'*entertainment*) ses lettres de noblesse.

Du 27 décembre au 6 janvier, au Lionel-Hampton Méridien-Etoile, 81, bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 Paris. Tél. : 47-58-12-30.

Jacques Mahieux

Parcours de poète, voyage au bout de l'imaginaire, le récital de Jacques Mahieux est d'abord un exercice de musicien : on le connaît comme batteur et guitariste, le chant est venu avant et revient maintenant. C'est aussi un jeu de pistes dans certains courants secrets de la chanson, Tom Waits, Randy Newman... C'est surtout un acte d'autobiographie en excellente compagnie (Deschepper, Kassap, etc.).

Du 27 au 29, au Dunois, 108, rue du Chevaleret, 75013 Paris. Tél. : 45-84-72-00.

Jean-Loup Longnon

Un excellent trompettiste, une personnalité tumultueuse, la passion violente du jazz : Jean-Loup Longnon vient d'être couronné, enfin, par l'Académie du jazz. Au Sunset, il réveillonne, pavillon haut.

Le 31, au Sunset, 60 rue des Lomards, 75001 Paris. Tél. : 40-26-46-60.

MUSIQUES DU MONDE

Nazaré Pereira

La plus célèbre des Brésiliennes de Paris, l'animatrice de mémorables carnavals de la salle Wagram, toujours présente sur la scène française.

Le 28. New Morrning. 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Tito Puente Big Band

Percussionniste, vibraphoniste, champion du swing latino, Tito Puente a associé son nom à celui des plus grands chanteurs et chanteuses de salsa, et, au premier rang, Celia Cruz. Le maître revient à la tête d'un mini-big band, avec douze musiciens. Le New Morning restera aux couleurs de la salsa pour le réveillon du 31 au soir, avec Azuquita e su Melao.

Le 29. New Morrning. 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

DANSE

Don Quichotte
Ballet de l'Opéra de Paris

Le héros de Cervantès passe au second plan, derrière les amours exubérantes de Kitri et de Basilio. Dans ces rôles exigeants, on pourra voir cette semaine Isabelle Guérin et Laurent Hilaire (le 26 en matinée), Monique Loudières et Manuel Legris (le 26 en soirée, le 28 en matinée), Sylvie Guillem et Patrick Dupond (les 27 et 29 en soirée), Jean-Yves Lormeau avec Florence Clerc (le 28 en soirée), avec Karin Averty (le 29 en matinée) avec Elisabeth Platel (le 31 en soirée). La chorégraphie est de Rudolf Noureev d'après Marius Petipa, les costumes et les décors sont de Nicholas Georgiadis.

Opéra de Paris-Palais Garnier, jusqu'au 31 décembre. Matinées 14 h 30, soirées 19 h 30 ou 20 heures. De 30 F à 320 F. Tél. : 47-42-53-71.

Lyon

Roméo et Juliette
Lyon Opéra Ballet

Création mondiale. Angelin Preljocaj se penche à son tour sur les amants de Vérone pour dénoncer *« l'emprise effective du pouvoir sur une des libertés essentielles de l'individu : celle d'aimer ».* Les décors et les costumes sont de Enki Bilal. Kent Nagano dirige l'Orchestre de l'Opéra de Lyon. *(Lire l'article de Dominique Frétard page 22.)*

Auditorium Maurice Ravel. Le 27, à 20 h 30, les 28, 29 et 31, à 20 h 30, le 30, à 17 heures. 120 F et 170 F. Tél. 78-28-09-60.

La sélection « Musiques » a été établie par : Alain Lompech ; « Jazz » : Francis Marmande ; « Rock » : Thomas Sotinel ; « Musiques du Monde » : Véronique Mortaigne ; « Danse » : Sylvie de Nussac

Retenez vos places

– Pierre Boulez : *... explosante-fixe...*, (création, commande du Festival d'Automne et de la Fondation Total pour la musique). Andrew Gerszo, assistant musical, Pierre-André Valade, flûte 4 X, Sophie Cherrier et Emmanuelle Ophèle (flûtes), technique Ircam, Ensemble InterContemporain, Pierre Boulez (direction). (Grande salle du Centre Georges-Pompidou, les 11, 12, 14 et 16 janvier, à 20 h 30, le 13, à 16 heures. 65 F et 80 F. Tél. : 42-60-94-27.)

– Luciano Berio : *Call, St. Louis Fanfare* – Elliott Carter : *Quintette de cuivres* – Iannis Xenakis : *Psappha* – Alain Louvier : *Jour de colère* (création, commande de l'Ensemble InterContemporain). Avec les cuivres de l'Ensemble InterContemporain, Daniel Ciampolini, Vincent Bauer, Florent Jodelet (percussion). (Auditorium des Halles-Châtelet, le 15 janvier, à 19 heures. 100F. Tél. : 40-28-28-40.)

– György Ligeti : *Melodien ; Concerto pour piano et orchestre* – Bela Bartok : *le Château de Barbe-Bleue.* Avec Florent Boffard (piano), Idiko Komlosi (mezzo-soprano), Sandor Solyom Nagy (baryton), Ensemble InterContemporain, Orchestre de Paris, Peter Eötvös (direction). (Salle Pleyel, les 23 et 24 janvier, à 20 h 30. De 50 F à 210 F. Tél. : 45-63-07-96.)

– Stravinsky : *Concertino pour douze instruments ; Huit miniatures instrumentales, le Sacre du printemps* – Elliott Carter : *A Mirror on which to Dwell ; Anniversary* (création française). Avec Phyllis Bryn-Julson (soprano), Ensemble InterContemporain, l'Orchestre Philharmonia, Pierre Boulez (direction). (Théâtre du Châtelet, le 30 janvier, à 20 h 30. De 70 F à 195 F. Tél. : 40-28-28-40. Ce concert sera donné, à Londres, le 1er février, à 19 h 30, au South Bank Centre.)

ARTS

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît dans *le Monde* du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

Art et publicité

Des photos d'Atjet et Seeberger témoignant des formes de la publicité urbaine vers 1900 aux artistes d'aujourd'hui qui détournent les idées et le langage publicitaire, l'histoire d'une relation d'exécration-fascination. En mille deux cents œuvres rassemblées au Centre Pompidou par le musée, le CCI et la BPI. Non sans quelque confusion.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991. 16 F. *Visite de groupes rens. au* 45.49.45.46. Jusqu'au 20 janvier 1991. 25 F (dimanche : 16 F). Billet jumelé exposition-musée : 40 F.

Werner Bischof

Première rétrospective d'un photographe suisse mort à trente-huit ans, en 1954, dans un ravin de la cordillière des Andes. Entré à l'agence Magnum en 1949, il réalisa pour *Life* et *Paris-Match* des reportages sur la misère et la guerre aux antipodes des recherches abstraites de ses débuts.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1991. 25 F (entrée du musée).

Bill Brandt

De la *high society* aux crassiers du Nord, une vision rêvée, inventée, presque surréelle de l'Angleterre des années 30 à 45. Bill Brandt, débarquant dans son propre pays à l'âge de vingt-sept ans, entreprenait de révéler aux Anglais une image d'eux-mêmes jusque-là occultée.

Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Carrée, 4-8, grande galerie, Paris 1er. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 3 février 1991. 10 F.

Euphronios, peintre à Athènes au VIe siècle avant Jésus-Christ

Dans l'Antiquité, comme les artistes d'aujourd'hui, les peintres de vases grecs avaient des noms. Euphronios était l'un d'eux. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépoussiérage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Le Musée du Louvre, en outre, n'a rien négligé pour redorer la renommée du bel et bon Euphronios.

Musée du Louvre, hall Napoléon, *entrée par la Pyramide*. Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi 12 heures à 22 heures. Visites-conf. jusqu'au 29 déc. les lundi à 19 heures (sauf 24/12), jeudi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 31 décembre. 25 F.

Ferracci

Hommage à un affichiste de cinéma (1927-1982), dont on ne connaît pas forcément le nom, mais sûrement quelques-unes de ses meilleures créations, par exemple pour *le Charme discret de la bourgeoisie, Providence, Diva* ou *Casanova*. L'exposition réunit près de cent trente affiches.

Musée de la Publicité, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 janvier 1991. 20 F.

Il y a cent ans ils ont donné « Olympia »

Le Musée d'Orsay fête l'entrée, en novembre 1890, d'*Olympia* de Manet dans les collections nationales. Cette entrée n'allait pas de soi. Un dossier rappelle l'« affaire » : la souscription à l'initiative de Monet et le don accepté à regret. Parallèlement sont exposés soixante-dix dessins et pastels du peintre.

Musée d'Orsay, entrée quai Anatole-France, pl. Henri-de-Montherlant, Paris 7e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi.

Josep Maria Jujol

Ecrasée par l'ombre puissante de la Sagrada Familia, l'architecture catalane est souvent réduite au génie d'Antonio Gaudi. Le CCI fait ici découvrir un de ses collaborateurs. Architecte, mais aussi coloriste et sculpteur, ferronnier, mosaïste, Jujol (1879-1949) travailla pour le parc Güell, à Barcelone, et déploya son imagination et son talent sur de nombreux bâtiments de Catalogne.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991.

Joël Kermarrec

Peintures, dessins et objets d'un artiste, chef d'atelier aux Beaux-Arts depuis 1987. Avec lui l'école du quai Malaquais inaugure une série d'expositions consacrées aux travaux des professeurs ou des élèves.

Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 17, quai Malaquais, Paris 6e. Tél. : 42-60-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 janvier 1991.

Chris Killip

Entre Brandt et Koudelka, cet opérateur britannique – grand prix Cartier-Bresson 1989 – a réalisé durant quinze ans un reportage sans concession sur le nord-est de l'Angleterre. Fouillant au cœur le déclin de cette région, il en a rapporté des images de désespoir et de terreur.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1991. 25 F (l'ensemble des expositions).

L'art en Belgique au XXe siècle

Un point de vue sur l'art du vingtième siècle en Flandre et en Wallonie, dans la foulée de Wiertz, Rops, Khnopff et Ensor. Où le surréalisme fait poids et loi, où, dans la foulée de Magritte, la subversion des images est de mise.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 10 mars 1991. 15 F.

Le Paris de Boubat

De Montmartre, où il a passé son enfance, au pont des Arts, le photographe retrouve dans Paris le temps qui passe, le temps perdu et les visages aimés. Ce voleur de lumière au verbe séducteur opère comme s'il marchait sur un fil, en état de grâce.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3e. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 janvier 1991. 28 F.

Les Dessous de la ville

Voir notre photo légendée ci-dessus.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 mars 1991.

Les Vanités dans la peinture au XVIIe siècle

Où le crâne occupe une place d'honneur sur les tables, parmi les fleurs, les bijoux, l'argent, les portraits et les miroirs... en des compositions savantes invitant l'homme à réfléchir sur sa destinée, la brièveté de la vie, l'inanité des biens terrestres. Une exposition conçue par le *Musée des beaux-arts de* Caen, qui l'a présentée cet été.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 15 janvier 1991. 28 F.

Mémoires d'Egypte

Trois cents pièces en provenance des plus grands musées pour une exposition tout aussi scientifique que spectaculaire dont la «mise en scène» a été confiée aux décorateurs de Cités Ciné. Tel s'annonce, à Paris, l'hommage de l'Europe à Champollion, qui remporta cet été, à Strasbourg, un vif succès.

Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne, Paris 2e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Nocturne le samedi jusqu'à 23 heures. Jusqu'au 17 mars 1991. 35 F.

Papiers peints panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur vingt à trente lés de papier peint. Presque du cinémascope, en somme.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991. 20 F.

Picasso, une nouvelle dation

Une nouvelle dation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle comporte beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies des dernières années, mais aussi des carnets, de précieux carnets concernant, par exemple, la genèse des *Demoiselles d'Avignon* ou des *Trois Femmes* et un formidable papier collé de Braque : *Tivoli-cinéma* de 1913.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 janvier 1991. 25 F (dim. : 16 F).

Jean Prouvé

Prouvé, le grand Prouvé dont chacun se réclame aujourd'hui, aura eu le bonheur de mourir avant de voir le CNIT, auquel fut associé son talent d'ingénieur, défiguré par les lois du marché. De son vivant on avait un peu tendance à en faire un martyr de l'indifférence, un artiste maudit. *Le CCI lui restitue la* lumière et la gloire, dans un espace signé Renzo Piano.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 janvier 1991. 16 F.

Saint Bernard et le monde cistercien

Pour le neuvième centenaire de saint Bernard, la Caisse des monuments historiques a monté cet impressionnant ensemble, à la fois hommage, réflexion et presque spectacle sur celui qui fut à l'origine d'une des plus belles lignées de l'architecture monastique : l'art ciscercien. Pas un sou de vaine bigoterie dans cette exposition, justement austère et pourtant émouvante.

Conciergerie, palais de Saint-Louis, 1, quai de l'Horloge, Paris 1er. Tél. : 43-54-30-06. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Visites-conf. 9 et 23 janvier, 8 et 22 février. Rendez-vous à 14 h 30, 1, quai de l'Horloge. Jusqu'au 28 février 1991. 30 F.

Daniel Tremblay

Un jeune artiste des années 80, disparu dans un accident de voiture, il y a cinq ans. Dans ses œuvres à base d'objets ordinaires, qui tiennent du relief et de la peinture, modestement, il a mis de la poésie, sans faire bête.

Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8e. Tél. : 45-63-90-55. Tous les jours sauf *mardi de 11 heures à* 18 heures. Jusqu'au 28 janvier 1991.

Simon Vouet

Ce n'est pas à une mince entreprise que se sont attelés les responsables de cette exposition Vouet. L'essentiel de l'œuvre décoratif de l'artiste a disparu, et nombre des tableaux sortis de son atelier ont été peints par des élèves auxquels il savait insuffler son propre talent. Soixante tableaux autographes ont toutefois pu être réunis, qui rappellent le séjour en Italie de Vouet et son inspiration caravagesque ou qui relèvent de la veine française, plus légère, de ce peintre favori de Louis XIII.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de *10 heures à 20 heures, mer*credi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 11 février 1991. 33 F.

GALERIES

Victor Brauner

Cinquante œuvres importantes de cet artiste d'origine roumaine, disparu en 1966, dont la dernière grande rétrospective remonte à 1972. C'est un moderne, après un bref passage surréaliste, et avant d'être simplement un peintre soli*taire qui livre ses obsessions* et ses inquiétudes, explorant tour à tour les palettes de l'inconscient et de l'ésotérisme.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Matignon, Paris 8e. Tél. : 45-62-10-40. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures *et de* 14 h 30 à 19 heures, lundi de 14 h 30 à *19 heures. Jusqu'au 30 décembre.*

Alan Charlton, Gerhard Richter, Michel Verjux

Des simples lignes (anciennes) d'Alan Charlton à l'opération lumineuse de Michel Verjux mettant en évidence l'acte même d'exposer, en passant par une série de photos repeintes de Gerhard Richter: trois expositions, et trois aspects de la recherche plastique contemporaine exigeante et dépouillée.

Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes, Paris 3e. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 février 1991.

Jacques Doucet

Un peintre dans le genre véhément, resté fidèle à l'esprit du mouvement Cobra auquel il a participé dès 1948. Un choix de tableaux depuis cette période et des gouaches récentes le montre, chez Boulakia (rive gauche, pour les tableaux ; rive droite, pour les gouaches).

Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte, Paris 6e. Tél. : 43-26-56-79. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 janvier 1991.

André Masson

Quarante-deux huiles de 1922 à 1966, 24 pastels et dessins, 11 sculptures pour une exposition qui doit, après Paris, aller en Suisse et au Japon. *Parmi les œuvres les plus* importantes : *Vue emblématique de Tolède* de 1936-39, un tableau apocalyptique avec feu, sang, cristal et Minotaure, lourd de toutes les mythologies développées par André Masson au fil de sa vie.

Galerie Odermatt-Cazeau, 85 *bis*, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Tél. : 42-66-92-58. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 février 1991.

Arnulf Rainer, Alberto Giacometti

Le corps-à-corps avec la peinture d'un artiste autrichien, qui applique la couleur directement, à main nue, la fait dégouliner sur ses tableaux en forme de croix, ou par-dessus des photos. Outre les œuvres récentes de Rainer, la galerie Lelong propose une exposition Giacometti, cet autre déchiré, à l'occasion de la publication de ses écrits (chez Hermann).

Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran, Paris 8e. Tél. : 45-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 janvier 1991.

RÉGIONS

Antibes

Henri Nouveau

On connaît mal Henri Nouveau (1901-1959), compositeur de musique et peintre originaire de Transylvanie, fixé à Paris, dont les recherches abstraites s'inscrivent dans la lignée du Bauhaus. C'est d'ailleurs lors d'un séjour au Bauhaus, en 1928, que Nouveau conçut, sur une partition de Bach, la sculpture musicale présentée à Antibes parmi les huiles, les dessins, les collages de l'artiste.

Musée Picasso, château Grimaldi, 06600. Tél. : 93-34-91-91. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 janvier 1991. 20 F.

Grenoble

Anish Kapoor

Il est né à Bombay (en 1954), il vit à Londres, il expose partout en Europe depuis une dizaine d'années. Sa sculpture aux formes organiques couvertes de poudre noire, jaune, rouge, blanche ou bleue fascine. A Grenoble, il expose certaines des grandes pièces présentées à la Biennale de Venise, ainsi qu'une nouvelle série créée spécialement pour le Magasin.

Centre national d'Art contemporain, 155, cours Berriat, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier 1991. 8 F.

Mulhouse

Dessins et dessins

Un point de vue, celui d'Olivier Kaeppelin, sur le dessin contemporain en France. Y sont proposées des œuvres de Jean-Pierre Bertrand, François Bouillon, Pierre Buraglio, Thierry Delaroyère, Daniel Dezeuze, Wolfgang Gafgen, Jean-François Lacalmontie et Georges Touzénis.

***Musée des Beaux-Arts, 4, place* Guillaume-Tell, 68100. Tél. : 89-32-58-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, jeudi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 10 février 1991.**

Nîmes

Robert Filliou

Quatre-vingts œuvres en tous genres pour illustrer la production insolite et turbulante d'un artiste « touche à tout », qui, partageant les vues des néodadaïstes du mouvement Fluxus, s'est déclaré pour la créativité permanente et l'abolition des frontières entre l'art et la vie.

Musée des Beaux-Arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jus*qu'au 3 janvier 1991*.

Quimper

La Compagnie des objets

Mais oui, il arrive aux artistes d'aujourd'hui de peindre des natures mortes. A preuve les œuvres d'Alberola, Barcelo, Garouste, Laget, Polke ou Sicilia présentées en compagnie des objets de quelques grands aînés comme Braque, Morandi et Picasso. Pour inaugurer Le Quartier, le nouveau centre d'art contemporain de Quimper.

Le Quartier, centre d'art contemporain, place du 137e-Régiment-d'Infanterie, 29000. Tél. : 98-55-55-77. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, samedi de 14 heures à 18 heures, dimanche de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 février 1991. 20 F.

Rochechouart

Richard Long

Cercles d'ardoises et de pierre, lignes de bois flotté, anneaux de terre et de boue, d'un Anglais dont l'œuvre est le produit simple et beau d'un désir profond de dialogue avec la nature et les éléments fondamentaux de l'univers.

Musée départemental, Château, 87600. Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours sauf lundi *et mardi de 14 heures à* 18 heures. Jusqu'au 6 janvier 1991. 8 F.

Saint-Etienne

L'Ecriture griffée

Un propos, une réflexion sur l'art et la problématique de la représentation du réel dans les années 30, 40 et 50, partant de quelques individualités, par exemple Artaud, Dubuffet, Fautrier, Giacometti, Gruber, Wols. Dont le Musée de Saint-Etienne propose des peintures, des dessins, des sculptures, en des rapprochements imprévus et enrichissants.

Musée d'Art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991. 22 F.

Tours

Zao Wou-ki

Du plus français des peintres extrême-orientaux, le musée de Tours propose un choix de peintures, d'encres de Chine et d'estampes. Depuis *le Vent* (1954) du Musée national d'art moderne jusqu'aux grandes abstractions récentes.

Musée des Beaux-Arts, 18, place François-Sicard, 37000. Tél. : 47-05-68-73. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 9 heures à 12 h 45 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 février 1991.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette

PHOTOTÈQUE PAVILLON DE L'ARSENAL

Les sous-sols de Paris ont toujours été un objet de fascination et d'exotisme engendrant mythes et littérature. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été explorés, mesurés, exploités, ni d'être surveillés de près. Une exposition au Pavillon de l'Arsenal invite à les parcourir, entre savoir et légende. Pour les Parisiens, c'est l'occasion d'apprendre les règles et obligations qui régissent cet univers plus proche d'eux qu'ils ne le croient.

ANGELIN PRELJOCAJ RÉPÈTE A LYON « ROMÉO ET JULIETTE »

Un amour balkanique

Le chorégraphe d'origine albanaise Angelin Preljocaj répète à l'Auditorium Maurice-Ravel de Lyon sa version de *Roméo et Juliette* dans les décors d'Enki Bilal, venu, lui, de Yougoslavie. Ces deux hommes de l'Est aiment les histoires d'amour, à condition qu'elles se terminent mal...

DANS les coulisses de l'Auditorium Maurice-Ravel de Lyon qui s'apprête aux représentations de *Roméo et Juliette*, c'est le jour d'essayage des costumes, dessinés par Enki Bilal et réalisés par l'atelier de Marc Payen, à Paris. Les nourrices enfilent des culottes bouffantes, une jambe blanche, une jambe noire, idée de domino reprise pour le bustier, bien rembourré et bien inhabituel sur des corps de danseuses. Une dernière retouche et elles filent dans le studio passer leur enchaînement devant leur chorégraphe, Angelin Preljocaj, qui modifie les relevés de jambes en fonction du volume des culottes. Plus tard, on verra arriver des sortes de Tsiganes en jupes à volants bleu et rose éteint.

« Elles font partie du clan des Homeless », explique le chorégraphe. Angelin Preljocaj a remplacé les Capulets et les Montaigus par les « Miliciens » et les « Homeless » – termes de travail, – situant ses héros dans une Vérone fictive et dictatoriale, directement inspirée de *1984*, d'Orwell : l'amour, semeur de désordre et d'anarchie, en est banni. *« L'histoire de* Roméo et Juliette *est si connue qu'on peut la transporter dans le temps et l'espace, la styliser : tout le monde comprend quand même ! Cette souplesse de narration m'a séduit*, poursuit Preljocaj. *La confrontation du muscle et de la douceur m'intéressait aussi du point de vue gestuel. On ne bouge pas de la même façon selon qu'on a le pouvoir ou pas, selon qu'on est libre ou pas. »* Enki Bilal a l'air perplexe devant les tissus choisis pour les Homeless...


GÉRARD AMSELLEM

Angelin Preljocaj et Enki Bilal.

DES CHORÉGRAPHIES CONTEMPORAINES POUR UNE COMPAGNIE CLASSIQUE

Ils sont trois dans cette affaire de *Roméo et Juliette* commandé par le Lyon Opéra Ballet. Un Albanais et deux Yougoslaves : Angelin Preljocaj, chorégraphe, Enki Bilal, devenu une nouvelle fois décorateur et costumier, et Goran Vejvoda, musicien, chargé de créer des ambiances et des liaisons entre les scènes. Car, comme chacun le sait, c'est Serge Prokofiev qui a signé la musique de ce ballet en 1935, dansé pour la première fois à l'Opéra de Brno en 1938 et repris en 1940 au Kirov. Kent Nagano assurera la direction musicale de cette création.

Le Lyon Opéra Ballet, compagnie de formation classique, a pour vocation originale de travailler avec des chorégraphes contemporains. Telle est la politique artistique menée par Françoise Adret et son codirecteur, Yorkos Loukos. Ce dernier a convaincu Angelin Preljocaj. Le rêve du Lyon Opéra Ballet : rééditer le coup inattendu et fabuleux réussi avec le *Cendrillon* chorégraphié par Maguy Marin en 1985, et qui continue à tourner dans le monde entier. Forsythe, Kylian, Mats Ek figurent au répertoire. Depuis, Mathilde Monnier et Jean-François Duroure, Karole Armitage, Lucinda Childs, Ralph Lemon ont créé des œuvres pour la compagnie.

Mais qu'ont-ils tous à vouloir collaborer avec des compagnies classiques ? Les répétitions menées par Angelin Preljocaj pour l'Auditorium Maurice-Ravel, ce vilain bunker situé dans le quartier de La Part-Dieu, et lieu d'hébergement du ballet, permettent de réunir quelques éléments de réponse.

La complicité d'Angelin Preljocaj et Enki Bilal, l'univers de ses bandes dessinées et surtout de son premier film, *Bunker Palace*, est facile à comprendre : ces deux-là ont l'Europe de l'Est ancrée dans la tête, même si Bilal est arrivé en France à l'âge de dix ans, et que Preljocaj est né à Champigny-sur-Marne, où sa compagnie est installée. L'héroïsme, la statuaire militaire, la sainteté n'ont-ils pas été les premiers sujets traités avec succès par le chorégraphe ?

Après les Tsiganes, les Homeless, c'est au tour des deux Juliette de répéter : Nathalie Delassis, blonde aux yeux pâles, a un air plutôt sensuel pour une héroïne virginale et adolescente. Pascale Doye, physique alluré, n'a pas l'air d'avoir peur de grand-chose. Ces Juliette sont des femmes. Il faut les voir se dégager de la poigne des Miliciens venus les arrêter pour comprendre qu'elles ont plus d'un tour dans leur sac. Mais qu'importe, elles sont magnifiques dans leur féminité, résolues à vaincre. Pierre Advocatoff, un Tybalt qui n'est plus le frère de Juliette mais le chef de la Milice, avance, décidé, les bras et les jambes fendant l'air comme des épées. Parfait !

Une nourrice, Jocelyne Mocogni, passe dans le couloir. Dans le Ballet depuis 1983, on lui demande ce qu'elle pense de cette nouvelle expérience : *« C'est un rôle compliqué mais à la gestuelle trop limitée pour mon goût. D'Angelin Preljocaj, je n'ai vu qu'*Amer America *en septembre dernier. Sa compagnie y dansait à 150 %. Elle m'a impressionnée. Il y avait dans cette pièce plus de danse que dans ce* Roméo et Juliette*! C'est bien de ne pas avoir de chorégraphe attitré, mais je préfère danser Jiri Kylian. »*

Quelques instants plus tard, au cours d'un filage complet, on trouve, à l'inverse, que le ballet est très dansé. Eperdument. Le duo d'amour qui s'ébauche dans la salle de bal est du genre chaud. Quand il se poursuit, sans témoins, violent, passionnel, Roméo face à Juliette, enfin seuls, il dure dix minutes – un record pour un duo ! *« J'ai travaillé sur l'abandon du corps, le don physique. Les danseurs terminent lessivés. C'est le but. Ceux du Lyon Opéra Ballet ont acquis une grande ouverture d'esprit. Ils ont une véritable faim de danser.*

» On frôle toujours le ridicule avec cette histoire d'amour. Il faut la faire éclater, et se méfier de la musique. Elle est d'une grande beauté, mais pleine de dangers car elle colle à la narration. »

Le chorégraphe sait déchiffrer une partition et possède une bonne culture musicale. Il dit aussi avoir réglé ses problèmes avec la danse classique. Quand il a chorégraphié *Noces*, de Stravinsky, il ne se cachait pas de n'en avoir vu aucune version chorégraphique. De même pour *Roméo et Juliette*. Angelin Preljocaj affirme qu'il n'est pas besoin de connaître son répertoire pour s'en emparer : les partitions sont l'affaire de tout le monde ! Molière n'appartient-il pas à celui qui le met en scène ? Et d'ajouter : *« On apprend souvent plus avec ce que nous ont laissé les morts. Les trois mois passés à décortiquer la partition de Stravinsky en sont pour moi la preuve. »*

Au fur et à mesure que se déroule le drame, que les danseurs rougissent sous l'effort, on essaie d'imaginer le décor de Bilal dont on a aperçu un croquis : une enceinte qui tient à la fois de la locomotive et du mur de prison, articulés par un soufflet. Sorte de gros boyau doté de chemins de garde et de tourelles. Ambiance bleu acier et rouille. On se demande comment sera le lit et où il trouvera sa place ? Bien en vue des gardes-chiourmes ou caché dans quelque recoin ?

« Pour cette histoire d'amour, la plus belle d'entre toutes, je suis arrivé avec mon bagage personnel : la dureté, l'oppression, les nantis, les non-nantis, explique Enki Bilal. *Je me suis aperçu qu'Angelin avait une vision très sombre de son* Roméo et Juliette. *Bien que né en France, il porte cet univers en lui. C'est terrible à dire, mais cet univers fascine, stimule l'imaginaire. Il est tout le contraire d'un paradis qui ramollit. C'est un état d'urgence. Une douleur permanente. Moi qui suis originaire de Belgrade, Tchèque par ma mère, cela me fait du bien de raconter cette présence du pouvoir fort... Je m'apprêtais à passer à mon deuxième film, le coup de fil d'Angelin a bousculé mes plans. »*

Sur scène, Juliette sort du sommeil artificiel provoqué par l'élixir du bon Père Laurent, un milicien dissident. Elle découvre le corps de son amant qui vient de se tuer avec un rasoir. Affolée, frénétique, Juliette veut le croire encore vivant, le traîne vers une chaise où elle l'assied, entreprenant autour de lui une danse de résurrection. En vain. On connaît la suite et la fin...

LA DANSE EST ASSEZ FORTE POUR SE SUFFIRE A ELLE-MÊME

Intéressant d'observer comment un danseur classique s'approprie la gestuelle d'Angelin Preljocaj, l'assouplit, l'arrondit, la précise aussi. Rien à voir, ou si peu, avec ce que font les danseurs de sa compagnie. Plus d'élégance, moins d'énergie ? Voire...

« Je n'ai pas accepté cette proposition parce que le Lyon Opéra Ballet est une troupe classique. Ma préoccupation actuelle est de composer avec beaucoup de danseurs, dit Preljocaj. *Cette compagnie est un outil hors pair, un Stradivarius, qui me permet de développer mon écriture, de me confronter à des combinaisons plus complexes. Pour* Noces, *j'avais neuf danseurs. Je ne peux pas en payer plus. C'est la limite de la danse contemporaine en ce moment en France. Nous n'avons aucune compagnie à aligner en face de Kylian, de Forsythe. Je parle en termes de structures. J'ai besoin d'au minimum vingt ou vingt-cinq danseurs, de distributions différentes pour faire tourner mon répertoire. Les directeurs des grands festivals hésitent à recevoir ma compagnie quand ils apprennent le nombre de ses danseurs. Je suis prêt à prendre la direction d'une troupe déjà constituée, si on me le propose.*

» J'aime l'idée que la danse contemporaine s'attaque au répertoire, qu'elle y porte son empreinte. Je suis de plus en plus confiant dans la capacité qu'a cet art de transmettre des émotions plus directement au cerveau que les mots... Pouah ! Je n'aime pas cette tendance actuelle de la danse à intégrer du texte. Ce complexe me fatigue. Il faut avoir le courage de creuser son sillon, sans aller piocher ici ou là : la danse est assez forte pour se suffire à elle-même. »

Le soir vient. Les danseurs se rhabillent. Les costumiers refont leurs ballots. *« Y'a encore du travail ! »* s'exclame Angelin Preljocaj. Enki Bilal jure qu'il y aura une histoire d'amour dans son prochain film.

DOMINIQUE FRÉTARD

★ *Roméo et Juliette*, par le Lyon Opéra Ballet, le 27 décembre à 19 h 30, les 28, 29 et 31 à 20 h 30, et le 30 à 17 heures. Auditorium Maurice-Ravel, 149, rue Garibaldi, 69003 Lyon. Tél. : (16) 78-28-09-60.


GÉRARD AMSELLEM



« On ne bouge pas de la même façon selon qu'on a le pouvoir ou pas, selon qu'on est libre ou pas. »